BnF Gallica

# Mémoires du comte Belliard : lieutenant-général, pair de France

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF Gallica

Belliard, Auguste-Daniel (1769-1832). Mémoires du comte Belliard : lieutenant-général, pair de France. 1842.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

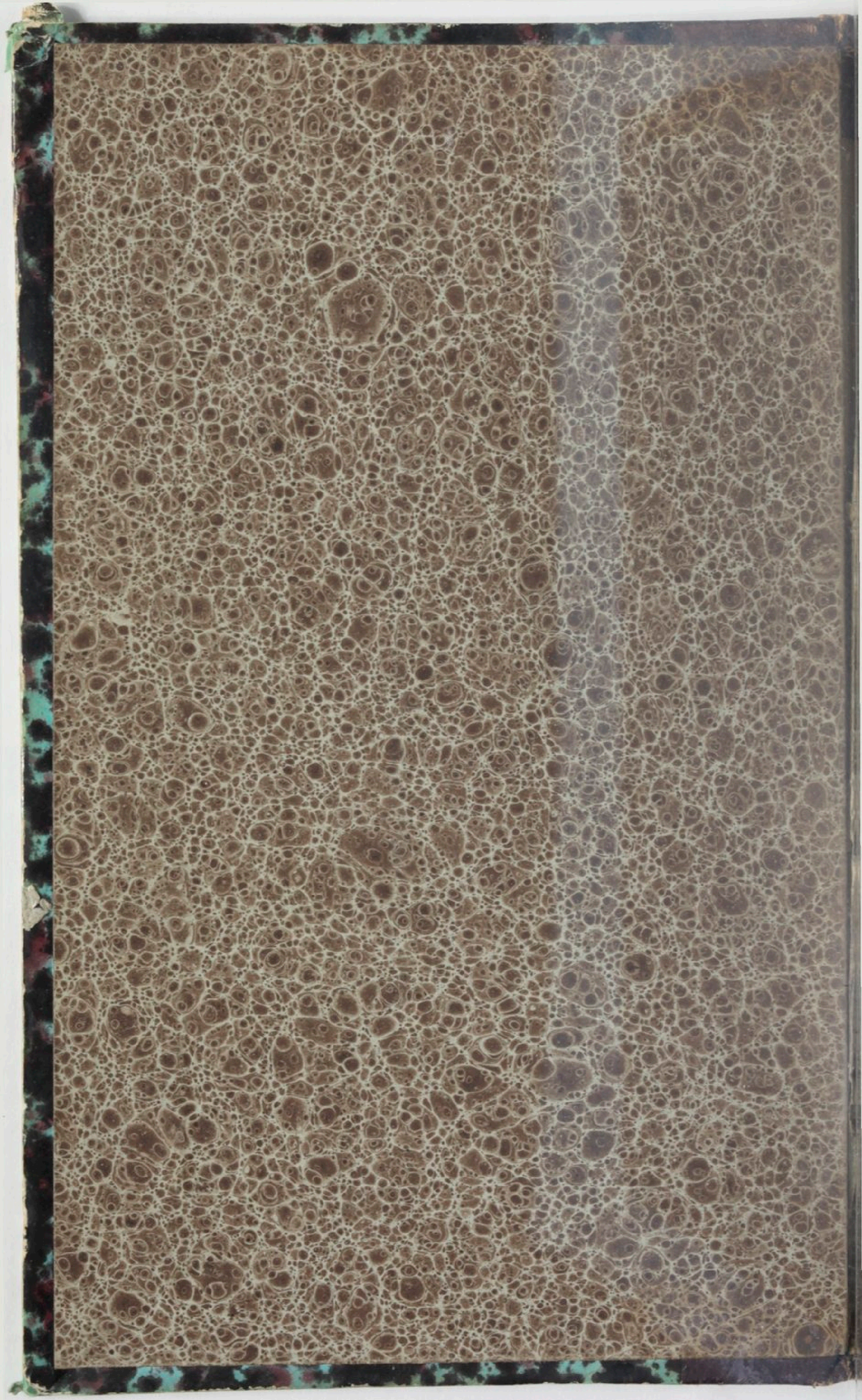
**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

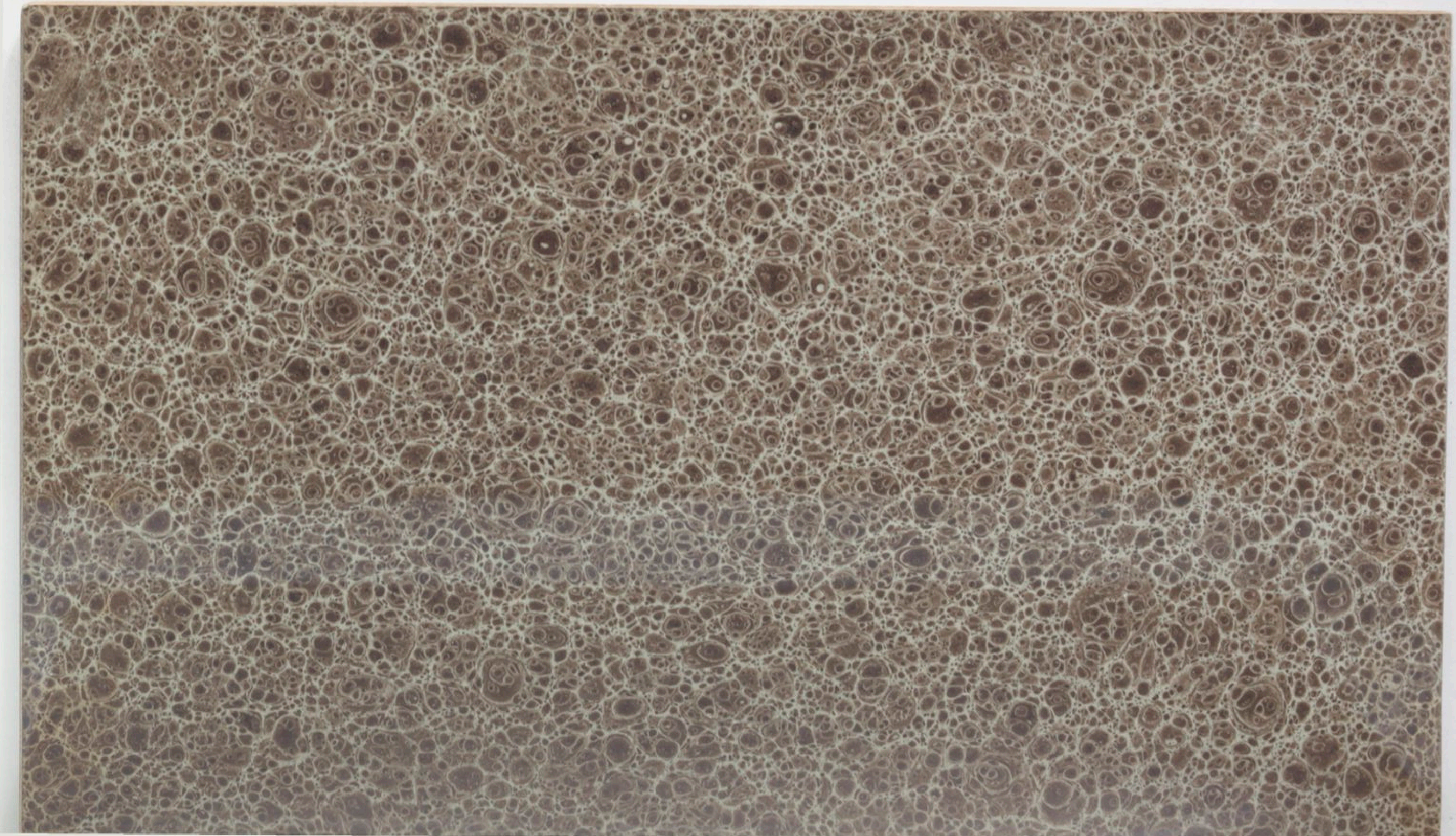
**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
**utilisation.commerciale@bnf.fr**.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France





B. Davy

Mon père avait fait la campagne
d'Egypte et de Syrie dans le général
Belliard qui, dans sa dernière expédition,
jusqu'à sa mort, conserva l'amitié.
Voici la correspondance de l'armée d'Orient,
ses lettres, ses affaires, etc. etc.

)

# MÉMOIRES

DU COMTE

# BELLIARD.

BIBLIOTHÈQUE DU BARON LARREY DON DE L'AUTEUR

Larrey
8° Z
176

PARIS. — IMPRIMERIE DE TERZUOLO, RUE MADAME, 30.

# MÉMOIRES

DU COMTE

# BELLIARD,

LIEUTENANT-GÉNÉRAL, PAIR DE FRANCE,

ÉCRITS PAR LUI-MÊME,

Recueillis et mis en ordre

PAR M. VINET,

L'UN DE SES AIDES-DE CAMP,

Chef de Bataillon en retraite,

Officier de la Légion-d'Honneur, Chevalier de l'Ordre des Deux-Siciles.

BIBLIOTHÈQUE ROYALE
COLLECTION
DU
BARON LARREY
DON DE
SES DOUBLES
AUX
ARMÉES

I

PARIS.

BERQUET ET PÉTION, ÉDITEURS,

Libraires-Commissionnaires,

11, RUE DU JARDINET.

1842

(L.)

Baron Larrey

# PRÉFACE

Mon intention n'a point été, en publiant ces trois volumes, sous le titre de : MÉMOIRES DU LIEUTENANT - GÉNÉRAL COMTE BELLIARD, de faire un ouvrage de spéculation, et l'on s'en apercevra facilement ; car, avec les matériaux qu'ils contiennent, j'aurais pu, comme tant d'autres, en compilant, compilant, compilant, donner au public dix volumes au moins : j'ai voulu seulement conserver à l'histoire des documents précieux et rappeler à mon pays un de ses enfants le plus éminemment Français ; et, par Français

j'entends, non pas ces caméléons parasites qui se disputent aujourd'hui les lambeaux de notre belle patrie, mais ces hommes nobles et désintéressés, qui ne reconnaissent la France qu'entourée de son auréole de gloire et d'antique loyauté.

VINET.

# DÉDICACE.

A monsieur le baron DE LA POTERIE, ancien capitaine-adjudant-major, retiré à son domaine de la Touche, près Tours.

Mon excellent camarade,

Que d'autres encensent le pouvoir et les grandeurs, moi je ne sacrifie qu'à l'amitié. En tête d'un ouvrage destiné à rappeler un bon, brave et loyal soldat, il fallait un nom sans reproche, le nom d'un homme d'honneur : *similis simili* ; pour qui a vécu avec vous dans l'intimité, le choix n'était pas difficile ; acceptez donc, mon ami, cet hommage d'un cœur qui vous aime comme vous le méritez.

VINET,

Chef de bataillon en retraite

# NOTICE

## BIOGRAPHIQUE

SUR

# LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL COMTE BELLIARD.

Augustin-Daniel Belliard naquit à Fontenay-le-Comte (Vendée), le 25 mai 1769. Il faisait ce qu'on appelait alors son cours de physique, lorsque la révolution éclata. Les premiers troubles de la Vendée ayant donné lieu à la formation d'une compagnie de volontaires, il fut nommé capitaine par ses camarades; mais, au moment d'aller à l'ennemi, craignant son inexpérience, il demanda à céder le commandement à un ancien militaire, et marcha comme simple soldat. Il assista à la fédération avec les députés de sa ville natale, et au moment où la première coalition forçait la France à faire un appel au patriotisme de ses enfants, il eut le bonheur d'être le premier inscrit sur la liste ouverte à Fontenay. A cette occasion, un magistrat proposa de lui décerner une couronne civique; mais

il la refusa, en disant qu'il ne pouvait l'avoir méritée qu'après avoir versé son sang pour la patrie. Dumouriez avait été chargé d'organiser les bataillons de volontaires de la Vendée; Belliard fut nommé, au choix, capitaine de la première compagnie. Le bataillon ayant reçu l'ordre de se rendre à l'armée du Nord, Belliard fut bientôt nommé adjoint à l'état-major-général de Dumouriez. Appelé ensuite à l'état-major de Beurnonville, il partit pour la Champagne, se distingua aux affaires de Grandpré et à la bataille de Valmy; alla combattre en Belgique, et se fit remarquer à Jemmapes en chargeant à la tête des hussards de Berchini, qui s'emparèrent des redoutes de gauche de l'ennemi. Ce fut lui qui provoqua cette manœuvre nouvelle qu'il devait conseiller plus tard avec tant d'avantage à la bataille de la Moskowa. Le lendemain, il entra dans Mons avec le général Beurnonville, et fut nommé chef d'état-major du général Dampierre, qu'il quitta bientôt pour revenir à l'état-major-général de l'armée. Il se signala devant Liége, et particulièrement à la retraite de Nerwinde, où, en se précipitant sur l'ennemi, à la tête de notre cavalerie, il eut un cheval tué sous lui et reçut un coup de sabre à la tête. Sa bravoure le fit élever au grade d'adjudant-général.

Dumouriez ayant passé à l'ennemi, Belliard refusa de le suivre, et revint, sous le commandement du général Dampierre, à Valenciennes. Arrêté bientôt par ordre des représentants, il fut transféré à Paris, et conduit devant le comité de sûreté générale. Rendu immédiatement à ses fonctions, il fut envoyé à l'armée de la Vendée, et, trois jours après son arrivée, fut chargé de conduire à la barre de la Convention le fameux Westermann. Ce général fut jeté dans les prisons, et Belliard, destitué injustement par le ministre de la guerre Bouchotte, qui croyait avoir des motifs de lui en vouloir, fut forcé de sortir de la capitale et de se retirer à Angoulême; mais servir la patrie était alors l'unique ambition de cette jeunesse française qui sauva la République et devait porter le nom de ses soldats au plus haut degré de gloire. L'ex-adjudant-général Belliard, plutôt que de renoncer à une si brillante mission, alla s'enrôler volontairement dans le 3e de chasseurs à cheval. Bientôt il fut nommé brigadier, et quelques mois après passa en Hollande avec son régiment. Appelé auprès des représentants, il travailla au traité de La Haye, et fut réintégré dans le grade d'adjudant-général. Il alla de nouveau dans la Vendée, sous le général Hoche, aider à la pacification de ce beau et noble

pays. De là, en 1796, il fut envoyé à l'armée d'Italie, commandée par le général en chef Bonaparte. En arrivant, il remplit les fonctions de chef d'état-major de la division Serrurier, qui assiégeait Mantoue, et donna dans toutes les occasions, sous les murs de cette place, des preuves d'une activité infatigable et d'un courage supérieur à tous les périls. Pendant les travaux, son poste fut presque toujours à la tranchée.

Au moment de livrer la bataille de Castiglione, Bonaparte eut besoin des forces qui étaient sous Mantoue; dans cette circonstance, l'adjudant-général Belliard, à qui le général Serrurier, malade, avait confié la direction de sa division, parvint à dérober la connaissance de son mouvement aux assiégés, arriva rapidement au point indiqué par le général en chef, attaqua le quartier-général de Würmser, s'en empara, enleva une forte batterie qui protégeait la gauche des Autrichiens, et, par l'à-propos et la précision de sa manœuvre, décida du succès de la journée. L'ennemi, placé entre deux feux, ne put résister; il fut enfoncé sur tous les points, et poursuivi jusqu'à Vérone.

A la suite de cette victoire, à laquelle il n'avait pas moins contribué par une bravoure éclairée que par un sangfroid inaltérable, le général Belliard

reçut du général en chef les éloges que méritait sa conduite, et passa à la division Augereau, toujours en qualité de chef d'état-major.

Le 2 septembre, tandis que cette division se dirigeait de Vérone vers les montagnes de Molara, entre Lugo et Rovero, il pénétra avec un régiment dans la vallée d'Arsa, fit tourner par un fort détachement la gauche des Autrichiens, qui, à l'approche de la colonne formée en ligne de bataille, s'étaient portés en avant, attendit que ce détachement fût parvenu à la hauteur dont il était convenu, et donna aussitôt le signal d'attaque. L'ennemi, abordé avec vigueur, pris à la fois en flanc et de revers, étonné, culbuté, abandonna ses positions, en laissant deux cents prisonniers au pouvoir des vainqueurs. Maître alors de la vallée, qui se trouvait entièrement dégarnie, il rejoignit sur les montagnes la division Augereau, qui se disposa à opérer dans la vallée de l'Adige, sur Levico, et ensuite sur Bassano, par Borgo-di-val-Sugana, Espetaletto et Primolano. Il y eut alors plusieurs actions, dans lesquelles l'adjudant-général Belliard montra la plus rare intrépidité. A Primolano, à Bassano, à Porto Legnano, où il eut un cheval tué sous lui, et au combat de Lenove, en avant de Bassano, on le remarqua toujours au pre-

mier rang, et fut compté parmi les plus vaillants.

Rentrée à Vérone après cette expédition, la division Augereau en sortit de nouveau le 11 novembre, parut le lendemain devant les hauteurs de Caldiero et s'empara du village de ce nom. A la tête du 40e de ligne, l'adjudant-général Belliard, qui la veille, à l'avant-garde, avait repoussé les postes de Saint-Michel et de Saint-Martin, se précipita sur la gauche des Autrichiens, la rejeta jusqu'auprès des retranchements, et emporta la première redoute. Il marchait sur la redoute principale, quand, arrêté dans sa course par des forces trop supérieures, et n'étant pas soutenu, il fut contraint de se retirer et de prendre position à quelque distance. Assailli à son tour, il exécuta une charge par laquelle il fut promptement dégagé. Mais dans cette journée, où il fut atteint d'une balle et eut encore un cheval tué sous lui, il lui fut impossible d'obtenir d'autres résultats de ses efforts. L'armée allait se trouver dans une situation des plus difficiles; Bonaparte ayant concentré ses troupes autour de Vérone, réunit ses généraux pour les consulter sur le parti à prendre dans une telle conjoncture. Pendant qu'ils étaient assemblés, l'adjudant-général Belliard, qui venait prendre des ordres pour la division Augereau, entra

dans lá salle du conseil ; il voulut sur le champ se retirer, mais Bonaparte lui ordonna de rester, et l'invita à donner son avis. Plusieurs généraux pensaient qu'il fallait se retirer sur l'Adda ; Belliard exposa les motifs d'après lesquels il jugeait plus convenable de faire une dernière tentative, et sur ce point il se trouvait d'accord avec le général en chef et le général Augereau, qui firent adopter leur opinion.

Augereau, à la tête de sa division, passa le premier l'Adige à Ronco, et se dirigea vers Arcole ; par deux fois la tête de sa colonne s'approche du pont, et deux fois elle est repoussée : alors il se saisit d'un drapeau, marche en avant, et va le planter sur la digue, à l'entrée du pont. Les troupes s'élancent pour un troisième choc, mais leur impétuosité échoue de nouveau contre l'énergie de la résistance, et l'adjudant-général Belliard est obligé de rapporter le drapeau. Cependant Bonaparte, impatient de renverser les obstacles qui lui sont opposés, met pied à terre, et espérant électriser les soldats par son exemple, vient se placer à leur tête; il les guide pour un quatrième assaut, et court avec eux affronter la mitraille et les balles. Presque tous les officiers qui l'entouraient sont tués ou blessés ; les premiers pelotons disparaissent fou-

droyés ; la division Augereau fait un mouvement rétrograde; le petit nombre d'officiers qui restaient encore près du général Bonaparte le poussent sur le revers de la digue pour le mettre à l'abri d'une épouvantable mousqueterie ; l'ennemi, débouchant alors, poursuit nos troupes en retraite sur la digue, et dépasse de beaucoup le général en chef. Dans ce pressant danger, l'adjudant-général Belliard rallie les grenadiers, fond sur les Autrichiens, sauve Bonaparte et reprend les positions. Ce fut la dernière tentative de la journée ; il fallut renoncer à forcer le passage. Belliard vit périr à ses côtés ses deux adjoints, Mathelon et Martineau ; il eut deux chevaux tués sous lui et reçut plusieurs balles dans ses habits.

Le 16 novembre, l'ennemi marcha pour reprendre Ronco, le général Masséna s'avança contre Provera, qu'il rejeta dans Porcil. Belliard, occupé dans ce moment à réorganiser les brigades en avant du pont, prit les premières troupes qu'il avait sous la main, et chassa l'avant-garde autrichienne sur Arcole, pendant que le général Robert, avec la 75$^{e}$, exécutait sur la chaussée du centre une brillante charge à la baïonnette. On fit beaucoup de prisonniers dans cette occasion, mais comme la veille, le pont d'Arcole fut une barrière insurmontable.

Enfin, le troisième jour, on attaqua de nouveau; un pont avait été jeté sur l'Alpone : la division Augereau le passa de vive force. L'adjudant-général Belliard eut ordre de manœuvrer sur Arcole, en suivant le cours de la rivière, afin de se lier par sa droite avec la colonne que le général Guieux amenait d'Alvaredo. Ce mouvement, favorisé par l'intrépidité de quelques guides, sous la conduite du lieutenant Hercules, dont la bravoure passait en proverbe, et par le général Masséna, qui s'avance par Porcil et par la Chaussée du Centre, est couronné d'un entier succès; toutes les têtes de colonnes arrivent en même temps sur Arcole; l'ennemi est culbuté, le pont tourné et pris. Les Autrichiens se retirent sur Montebello; mais, à la nuit close, ils reviennent à la charge; un corps considérable de grenadiers hongrois accourt par la chaussée, dans l'intention de reprendre Arcole et le pont qui avait été si longtemps disputé : déjà ils n'en sont plus qu'à cent cinquante pas, lorsqu'ils sont aperçus de Masséna, qui, non loin de là, donnait des ordres pour la position des troupes. Aussitôt ce général prend un tambour, bat la charge avec le pommeau de son épée, et commande à Belliard de se porter en avant contre les Hongrois, qui bientôt hésitent, s'ébranlent et fuient en désordre, en couvrant le

terrain d'une foule de leurs morts et de leurs blessés. La défaite de cette colonne fut la dernière action de cette fameuse bataille de soixante-et-douze heures, pendant laquelle l'adjudant-général Belliard fut nommé général de brigade. Mais, aussi modeste que brave, Belliard, ne se croyant pas assez d'expérience pour accepter un tel grade, demanda comme une faveur de continuer ses fonctions d'adjudant-général, et pour le faire changer de résolution, il fallut que, par une lettre du 1er ventôse an V, le ministre ne lui permit pas de refuser plus longtemps.

Le lendemain, on se mit à la poursuite des vaincus: une partie de l'armée les poussa sur Vicence, tandis que l'autre, composée des divisions Masséna et Augereau, se rabattait sur Vérone; la première, pour attaquer de front les Autrichiens, dans la vallée de l'Adige, passa le fleuve, pendant que la seconde, pour les déborder et leur couper toute retraite, gagna par Saint-Martin les hauteurs de Sainte-Anne.

Ce mouvement combiné eut tout le résultat qu'on s'en était promis. Belliard déblaya toute la vallée de Panthena. La division dont il guidait l'avant-garde s'empara de l'importante position de Dolce, ramassa un grand nombre de prisonniers et brûla

deux équipages de pont. Après ce succès, elle alla s'établir à Legnano, se liant par sa gauche avec Masséna sur Vérone, et poussant des partis sur Montebello et Vicence, afin d'observer l'ennemi, et de surveiller depuis Ronco toute la ligne du bas Adige.

La division était dans cette position, lorsque, le 13 au soir, Provera força les postes d'Anghuiari, repoussa la brigade du général Guieux, venue à leur secours, jeta un pont, passa l'Adige, et se dirigea sur Mantoue, avec environ huit mille hommes. Augereau rassembla de suite toutes les troupes qu'il avait sous la main, et marcha à l'ennemi.

Une très forte arrière-garde, qu'il rencontra, fut écrasée et prise en entier, avec quatorze pièces de canon; on s'empara du pont qui avait servi au passage et il fut brûlé. Après cet avantage, Augereau, ayant rétabli ses communications avec le général Guieux à Ronco et rallié tous ses bataillons, se porta en toute hâte sur le corps principal, pour le combattre et l'empêcher de débloquer Mantoue; il l'atteignit bientôt, le pressa vigoureusement, et, réuni aux divisions Masséna et Victor, amenées de Rivoli par Bonaparte, il força Provera à mettre bas les armes. Dans les trois journées qui précédèrent la reddition de ce général,

Belliard, constamment à l'avant-garde, donna l'exemple d'une valeur intrépide, et notamment à l'attaque d'Anghuiari et à la prise du pont, où il s'élança un des premiers avec les généraux Lannes et Duphot, et reçut les félicitations d'Augereau, qui se connaissait en bravoure.

Peu de jours après, Bonaparte lui donna l'ordre de se rendre dans le Tyrol, pour faire partie de la division Joubert. Le 27 janvier 1797, cette division se dirigea sur Trente par la rive droite, et Belliard, détaché sur la rive gauche avec la 85e demi-brigade, dont il avait pris le commandement, manœuvra sur Roveredo, qu'il occupa, après avoir, par le sommet des montagnes, tourné la position des Autrichiens, qui furent forcés dans leurs retranchements.

Le 3 février, le général Belliard, avec l'avant-garde, attaqua le général Alvinzi, qui, après s'être bravement défendu devant Trente, dut abandonner cette ville, laissant au pouvoir des Français trois cents prisonniers, deux pièces de canon et des approvisionnements considérables.

Après cet avantage, Belliard se rendit sur le Lavis, rencontra l'ennemi à Bedol, enleva ses positions et s'établit à sa place. Il y était depuis quelques jours quand, assailli à son tour, il fut forcé de se retirer devant des forces bien supérieures;

mais, le 25 février, il reprit l'offensive, culbuta les Impériaux, leur fit éprouver de grandes pertes, et les rejeta au-delà du Lavis. Un de leurs bataillons était venu se poster à Monte-di-Savaro ; Belliard le délogea le 2 mars, et le prit presque en entier, avec un drapeau et des magasins, qui lui furent d'une grande utilité.

Le 20 mars, le corps de Joubert se mit en mouvement pour faire la conquête du Tyrol. Le général Belliard, à la tête des troupes, se jeta dans le Lavis, torrent aussi profond que rapide; et le traversa à Levignano, malgré le feu meurtrier des Autrichiens, qui bordaient l'autre rive, et qui furent repoussés jusque sur le plateau de Cembra, où était le corps de Kerpen; celui-ci, enfoncé et rejeté sur Saint-Michel, se retira précipitamment par les hauteurs, dans la direction de Bautzen. Quatre pièces de canon et deux drapeaux furent pour la brigade Belliard les trophées de cette action, dans laquelle trois mille Autrichiens ou Tyroliens furent tués ou pris, et qui devint en quelque sorte décisive, en ce qu'elle facilita les opérations principales dans la vallée de l'Adige. Sur le soir, Belliard fut rejoint à Cembra par le général Joubert, qui lui témoigna sa satisfaction, et le dirigea le lendemain par Cavriana sur Neumark, afin de tourner les

Autrichiens, de tomber sur leurs derrières, et d'empêcher, en coupant la route de Cavalèze, leur extrême gauche d'effectuer sa jonction avec Kerpen et Landon. Après une marche des plus pénibles, par des sentiers escarpés et couverts de neige, Belliard, à la tête de sa brigade, descendit sur le revers d'une montagne qui formait un glacier, chassa l'ennemi sur les hauteurs de Pexa, dont la cîme domine Neumark, emporta de vive force les postes de Gleen et de Puison, s'établit sur la route de Cavalèze, et se trouva ainsi avoir complétement tourné la ville, où son approche avait jeté l'épouvante. Les Autrichiens, ne pouvant plus tenir dans cette position, évacuèrent la place en toute hâte, abandonnant quelques centaines de prisonniers et un grand nombre de chariots. Cette expédition, sagement conduite et heureusement terminée, ouvrit la vallée de Neumark, dans laquelle douze heures après toutes nos colonnes se réunirent.

Le 22 mars, le général Joubert s'avança par la route de Bautzen sur Santa-Barbara; mais, tandis qu'il manœuvrait dans cette direction, Landon, qui se trouvait sur la rive droite de l'Adige, parut vers Serviten, dans le dessein, après avoir passé le pont de Neumark, qui avait été conservé, de prendre à revers la division du Tyrol et de la couper

de l'Italie. Le général Belliard, à qui ce mouvement n'avait pas échappé, marcha anssitôt à la rencontre de Landon, avec la 85e. Déjà les avant-postes autrichiens se disposaient à franchir le pont; il les força à se replier sur le corps principal, avec lequel il ne tarda pas à s'engager vivement Les Impériaux, d'abord chassés de Serviten et ensuite de Rungy, s'arrêtèrent à Saint-Valentin, dans une position formidable: leur résistance y fut opiniâtre; mais le général Belliard, ayant formé ses colonnes, aborda avec vigueur les retranchements, qui furent enfin emportés à la baïonnette par ses grenadiers. Ces braves pénétraient dans le village, et déjà les Autrichiens fuyaient de toutes parts, quand, par une charge brillante, cent de nos cavaliers, accourus au bruit de la mousqueterie, achevèrent la déroute de Landon, qui fut poursuivi jusqu'à Tranin. Le général Belliard rentra le soir dans Neumark, ramenant avec lui plusieurs pièces de canon enlevées à l'ennemi, et mille prisonniers. Tels furent les fruits de cette victoire, qui attesta tout à la fois sa présence d'esprit et son courage, l'habileté et la promptitude de ses dispositions, et décida peut-être du succès de la campagne, en neutralisant et en rejetant dans la vallée de Méran les forces de Landon, desti-

nées à agir sur les derrières de l'armée française.

Le 23, Bautzen ouvrit ses portes à Joubert, qui manœuvra aussitôt sur Clausen, où le général Kerpen s'était retranché; la position, quoique valeureusement défendue, fut enlevée après une lutte meurtrière, dans laquelle le général Belliard, suivant sa coutume, se porta aux endroits les plus périlleux de l'attaque. Le jour suivant, eut lieu l'occupation de Bruyère, et Belliard, à la tête de l'avant-garde, alla se porter à l'embranchement des routes.

Cependant tout le pays s'était mis en insurrection, la guerre s'était pour ainsi dire nationalisée, et les habitans du Tyrol, organisés et armés par Landon et Kerpen, couronnaient toutes les montagnes. Tout faisait présager qu'ils descendraient bientôt pour une attaque générale; déjà ils avaient débusqué nos grands postes de la montagne de Mulbak, d'où ils avaient eux-mêmes été chassés aussitôt, et Kerpen, avec des troupes fraîches venues de l'armée du Rhin, se présentait dans la vallée d'Inspruck, en avant de Nutterwald. Le général Joubert sentit la nécessité de prévenir l'ennemi. Kerpen, attaqué le 28 mars, fit d'abord bonne contenance: mais, à la suite d'une courte canonnade, l'affaire fut décidée par une charge que le général Belliard fit à la tête de la 85$^{me}$, en colonne serrée par bataillon. La droite des Au-

trichiens, qu'il enfonça dès le premier choc, fu poursuivie jusqu'à Nutterwald; là elle tenta de se re former; mais, culbutée une seconde fois, elle fut contrainte de se jeter dans la vallée d'Inspruck, abandonnant quelques centaines de prisonniers. Après ce combat, toute la division Joubert rentra dans les positions qu'elle occupait auparavant. Quelques jours plus tard, elle se mit en marche par la vallée de la Drave, pour se réunir à l'armée de Bonaparte, et arriva sans être inquiétée et sans opposition à Villac. où s'opéra la jonction.

Des négociations pour la paix venaient d'être entamées, et tout portait à croire que la division Joubert touchait au terme de ses travaux; mais des troubles ayant éclaté à Vérone, elle eut ordre de rentrer en Italie et d'aller s'établir à Vicence.

Le général Belliard, avec la 85me demi-brigade, fut détaché dans la première de ces villes, où il resta jusqu'à l'arrivée de la division Augereau; il revint alors à Vicence remplacer par intérim, dans son commandement, le général Joubert, qui avait obtenu un congé pour aller en France.

L'assassinat du général Duphot et l'insulte faite à l'ambassadeur français par la populace de Rome furent le signal de nouvelles hostilités. Cet attentat, commis à l'instigation du sacré Collége, ne pouvait

rester impuni. Berthier, qui dans l'absence de Bonaparte commandait en Italie, reçut du Directoire l'ordre de pénétrer dans les états du pape: il emmena avec lui le général Belliard, et lui confia un corps de troupes, avec lequel il devait s'emparer de Civita-Vecchia. Belliard parut devant cette place le 8 février 1798, en prit possession le 9, après une faible résistance, remplit toutes les instructions qui lui avaient été données, et rejoignit à Rome le quartier-général. Chargé, peu de temps après, d'une mission diplomatique auprès du gouvernement napolitain, il revint, après vingt jours d'absence, au quartier-général, où il apprit que le général Bonaparte l'avait désigné pour faire partie de l'expédition d'Égypte, dans la division Desaix, avec laquelle il s'embarqua à Civita-Vecchia dans le courant de mai. Le 6 juin, le convoi qui portait cette division fut en vue de Malte et attendit l'escadre de Toulon, qui arriva le 9 au soir. Le lendemain, le débarquement eut lieu sur tous les points de l'île.

Le général Belliard, à qui l'expédition de gauche de l'armée avait été confiée, s'avança à la tête de la 21^me^ demi-brigade d'infanterie légère et descendit dans la baie de Marza-Siroco, malgré le feu de deux batteries, dont il s'empara, et les efforts d'un bataillon de milice qui fut promptement dispersé.

Toutes les redoutes et autres ouvrages destinés à défendre la côte furent pris aussitôt qu'attaqués ; le fort Saint-Julien, où commandait Laguérinière, fit seul une plus longue résistance. Belliard, ne jugeant pas à propos de s'arrêter à cet obstacle, le fit bloquer par un détachement, et, continuant à se rapprocher de la place, fit l'investissement de la Cotonnière, l'un des points de l'île les plus faciles à garder. Le 10, il fut rejoint par le général Desaix, arrivé avec le reste de sa division, et prit le surlendemain le commandement de Marza-Siroco et de la baie où vint mouiller le convoi de Civita-Vecchia.

Malte s'étant rendue aux armes françaises le 19, toute l'escadre appareilla et parut le 1^er^ juillet devant Alexandrie. Le général Belliard reçut l'ordre de débarquer sur-le-champ, mais la mer était trop orageuse ; il fut obligé d'attendre et ne prit terre que le lendemain, à trois heures du matin, près de la tour des Arabes, où il fut suivi du reste de la division, qui, s'étant formée aussitôt, se porta sur Alexandrie qu'elle trouva déjà occupée par nos troupes.

Le 3 juillet, on se mit en marche sur le Caire ; Belliard, avec la 21^me^ demi-brigade d'infanterie légère, faisait l'avant-garde de la division Desaix, qui était elle-même l'avant-garde de l'armée.

Il ne rencontra d'abord que trois à quatre cents

Mameloucks qui n'osèrent pas affronter la fusillade et qui bientôt s'éloignèrent à toute bride, épouvantés par notre artillerie et surtout par les obusiers qu'ils nommaient des canons à deux coups. Le 14, on apprit à Memet-Salamé que Mourad-Bey, avec tous ses Mameloucks, des Arabes et deux à trois mille paysans armés, attendait les Français à Chebreiss. Aux approches de ce village, chacune des divisions composant l'armée d'Orient se forma en carré. La 21e demi-brigade, commandée par Belliard, dessinait l'un des côtés de la division Desaix: ce fut sur elle que les Mameloucks exécutèrent leur première charge, mais elle la reçut avec sangfroid et la repoussa avec vigueur. Les efforts de cette brave cavalerie pour entamer d'autres carrés n'ayant pas été plus heureux, elle se retira sur sa première position; mais Bonaparte la fit poursuivre et donna au général Desaix l'ordre d'attaquer. Aussitôt la brigade Belliard, appuyée par le reste de la division, s'élança au pas de course dans Chebreiss, culbuta l'ennemi, le dispersa, lui prit ses canons et ses bagages, et le rejeta sur la route du Caire. Après ce combat, nos colonnes continuèrent de s'avancer vers la capitale de l'Egypte.

C'était auprès de cette ville, sur la rive gauche du Nil, au village d'Embabé, que Mourad-Bey

avait rassemblé ses forces. Notre armée se prépara à l'attaquer à peu près dans le même ordre qu'à Chebreiss; la division Desaix tenait la droite. A peine est-on en position que les Mamelouks, sortant de leurs retranchemens, se précipitent sur nos troupes: d'abord ils se dirigent sur le centre, puis à moitié chemin, tournant brusquement à gauche, ils se dirigent sur la division Desaix et sur la face du carré où commande le général Belliard, qui se dispose à recevoir le choc. Il fut impétueux et terrible, mais la résistance était invincible; la fusillade fut si vive et si bien nourrie, que les escadrons rompus furent contraints de se retirer à la débandade vers le désert, en laissant sur le champ de bataille un grand nombre de morts et de blessés; plusieurs beys furent tués en chargeant avec la plus rare intrépidité et toute la fureur du désespoir.

La gauche de l'armée emporta les retranchements d'Embabé et compléta ainsi cette victoire, qui reçut le nom de journée des Pyramides et décida de la conquête de la Basse-Egypte. L'ennemi fut poursuivi jusqu'au-delà de Giseh, où le quartier-général arriva le 22 juillet, à neuf heures du soir, et occupa la maison de plaisance de Mourad-Bey.

Le lendemain, le Caire ouvrit ses portes aux Français. La division Desaix, destinée à agir dans

la Haute-Egypte, resta à Gisch sur la rive gauche du Nil, et le général Belliard, nommé commandant de la province, alla en avant au village de Tersy, où furent établis un camp retranché et une batterie, dans le but de dominer la navigation du fleuve.

Après la prise du Caire, on remarqua une grande fermentation dans quelques corps de l'armée. Des généraux, des officiers supérieurs exprimèrent hautement leur mécontentement. Le général Belliard fut assez heureux pour maintenir le bon ordre dans sa brigade, qui donna alors des preuves de la sagesse et de l'esprit qui l'animaient. Le 23 août, le général Desaix partit pour combattre Mourad-Bey dans la Haute-Egypte, mais il ne put emmener avec lui le général Belliard, qui, atteint d'une cruelle ophtalmie et aveugle depuis plusieurs jours, dut rester à Gisch pour attendre sa guérison.

Après le 28 octobre, Belliard fut appelé au Caire, pour remplacer dans le commandement de cette place le général Dupuis, assassiné pendant la révolte. A cette époque, il avait recouvré la vue, et, dans l'espoir d'être bientôt à même de rentrer en campagne, il sollicita et obtint du général en chef l'autorisation de revenir à la tête de sa brigade. Il ne tarda pas à quitter Gisch avec une faible colonne d'infanterie et un convoi de munitions, entra dans

la Haute-Egypte, et après avoir, dans plusieurs combats sur sa route, repoussé victorieusement les attaques des Mameloucks et des Arabes, il rejoignit dans le Fayoum la division Desaix, dont il ne devait plus cesser de partager les travaux.

Le 22 janvier 1799, cette division rencontra l'armée de Mourad auprès du village de Samanhoud. L'ennemi comptait cinquante mille hommes composés de Mameloucks, d'insurgés du pays, de Maugrabins, de Nubiens, et d'un grand nombre de tribus arabes, parmi lesquelles celles de Djedda et d'Yambo. L'avant-garde de Desaix n'hésita pas un instant à charger celle de Mourad. Pendant qu'elles en viennent aux mains, Desaix dispose sa petite armée en trois carrés; à peine a-t-il arrêté cet ordre de bataille, qu'une immense cavalerie se développe sur ses ailes. En même temps, de fortes masses d'infanterie et plusieurs escadrons se précipitent sur le carré du général Belliard, qui les attend à bout portant et fait sur eux un feu d'artillerie et de mousqueterie si terrible, qu'en un instant ils sont dispersés. L'ennemi est partout repoussé. Les beys et Mourad lui-même prennent la fuite, entraînant avec eux le reste de leur armée qui fut poursuivi pendant plus de six lieues jusqu'au village de Farchou, où la lassitude seule engagea les Français

à cesser de suivre l'ennemi qui fuyait en désordre.

Le 23 janvier, ils continuèrent à chasser devant eux les Mameloucks, et arrivèrent le 28 à Esueh où resta le général Friant avec sa brigade. Les autres corps poussèrent jusqu'à Sienne ou Assouan, et entrèrent le 2 février dans cette dernière ville de l'Egypte méridionale, après des fatigues excessives à travers les déserts, où ils n'avaient pas cessé de harceler les troupes de Mourad. Convaincus qu'il n'y avait plus de salut pour eux sur le territoire égyptien, ce chef et les siens s'enfoncèrent dans l'affreux et triste pays des Barabras, nation qui habite la Basse-Nubie et qui est également connue sous le nom de *Bribes*.

Le 5, le général Belliard fit passer avec le général Desaix, un détachement à l'île de Philé en Éthiopie, et s'empara, au-dessus de Sienne, d'une grande quantité de barques que les Mamelloucks avaient remontées avec une peine infinie jusqu'en cet endroit du Nil, mais qu'ils n'avaient pu conduire plus loin. Elles étaient chargées de leurs effets les plus précieux et portaient en outre des vivres et des munitions. L'expédition se borna à cette capture; le manque d'embarcations convenables et la certitude de ne pouvoir enlever par un coup de main Philé dont les habitants étaient résolus à se défendre, obli-

gèrent de différer cette conquête. Desaix revint alors sur ses pas, et laissa à Sienne le général Belliard, qui s'occupa aussitôt d'y élever un fort, dont les matériaux furent réunis et portés à bras par les officiers et les soldats de la 21me légère, que son exemple encouragea à ce pénible travail.

Peu de jours après, le général Belliard apprit que les Mameloucks venaient de poser leur camp à quatre journées de Sienne; il partit sur-le-champ pour les combattre, pénétra en Abyssinie et porta nos armes jusqu'à Catalsche; il fixa ainsi le prèmier, les limites de nos conquêtes au-delà de celles que les Romains avaient assignées aux leurs. Les Mameloucks n'attendirent pas nos troupes; ils remontèrent au-delà des Cataractes et allèrent chercher un refuge dans le désert. Le général Belliard dut alors redescendre à Sienne; mais avant de rentrer, il fit l'expédition de Philé, dont il prit possession.

Vers la fin de février, il reçut l'avis que les beys, amenant avec eux un grand nombre de Bribes et de cavaliers nubiens, avaient, par un grand circuit dans le désert, gagné de nouveau les frontières d'Égypte et venaient tout à coup de traverser le Nil à Erment. Afin de s'opposer promptement à leurs progrès, il descendit aussitôt à Esueh où il sut que les Arabes d'Yambo, grossis par un renfort de trois

mille hommes qu'ils avaient reçu de Kosseir, s'étaient joints aux Mameloucks. Après avoir pris des vivres et des munitions, il marcha, avec cinq centshommes d'infanterie, deux pièces de canon et trente dragons, à la recherche de l'ennemi; en route, il fut averti que la flotille française, commandée par le brave capitaine Morandi, qui s'était fait sauter plutôt que de se rendre, était tombée au pouvoir de Hassan-Bey. On lui annonça en outre que les troupes du schérif de la Mecque se trouvaient réunies en très grand nombre à Bénouth. Le général Belliard, certain dès lors de la direction qu'il devait prendre, passa le Nil à Elkamoulé, et arriva dans la matinée du 8 mars près de l'ancienne Kaptos. L'ennemi n'eut pas plutôt aperçu les Français, qu'il lança contre eux trois fortes colonnes d'infanterie qui, avec cinq cents Mameloucks, débouchèrent tambour battant, drapeaux déployés. Soudain Belliard détache deux compagnies d'éclaireurs qu'il soutient avec le carré qu'ils précèdent. Hassan, à la vue de ces tirailleurs, fait avancer une masse considérable d'Arabes d'Yambo, et ordonne solennellement à cent cinquante des plus braves et des plus fanatiques de se dévouer et d'égorger les infidèles qui se présentent. Les tirailleurs se réunissent et attendent de pied ferme le choc qui les menace. Alors

commence une lutte corps à corps dont le succès reste encore indécis, lorsque quinze dragons placés sur un des côtés du carré chargent avec impétuosité, séparent les combattants et sabrent les Arabes. Deux étendards de la Mecque furent les trophées de cette action, pendant laquelle des coups de canon bien dirigés empêchèrent les chérif de secourir ses séides, qu périrent jusqu'au dernier. Deux colonnes qu'il avait envoyées à leur soutien et une charge de ses Mamelloucks furent vigoureusement repoussées.

Belliard, continuant sa marche, franchit plusieurs fossés et canaux dont les Arabes tentèrent en vain de disputer le passage, et arriva devant Benouth, où Hassan s'était arrêté avec le gros de ses forces. Là s'offrirent de nouveaux obstacles, bien plus difficiles à surmonter : il ne s'agissait pas seulement d'attaquer un grand rassemblement de fantassins mal armés et une cavalerie sans tactique, il fallait encore affronter une artillerie bien servie et bien approvisionnée; car Hassan ayant fait débarquer et mettre en position les canons de la flottille de Morandi, faisait usage des munitions trouvées à bord des bâtiments capturés. Sur la berge d'un canal large et profond s'élevait une batterie de quatre pièces, dont le feu causa d'abord

quelque surprise au général Belliard; il alla la reconnaître, fit former les carabiniers de la 21me légère en colonne d'attaque, et leur ordonna d'enlever la batterie pendant que le carré passerait le canal et manœuvrerait pour tourner l'ennemi, posté dans un bois de palmiers, en avant du village. On bat la charge, on se met en mouvement; les carabiniers se précipitent dans la redoute, passent à la baïonnette tous les Arabes qui la défendent et s'emparent des pièces; en même temps le carré, conduit par le général Belliard, éloigne les Mamelloucks, culbute l'infanterie de Hassan et la rejette dans Benouth, où elle cherche un refuge dans les maisons et s'amoncèle dans la mosquée. Hassan avait fait créneler un grand bâtiment ayant autrefois servi de résidence au kachef; c'est dans ce lieu à présent transformé en citadelle, où sont déposées toutes ses munitions de guerre et de bouche, qu'il va se retrancher avec ses Meckains. Pour l'attaquer dans cette retraite, le général Belliard dut changer ses dispositions : il partage sa troupe en deux colonnes, l'une destinée à enlever le palais du kachef, et l'autre à pénétrer dans le village pour enlever de vive force les mosquées, les maisons et les barques occupées. Les Français s'avancent au pas de charge, et bientôt le combat n'est plus qu'un

horrible carnage. Les Arabes font feu de toutes parts ; excités par le plus ardent fanatisme, ils ne veulent ni fuir ni se rendre. Nos soldats forcent les maisons, se jettent dans les embarcations, et trouvent partout les dépouilles sanglantes de leurs malheureux camarades égorgés sur la flottille. Ils ne respirent que vengeance. Pour réduire leurs ennemis, ils emploient à la fois le fer et la flamme ; la mosquée et l'édifice où Hassan s'est retranché sont le but des plus grands efforts : guidés par le brave Eppler, les carabiniers de la 21^me^, d'abord repoussés, reviennent à la charge avec des brandons, mettent le feu à la mosquée, et tous les Arabes qu'elle renferme périssent étouffés par la fumée ou dévorés par l'incendie. Toutes les autres maisons ont le même sort ; en peu d'instants le village ne présente plus qu'un amas de cendres, et les rues sont encombrées de cadavres. Depuis que les Français étaient maîtres de l'Egypte, il n'y avait pas encore eu d'exemple d'une scène aussi affreuse : la nuit put seule suspendre ce massacre.

L'enceinte défendue par Hassan était encore intacte : le lendemain, au point du jour, le général Belliard s'occupe de mettre un terme à l'opiniâtre résistance de ce chef ; tout est prêt pour l'attaque ; les sapeurs de la 21^me^ légère brisent la grande porte

à coups de hache, pendant que ceux du génie entourent la muraille de gauche et que les chasseurs mettent le feu à une petite mosquée ou chapelle attenante, dans laquelle sont placées les munitions de l'ennemi. Bientôt la flamme gagne les poudres, et la chapelle saute en l'air avec quarante Arabes. Aussitôt le général Belliard, résolu à profiter de l'ouverture que présente l'écroulement produit par l'explosion, réunit une partie de ses forces, et, malgré la fureur des Arabes, qui, le fusil à la main, le sabre ou le poignard dans les dents, lui disputent le passage, il franchit la brèche et parvient à se rendre maître de la grande cour. Les ennemis, que le schérif Hassan anime du geste et de la voix, se barricadent alors dans le principal corps-de-logis; là ils soutiennent encore un siége, et ce n'est que dans la matinée du troisième jour, après qu'ils ont tous péri sous la baïonnette ou dans l'embrasement, que le général Belliard reste en possession des ruines fumantes qu'ils avaient défendues avec tant d'acharnement. Au milieu des débris de l'incendie s'élevaient des monceaux de cadavres; le schérif fut trouvé parmi les morts, dont le nombre s'élevait à plus de douze cents, sans compter une immense quantité de blessés. Les vainqueurs eurent trente-cinq hommes tués et soixante-dix blessés;

mais cette perte était bien compensée par les autres résultats de ce combat, l'un des plus glorieux qui aient été livrés pendant la campagne d'Egypte, et qui fait le sujet d'un tableau exposé au Musée de Versailles. Le général Belliard recouvra toute l'artillerie et tous les bâtiments de la flottille; deux drapeaux furent également pris à l'ennemi.

Après avoir rejeté dans le désert les Mamelloucks qui, depuis le commencement de l'action, en étaient restés spectateurs, le général Belliard, n'ayant plus que vingt-cinq cartouches par homme et douze charges de mitraille, chercha à se rapprocher du général Desaix, dont il n'avait pas de nouvelles depuïs longtemps. Il fit embarquer tous ses blessés ainsi que ceux de l'ennemi, et descendit à Kené, où il s'établit dans une maison de Mamelouck qu'il fit mettre en état de défense. Il y apprit bientôt que Desaix, ayant reçu le rapport qu'il lui avait adressé, était sur-le-champ parti de Siout pour venir le rejoindre, et qu'il amenait avec lui des vivres, des munitions et deux bataillons de la brigade du général Friant. Desaix arriva, en effet, le 30 mars, et témoigna sa satisfaction au général Belliard, à qui Bonaparte venait de décerner un sabre d'honneur pour sa belle conduite dans la Haute-Egypte, où les vieux scheicks s'informent encore

de lui, en demandant aux voyageurs français si Dieu a conservé les jours du deuxième sultan Juste (car Desaix, qui avait aussi mérité de leur part le titre de Juste, était pour eux le premier par son grade).

Le 31, les Français se mirent en marche pour aller attaquer un nouveau rassemblement de Mameloucks qui, depuis deux jours, s'était formé à Kous, sous la direction d'un neveu du schérif Hassan ; mais à l'approche des colonnes envoyées contre lui, l'ennemi rentra dans le désert et se rabattit sur la Quitta, espèce d'oasis inhabitée, mais qui est cependant la station la plus importante de la vallée qui communique du Nil au port de Kosseir, sur la mer Rouge.

Le général Belliard eut ordre de se porter sur ce point par Adjazzi, avec la 21me légère et le 20me de dragons. Les Mameloucks, informés de ce mouvement, quittèrent leur asile et se dispersèrent pour sortir du désert et rejoindre les Mékains à Aboumanah ; à Bir-el-Bahr, ils se rallièrent, mais ils en furent chassés et se retirèrent dans la vallée de Redizy, afin de gagner Assouan. Le général Belliard suivit leurs traces, les atteignit plusieurs fois et les mena tambour battant jusqu'à Kom-Ombos, où ne pouvant pas rester plus longtemps éloigné

du général Desaix, il les abandonna pour redescendre vers Kené.

Cependant les Anglais avaient paru en face de Kosseir, et il était à craindre qu'ils n'effectuassent un débarquement dans ce port, qui établit la communication entre l'Arabie et l'Egypte. Il était essentiel d'occuper ce point maritime : le général Belliard, chargé seul de l'opération, marcha à grandes journées sur Kosseir, dont il prit possession le 29 mai, en présence des Anglais qui croisaient sur la côte; il laissa garnison dans le fort, et après l'avoir mis en état de commander le port et les environs, il revint à Kené faire achever les ouvrages de cette position et s'occuper à régulariser l'administration de la province de Thèbes, dont il avait été nommé gouverneur, et où il protégea les savantes recherches des membres de l'Institut du Caire.

Lorsque, par suite des événements de la Basse-Egypte, la plus grande partie de l'armée d'Orient eut été rappelée au Caire, Mourad-Bey, profitant de l'absence des troupes françaises, se réorganisa dans la Haute-Egypte et voulut de nouveau tenir la campagne. Il était parvenu à se créer une force de cinq à six mille hommes. Belliard commandait à toute la contrée ; il partit avec six cents baïonnettes, at-

teignit Mourad à Japht-Rachim, le défit complètement après huit heures de combat, le réduisit à demander la paix, et lui accorda une honorable capitulation, qui fut ratifiée par le général en chef.

Sur ces entrefaites, l'armée turque s'étant portée sur Salahieh, Kléber avait conclu avec le grand-visir une convention d'après laquelle les Français devaient évacuer l'Egypte. Déjà tout se préparait pour le départ, lorsque les Anglais s'opposèrent à l'exécution du traité : il fallut reprendre les hostilités ; le général Belliard eut ordre de quitter la Haute-Egypte et de forcer de marche pour se rendre au Caire avec toutes ses troupes. Il y arriva le 18 mars 1800 et défila, à la tête de ses soldats en grande tenue, devant le palais où était établi le quartier-général. Kléber avait depuis quelques jours reçu du commodore Sidney-Smith des dépêches auxquelles il avait jusqu'alors différé de répondre ; l'officier anglais qui les lui avait apportées était encore au Caire ; il le fit venir, et quand la colonne du général Belliard parut : « Voici, lui dit-il, le général Belliard qui arrive de la Haute-Egypte ; vous voyez ces braves troupes : eh bien ! c'est mon ultimatum que j'attendais. Demain j'attaque le visir, je le bats, et vous porterez la nouvelle de la victoire à votre général. »

Le général Belliard alla s'établir au camp, où, dès le lendemain, on lui composa une brigade de la 21e légère et de la 88e de ligne ; tout s'apprêta pour la bataille.

Le 20 mars, l'armée française se forma dans la plaine de Quoulbeh : elle était disposée en quatre grands carrés, dont celui de droite était commandé par le général Belliard sous les ordres du général de division Friant. Après avoir livré ou soutenu plusieurs combats dans la matinée, ce carré fut attaqué par une masse énorme d'Osmanlis qui, se croyant certains de la victoire, s'avançaient en poussant d'affreux hurlements; Belliard les laissa approcher à demi-portée de canon, et fit faire un feu si vif et si soutenu, que cette multitude, écrasée par la mitraille et la mousqueterie, se vit contrainte de prendre la fuite. La terre fut jonchée de ses morts et de ses blessés. Les troupes françaises n'avaient jamais déployé plus de courage que dans cette grave circonstance, qui pouvait décider du sort de l'armée et de celui de l'Égypte. La prise du village d'Héliopolis, enlevé par la division Régnier, compléta le triomphe de cette brillante journée.

Les Turcs, en pleine retraite, furent poursuivis jusqu'à Belbeys, où l'armée française entra après avoir éprouvé une faible résistance. Elle y trouva

une grande quantité de bagages, des litières, des effets de campement et des armes. Le lendemain, elle continua son mouvement sur Salahieh, mais le grand-visir ayant appris la défaite de son arrière-garde à Koraïn, se hâta de lever son camp et se sauva à travers le désert, abandonnant ses tentes, son artillerie et ses bagages ; les Français ne trouvèrent personne dans la ville, où ils purent se reposer de leurs longues fatigues et disposer pour leur usage des objets que les Turcs n'avaient pas eu le temps d'emporter.

Une partie de l'armée vaincue se dirigeait vers Damiette. Belliard ayant reçu l'ordre de la suivre et de reprendre cette place ainsi que le fort de Lesbeh, partit pour cette expédition avec la 21^e^, forte de douze cents hommes. Parvenu au canal de Moïse, il ne trouva point de barques pour le passer. L'eau avait quatre pieds de profondeur : c'était plus qu'il ne fallait, dans un fond vaseux, pour qu'elle pénétrât dans les caissons et que les chevaux ne pussent pas traîner les pièces ; il n'y avait alors d'autre moyen que de faire transporter les munitions sur la tête des soldats, qui auraient ensuite tiré les canons sur la rive opposée. Belliard se jeta le premier dans le canal, et en un instant le passage fut effectué. A une lieue de Damiette, l'avant-garde ennemie fut rencontrée et rejetée sur le corps principal, qui

avait pris position en avant de cette ville au village de Schouara. Les Turcs étaient au nombre de douze mille ; ils furent aussitôt attaqués et, malgré la supériorité de leur nombre et la vigueur de leur défense, ils durent céder à la valeur de douze cents Français et aux habiles dispositions de leur chef. Enfoncés dans leur centre, tournés par leur droite, culbutés sur tous les points, ils s'enfuirent dans le plus grand désordre, laissant entre les mains du général Belliard deux drapeaux, dix pièces de canon, beaucoup de prisonniers et une foule de blessés. Cette victoire ouvrit les portes de Damiette à nos troupes, qui prirent immédiatement possession de cette ville, où les Turcs avaient formé des magasins considérables en grains et en biscuits. Un détachement suivit l'ennemi sur Lesbeh, et s'empara du fort.

Après ce succès décisif, tout le pays rentra dans l'ordre et vint faire sa soumission. Le général Belliard, d'après la volonté du général en chef, céda le commandement de la province au général Rampon, et partit en toute hâte avec la 21ᵉ légère, pour aller renforcer l'armée occupée d'assiéger le Caire et Boulak, qui s'étaient insurgés pendant l'expédition de Salahieh et où avait pénétré un gros corps de l'armée turque. En traversant le Delta, il appaisa

sur sa route toutes les insurrections, fit rentrer tous les villages dans l'obéissance, fit acquitter les contributions et frappa des réquisitions de vivres. Il arriva dans les premiers jours d'avril devant le Caire, et se réunit à la division Friant chargée de réduire Boulak. Le 15, avec le jour, commença le sac de cette ville ; Belliard guida l'attaque du centre ; ses soldats emportèrent les retranchements, renversèrent toutes les barricades qui défendaient les approches, et fermèrent toutes les issues. Hommes, femmes, enfants, toute la population était sous les armes pour repousser l'assaut. Quand l'enceinte fut forcée, il fallut assiéger chaque quartier, chaque rue, chaque maison ; tout fut enlevé ou incendié : c'en était fait de Boulak si les habitants n'eussent pris le parti d'implorer la clémence du vainqueur. Les chefs des différentes corporations se rendirent, à cet effet, auprès du général Friant. L'ordre fut donné de faire cesser le feu et le pillage, et le pardon fut proclamé du haut des minarets et sur les places publiques.

Le 18, Kléber voulant profiter de la terreur que la prise de Boulak avait dû inspirer aux habitants du Caire, ordonna l'attaque générale de cette dernière ville. Celle du centre sur la place Esbekieh fut confiée au général Belliard, qui la conduisit

avec son intrépidité ordinaire; mais après avoir emporté une partie du quartier cophte, il fut atteint d'une balle qui lui traversa le corps. Sur quatre carabiniers qui le portaient, trois furent tués en cherchant à le sortir de la mêlée. Le combat qui s'était prolongé pendant toute la nuit cessa au jour, et les Français s'établirent dans tous les postes d'où ils venaient de chasser leurs adversaires. Le 19, le Caire demanda à capituler; mais les propositions faites par les envoyés d'Ibrahim bey et de Jussuf pacha n'étant pas de nature à être acceptées, une attaque nouvelle eut lieu dans la soirée du lendemain; elle fut moins vive que la première, mais elle décida la reddition de la place, qui fut signée le 19. Deux jours furent accordés pour les préparatifs de l'évacuation, et les Osmanlis, ainsi que les Mamelloucks, sortirent le 25 avant midi. Kléber récompensa alors les officiers qui avaient le plus contribué à lui faire reconquérir le Caire, et Belliard fut nommé général de division.

Peu de temps après, le général en chef Kléber ayant été assassiné, le général Menou prit, le 15 juin, le commandement par intérim. Le général Belliard, heureusement rétabli de sa blessure, que l'on avait d'abord jugée mortelle, fut nommé gouverneur du Caire, où l'armée française resta

dans l'inaction jusqu'au 24 mars 1801, époque à laquelle on reçut l'avis que le général Abercomby, à la tête d'une armée de vingt-trois mille Anglais, destinée à agir de concert avec les forces ottomanes, venait de débarquer dans la rade d'Aboukir. A la nouvelle de cet événement, Menou rassembla les généraux pour les consulter sur le parti qu'il devait prendre ; tous déclarèrent qu'il fallait à l'instant marcher à l'ennemi avec toutes les forces disponibles. Menou émit seul une opinion contraire, et se borna à envoyer sur Alexandrie le général Lanusse avec trois régiments, et sur Belbeys le général Régnier avec sa division, qui revint bientôt au Caire, où elle retrouva encore le général en chef. A son retour, Menou se décida enfin à se mettre en mouvement ; le général Belliard resta seul au Caire avec la 9me demi-brigade, forte seulement de neuf cent cinquante hommes. Il rechercha l'amitié des Mameloucks de la Haute-Egypte, qui promirent de devenir ses auxiliaires ; mais Mourad-Bey qui les commandait étant mort de la peste à Beni-Souef, ils se bornèrent à garder la neutralité. Belliard, voyant qu'il ne pouvait plus compter sur leur appui, s'occupa avec plus d'activité que jamais à mettre le Caire en état de défense, et quoique l'opération fût des plus difficiles, vu

l'immense développement de la place, elle ne rebuta point sa persévérance.

Cependant, le général Lanusse s'étant réuni au général Friant, ils avaient ensemble remporté un léger avantage sur les premières troupes qui avaient débarqué. Il est évident que si l'armée entière fût arrivée plus tôt, ainsi qu'elle le pouvait, les Anglais eussent été anéantis; mais de coupables lenteurs et une inconcevable hésitation leur donnèrent le temps de se fortifier, et quand le général en chef Menou fut en mesure d'agir, il fallut attaquer des redoutes, des retranchements et de grands ouvrages, contre lesquels vinrent échouer les efforts de nos soldats. Après une action sanglante, notre armée divisée fut obligée de battre en retraite et l'Égypte perdue sans retour pour les braves qui l'avaient conquise.

Menou, avec une partie de ses troupes, se renferma dans Alexandrie, où il ne tarda pas à être bloqué; l'autre partie, sous les ordres du général Lagrange, fut envoyée à Ramanieh, où elle fut suivie par les Anglais qui la forcèrent à se replier sur le Caire; elle rentra dans cette ville le 13 mai; déjà l'armée turque de Syrie ayant traversé le désert était à Salahieh et avait occupé Belbeys. La situation des Français au Caire était devenue des plus critiques; les

Anglais n'avaient plus que quelques marches à faire pour arriver devant Boulak, et les avant-postes turcs en étaient à peine éloignés de trois milles. Dans cet état de choses, le général Belliard, depuis longtemps habitué à braver de grands dangers, conçut le hardi projet de marcher contre l'armée ottomane qui était la plus rapprochée et de la combattre avant l'arrivée des Anglais. Il avait calculé qu'une victoire éclatante remportée sur les Turcs pouvait de suite dégager son corps d'armée et le laisser libre de déployer ensuite toutes ses forces contre les Anglais, dont le système de temporisation paraissait favorable à ses vues. Décidé en conséquence à prendre l'initiative de l'attaque, il sortit du Caire le 16 mai, en se dirigeant vers Belbeys avec quatre mille six cents fantassins, neuf cents chevaux et vingt-quatre pièces d'artillerie. Parvenu à Elzouaneh, il rencontre une avant-garde forte de neuf cents Osmanlis et cinq cents Anglais ; aussitôt il forme son infanterie sur deux ailes en colonnes serrées, et plaçant sa cavalerie au centre, il aborde l'ennemi par les hauteurs qui tracent la lisière du désert. L'attaque fut prompte et vive. En un instant l'artillerie française eut fait taire celle qui lui était opposée; deux pièces anglaises sont enlevées par la cavalerie du général Belliard

qui sabre les canonniers dans leur batterie et met en fuite l'infanterie turque.

Belliard la fait poursuivre, mais un corps considérable sorti de Belbeys se porte au-devant de lui pour le combattre. Il précipite alors ses soldats au pas de charge, le choc eût été terrible ; pour l'éviter le grand-visir, d'après l'instruction du général anglais, disperse ses troupes en groupes nombreux de manière à entourer la petite armée dont il redoute le courage; le reste des Ottomans débouche en même temps de Belbeys, et de fortes masses de cavalerie, en se prolongeant dans le désert, semblent, par de grands détours, vouloir se diriger vers le Caire. Le général Belliard considérant que, pendant qu'il escarmoucherait avec une armée qui refusait tout engagement sérieux, on pourrait s'emparer du Caire comme on l'avait fait au moment de la bataille d'Héliopolis, prit le parti de s'en rapprocher et y rentra le 17 mai, après avoir fait éprouver de grandes pertes à l'ennemi qui, intimidé par son audace, ne s'avança plus qu'avec circonspection. Il s'occupa sans délai de multiplier ses moyens de défense afin d'en imposer à ses adversaires par les préparatifs d'une résistance vigoureuse. Le 20 juin, l'armée combinée des Anglo-Turcs, forte de cinquante

mille combattants, commença ses opérations contre le Caire ; toutefois, n'osant rien entreprendre de décisif avant l'arrivée de huit mille hommes du corps d'armée des Indes qui, débarqués à Kosseir, accouraient par la Haute-Égypte, elle se borna à resserrer de plus en plus la place. Le général Belliard, avec une poignée de soldats, avait à faire occuper quatorze forts et les citadelles, il lui fallait de plus garder le vaste espace qui renferme le vieux et le nouveau Caire, Boulak et Giseh : toute cette ligne offrant un développement de plus de douze mille six cents toises était d'autant plus difficile à garnir et à surveiller sur tous les points, qu'il était nécessaire en même temps de contenir une population nombreuse qui, lors même qu'elle n'eût pas été disposée à la révolte, y était excitée par la crainte d'encourir la colère du grand-visir après une reddition déjà jugée inévitable et prochaine. Le général Belliard se vit donc obligé de renoncer à l'avantage des grandes sorties dans lesquelles, en tombant séparément sur chacun des corps qui formaient le blocus, il eût pu affaiblir les assiégeants et les contraindre d'abandonner leur entreprise. Réduit à l'impossibilité d'agir au dehors, il ne négligea aucune des précautions que pouvait suggérer la circonstance, fit élever de fortes redoutes entre le Caire et Boulak, et mit Giseh à

l'abri d'un coup de main. Tous ces travaux furent exécutés à la vue de l'ennemi qui, attendant toujours le renfort des Indiens, continuait à procéder avec lenteur et hésitation. Ce retard fut sans doute favorable aux Français, mais malheureusement les subsistances commencèrent à s'épuiser dans la ville, et vers le milieu de juin à peine y restait-il des vivres pour quinze jours. La pénurie d'argent ne se faisait pas moins sentir. Les troupes étaient sans solde et les magasins d'artillerie sans munitions; il n'y avait pas au Caire cent cinquante coups par pièce, et l'on y manquait d'affûts de rechange; pour surcroît de malheur, la peste qui d'abord avait paru respecter cette grande cité, s'y était déclarée au commencement de l'année d'une manière si effrayante, que les vieillards ne se rappelaient pas d'avoir vu une époque si désastreuse. Trente mille individus avaient succombé depuis quelques mois, et chaque jour il entrait au Lazaret plus de cent cinquante Français. Dans une situation aussi difficile, le général Belliard réunit les officiers-généraux et les officiers supérieurs, et d'après leur avis, il conclut une convention des plus honorables, dans laquelle il fut stipulé que l'armée française, avec ses auxiliaires, sortirait de la place, emmenerait armes, bagages, artillerie de campagne, caissons et munitions,

serait transportée en Europe aux frais des gouvernements anglais et ottoman, et conduite, par la voie la plus prompte et la plus directe, dans les ports français de la Méditerranée. Cette convention, signée le 28 juin par le général Belliard, et ratifiée par les chefs de l'armée anglo-turque, reçut sa pleine et entière exécution. Le 9 août, le général Belliard s'embarqua à Aboukir et fit voile pour la France, où il fut parfaitement reçu par le premier consul. Il avait amené avec lui le corps de Kléber, de ce guerrier au front haut et superbe, de ce général aussi cher à ses soldats que terrible à l'ennemi, et dont le poignard d'un assassin avait privé la France si fière de ce noble fils. Qu'il me soit permis de rappeler ici, à propos de Kléber, un fait d'armes trop ignoré en France et qui fait presqu'autant d'honneur à celui qui donna l'ordre qu'à ceux qui l'ont si héroïquement exécuté.

C'était au temps, de déplorable mémoire, où la perfide Angleterre, achetant avec son or le sang des enfants de la France, se préparait, en s'élevant sur nos ruines, à s'enrichir de nos dépouilles. L'armée républicaine fuyait devant les vaillants soldats de la Vendée. Dans la vallée de Torfou, le passage du pont étroit du Boussai, sur la Sèvre,

ne s'était pas effectué sans désordre; les feux croisés des Vendéens avaient jeté la confusion dans les phalanges républicaines, menacées d'une destruction totale, lorsque Kléber, voyant le danger, s'élance au galop vers un bataillon de Saône-et-Loire qui, formant l'arrière-garde, venait aussi de traverser le pont fatal. « Schouardin, s'écrie-t-il, « en appelant le commandant par son nom, il faut « t'arrêter ici, y mourir et sauver l'armée. — J'y « mourrai, général, » répond l'immortel soldat. Le bataillon, qui a entendu la noble réponse de son chef, fait retentir les airs des cris mille fois répétés de vive la république! Les Vendéens, étonnés de cet élan d'enthousiasme, imaginant que des secours arrivent aux républicains, hésitent un instant et suspendent leurs coups; mais, promptement revenus de leur erreur, ils réunissent tous leurs efforts pour briser la barrière de fer et de feu que leur présente cette poignée de braves, qui combat et meurt comme un seul homme. L'armée républicaine eut une demi-heure pour se rallier; sa retraite se fit avec ordre: elle fut sauvée. Les anciens du pays montrent encore au voyageur les charniers où sont entassés les restes mortels sans honneurs, mais non sans gloire, de cette légion de héros. J'ai vu au musée de Versailles, ce beau monument consacré

à la gloire nationale, j'ai vu la prise de Coron, qui n'a pas coûté un coup de fusil, et où l'on fait parader à cheval un général qui était à pied ; j'ai vu la prise de Modon, où pas une amorce n'a été brûlée, mais je n'ai rencontré nulle part l'héroïque défense du pont du Boussai, cet exemple sublime de dévoûment militaire que la France peut opposer avec orgueil aux Thermopyles des Grecs. O mes frères d'armes, soldats du bataillon de Saône-et-Loire, que n'ai-je le burin de l'immortalité !

A la fin de 1802, le général Belliard reçut le commandement de la Belgique, et occupa ce poste jusqu'en 1804. En 1805, il remplit les fonctions de chef d'état-major-général du corps de cavalerie commandé par Murat, et contribua puissamment aux succès de Vertingen, de Neresheim et de Langueneau, où il eut un cheval tué sous lui. Après ces combats, dans lesquels les Autrichiens avaient perdu plus de quatre mille hommes, il fut désigné pour régler la capitulation demandée par le général Werneck, qui se rendit prisonnier avec toutes ses troupes.

Lorsque, le 15 octobre, deux jours après la prise de Vienne, et par suite de la mésintelligence qui avait éclaté entre les Autrichiens et les Russes, le général baron de Ventzengerode, aide-de-camp de

l'empereur de Russie, se présenta aux avant-postes français pour offrir de capituler, Murat ayant accepté la proposition, le général Belliard fut encore délégué pour suivre et diriger les négociations. Il se rendit en conséquence à Hollabrunn, et consentit, d'après les instructions qu'il avait reçues, les bases d'une convention provisoire qui ne fut pas ratifiée par l'empereur Napoléon.

Le 2 décembre, Belliard assista à la bataille d'Austerlitz, y prit une part glorieuse et fut nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur.

En 1806, il fut encore employé sous Murat, et fit la campagne de Prusse comme chef d'état-major-général de la cavalerie. Il se signala le 14 octobre à la bataille d'Iéna, et le 28 au combat de Prentzlow, où il fut chargé de faire à un corps prussien la sommation de mettre bas les armes. Le général ennemi se rendit avec seize mille hommes d'infanterie, six régiments de cavalerie, quarante-cinq drapeaux et soixante-quatre pièces de canon attelées.

A Stettin, Belliard attacha son nom à la fameuse capitulation que dicta l'audace du général Lasalle; à Lubek, à Golymin et en Pologne, il concourut également au triomphe de nos aigles. En 1807, son activité ne se ralentit point; il combattit à Hoff, à Heilsberg, à Eylau, à Friedland, devant Til-

sitt, et partout il se couvrit de gloire, en se montrant soldat intrépide et général consommé.

En 1808, il passa à l'armée d'Espagne, et contribua à la reddition de Madrid, dont le gouvernement lui fut confié. Une insurrection ayant éclaté dans cette ville, au moment de la bataille de Talavera, il se rendit, seul, au milieu d'une population fanatisée, et, par l'ascendant de sa présence, sa prudence et sa fermeté, conserva cette ville et la sauva, au péril de sa vie, des horreurs de la guerre. Aussi son nom est-il encore béni dans la capitale de l'Espagne, où sa main répandit tant de bienfaits, en même temps que, par une justice toujours noble, toujours éclairée, il savait adoucir les fléaux de l'invasion et faire respecter nos armes.

En 1812, Belliard quitta l'Espagne et fut appelé à l'expédition de Russie : il fit, en qualité d'aide-major-général de cavalerie de la Grande-Armée, cette campagne, dont les débuts s'annoncèrent par les plus brillants succès et dont la fin fut si funeste à la France. Au combat de Kukoviacki, il chargea et culbuta, à la tête d'un bataillon, une colonne considérable d'infanterie russe, devant laquelle se repliaient les troupes françaises, et reprit à l'ennemi l'artillerie d'une division. A Witepsk, à Smolensk et à Dorogoboutsch, il ne se fit pas

moins remarquer. A la Moskowa, après avoir donné l'idée, comme à Jemmapes, de cette belle charge de cavalerie qui enleva la grande redoute russe, il décida peut-être du gain de la bataille, en établissant entre le village de Sminkoe et la grande redoute qui venait d'être prise une batterie de vingt-cinq pièces de canon, dont le feu arrêta court et força à la retraite des masses profondes de toutes armes de la garde russe.

A Mojaïsk, il eut deux chevaux tués sous lui et fut dangereusement atteint à la jambe par un boulet. Malgré les souffrances que lui causait sa blessure, il continua de suivre l'armée, fit retraite avec elle, fut nommé colonel-général des cuirassiers, et réorganisa, à sa rentrée en Prusse, toute notre cavalerie, qui se trouvait réduite à l'état le plus déplorable.

A la bataille de Dresde, en 1813, Belliard fut chargé par l'Empereur de remplir les importantes fonctions d'aide-major-général, et se signala pendant la marche de Friedberg à Leipzick. Dans les trois sanglantes journées qui, sous les murs de cette ville, eurent un dénoûment si cruel pour les Français, on le vit constamment au milieu du feu, où il eut deux chevaux tués et le bras cassé. Toujours à son poste, il suivit tous les mouvements de

l'armée jusqu'au passage du Rhin, et succéda, en arrivant à Mayence, au major-général prince Berthier, qui se rendit à Paris avec Napoléon.

Les événements désastreux qui préparaient la ruine de l'Empire n'avaient pu abattre le courage du brave général Belliard; la patrie était en danger, il devait se dévouer à sa défense et fit la campagne de France, en qualité d'aide-major-général, jusqu'à la bataille de Craone, à la suite de laquelle il reçut le commandement en chef de toute la cavalerie de l'armée et de la garde impériale. Il combattit à la Haute-Épine, à Château-Thierry, à Fromenteau, à Craone, à Laon, à Rheims, devant Paris, et mérita, par les éminents services qu'il rendit à cette époque, que l'Empereur, retiré à Fontainebleau, lui conférât le grand-cordon de la Légion-d'Honneur. Il assista aux adieux de Fontainebleau : dans le beau tableau que Vernet a consacré à cet épisode de notre histoire, il est facile à reconnaître à son sabre à la mamelouck, qu'il portait en campagne, et que lui avait donné Mourad-Bey. Ce sabre se trouve aujourd'hui dans les mains de Léopold, roi des Belges.

Après l'abdication et le départ de Napoléon, le général Belliard, dégagé de ses serments, vint à Paris, fut créé pair de France le 4 juin 1814, et nommé, en 1815, major-général de l'armée ; que

devait commander le duc de Berry. Il suivit les princes jusqu'à Beauvais, où, congédié par eux, il resta libre d'agir suivant ce qui lui paraîtrait conforme aux intérêts de son pays.

Le général Belliard revint à Paris et refusa du service tant qu'il ne fut pas assuré que les princes avaient quitté le sol de la France. A la fin d'avril, Napoléon lui donna l'ordre de se rendre auprès du roi de Naples, Joachim, en qualité de ministre extraordinaire, moins pour y remplir une mission diplomatique que pour diriger les opérations militaires des troupes napolitaines. Il partit de Toulon, le 27 avril, sur la frégate la *Dryade*, qui, poursuivie par les Anglais, fut forcée de relâcher à Porto-Ferrajo. Reprenant bientôt la mer, la *Dryade* rencontra de nouveau, à hauteur de Gaëte, un vaisseau, une frégate et deux bricks anglais, qui l'attaquèrent et l'auraient sans doute traitée comme la *Melpomène*, qu'ils avaient coulée trois jours auparavant dans les mêmes eaux (quoiqu'il n'y eût point de déclaration de guerre), si un calme plat n'eût arrêté leur chasse et donné à un grand nombre de barques de Gaëte le temps de venir la remorquer. Ce coup manqué, *o Danai!* les Anglais envoyèrent le soir même un officier, non pas, comme il le disait, pour annoncer qu'ils venaient de recevoir l'ordre de res-

pecter le pavillon tricolore, mais en effet pour savoir dans quel but était venue cette frégate et qui elle portait.

O France, ô mon pays! quand cesseras-tu d'être la dupe de ces Grecs de l'Océan? Ils ont placé leur nid de vautour sur les rochers de Gibraltar, ils t'ont fait disparaître de l'Inde; ils ont fomenté dans ton sein les discordes civiles, et livré à la boucherie, sur la plage de Quiberon, l'élite de ta noblesse; ils ont planté leur drapeau au centre de la Méditerranée; ils ont martyrisé le fils aîné de ta gloire; ils t'ont joué à Constantinople et déconsidéré à Alexandrie; ils t'ont expulsé de la Grèce et de la Belgique; ils ont sapé ton influence à Madrid; ils te menacent à Tunis, et bientôt, armés des verges de Palmerston, ils iront à Alger, avec leur arrogance accoutumée, te dire : Retire-toi, car c'est aussi pour nous que tu as fait cette conquête!.. Comme cette Troie dont on cherche les ruines, n'ouvriras-tu donc les yeux qu'après avoir abattu tes murailles pour livrer passage à nos cyniques ennemis? Ah! laisse-moi, nouvelle Cassandre, te crier dans mon désespoir : Malheur, malheur à toi!....

Arrivé le 9 mai à Naples, le 11, le général Belliard était à Castel-di-Sangro, près du roi, qui le

reçut comme un frère, et lui dit, en le pressant dans ses bras : *Eh bien, mon brave Belliard, tu viens donc mourir avec moi?* Murat était en pleine retraite, et sa belle armée fuyait devant une poignée d'Autrichiens. En voyant la démoralisation de ces brillants soldats, le général Belliard engagea le roi à se retirer promptement derrière le Volturno, à fortifier Capoue, à remonter le moral de ses soldats par des proclamations, et à gagner ainsi du temps, afin de suivre la fortune de la France, qu'il avait trop oubliée. Mais ces conseils furent écoutés trop tard; la garde fut battue à San-Germano, et de ce moment la partie fut entièrement perdue. Murat rentra à Naples le 18, et, dans la nuit du 19, partit déguisé en matelot avec l'intention d'aller s'enfermer dans Gaëte: mais trouvant toutes les voies fermées, il dut faire route pour la France, et débarqua à Cannes le 25 mai. C'était là que devait commencer la période la plus cruelle de sa vie. C'était sur ces rives, jadis si hospitalières, qu'errant, persécuté, trahi, abandonné, il devait connaître des angoisses qui ne finirent qu'avec sa vie. Murat n'était que brave; il vécut et mourut en soldat.

Cependant le général Belliard, resté à Naples et embarqué sur la goëlette l'*Étoile*, se préparait à partir le 20 au matin, lorsqu'il vit poindre à l'horizon une

escadre anglaise de six vaisseaux de ligne, qui vint mouiller sous les forts, à portée de fusil de la terrasse du palais. Le général débarque aussitôt, se rend chez la reine, lui fait sentir le service qu'elle rendra à la France en brûlant cette flotte, qui, sans déclaration préalable, est venue insolemment mouiller sous son palais. « Sommez les Anglais de se retirer sur-le-champ, lui dit-il, je les connais; ils refuseront, et leur perte est certaine. » Le calme plat avait remplacé la brise du matin; l'occasion était belle; l'ordre fut donné dans les forts de chauffer des boulets et de se préparer au combat. Mais l'amiral anglais, qui ne s'était pas attendu à trouver de la résistance, remarquant un grand mouvement dans les batteries, se fit conduire près de la reine; et là, protestant de ses bonnes intentions, et lui faisant toute espèce d'offres de services, il parvint à la persuader, signa un traité par lequel il s'engagea à la conduire en France, ainsi que ses enfants, qui étaient à Gaëte, et se fit livrer un fort. La reine s'embarqua à bord du *Trémandous*, et de ce moment le voile fut déchiré. Les Anglais mirent leurs canots à la mer et vidèrent les magasins des environs du port; voiles, cordages, etc., tout fut transporté à bord de la flotte : la frégate napolitaine *la Caroline*, qui était à l'ancre près du vaisseau que

montait la reine, fut pillée comme les magasins.

N'ayant plus rien à espérer, du moment où la reine était à bord d'un vaisseau anglais, le général Belliard se préparait de nouveau à mettre à la voile, lorsque l'amiral Pelew lui fit signifier qu'il ne partirait qu'après avoir été visité, voulant savoir si Murat était à son bord. Le général Belliard donna sa parole d'honneur que Murat n'était point à son bord, mais il ajouta qu'il se ferait couler plutôt que de se laisser visiter; que jamais il ne souffrirait une injure à son pavillon. Vingt-quatre heures se passèrent sans réponse. Enfin, perdant patience, le général écrivit à l'amiral anglais, qu'attendu que dans sa conduite il y avait abus de la force et violation du droit des gens, il était résolu à partir malgré sa défense, et le rendait responsable de tout ce qui pourrait en advenir. L'amiral fit donner l'autorisation du départ : la goëlette voguait à pleines voiles lorsqu'un brick anglais, à hauteur de Gaëte, lui envoie trois boulets qui la forcent à mettre en panne, car elle n'était point armée. Un officier se présente pour la visiter, mais le général Belliard déclare qu'il ne le souffrira pas: l'officier insiste et s'approche; le général saisit un pistolet et lui annonce qu'il va lui faire sauter la cervelle, s'il ose mettre le pied à son bord : l'officier le regarde, hé-

site, retourne à son brick, et la goëlette continue sa route pour Toulon, où elle arrive le 29 au soir, après avoir essuyé près de l'île d'Elbe une tempête qui la mit plusieurs fois en danger de se briser sur les rochers dont ces côtes sont hérissées. Quant à la reine, on sait comment elle fut récompensée de sa confiance dans ses magnanimes alliés : retenue prisonnière avec ses fils, elle fut livrée à l'Autriche.

Lorsque le général Belliard, avant son départ, se rendit à bord du *Tremandous*, pour prendre congé de Caroline, elle lui dit avec une grâce toute charmante, car elle était encore bien jolie : « Général, vous devez être très mal sur votre coquille de noix; venez avec moi, vous serez beaucoup mieux, et puis j'aurai du plaisir à retourner avec vous à Toulon. — Je remercie Votre Majesté de sa bienveillance, lui répondit le général, mais je me trouve toujours bien à l'ombre de mon pavillon; et puis, ajouta-t-il en souriant, je veux revoir la France pendant qu'elle a besoin du dévouement de tous ses enfants..... — Allons, allons, général, lui dit-elle, vous nourrissez une mauvaise pensée sur laquelle vous ne tarderez pas à revenir. — Je le souhaite vivement, » répliqua-t-il, et il partit. En s'asseyant dans son canot, il murmurait à demi-voix : *Timeo Danaos et dona ferentes.*

De retour à Paris le 3 mai, l'Empereur le nomma gouverneur des troisième et quatrième divisions militaires, avec le commandement du quatorzième corps qui se réunissait dans les environs de Metz. Après la funeste bataille de Waterloo, il conserva toutes les places qui étaient sous ses ordres, fit lever le siége de Longwy, et après avoir sauvé Metz d'une sanglante réaction et assuré l'ordre public, il revint à Paris, où il ne tarda pas à être arrêté et conduit à l'Abbaye; il y resta six mois, sans avoir pu obtenir de juges. Le 5 mars 1819, il fut réintégré à la chambre des pairs, où, jusqu'en 1830, il ne cessa de combattre avec énergie en faveur de nos libertés.

Les journées de juillet avaient amené au-dehors des complications qu'il était urgent de faire cesser. Chargé d'aller notifier au cabinet de Vienne l'avénement de Louis-Philippe, le général Belliard sut faire respecter, dans sa personne, le gouvernement français, et lever toutes les difficultés que l'époque avait fait naître.

La révolution de Belgique était consommée; les Anglais prodiguaient l'or et l'intrigue pour opérer une restauration. Le Palais-Royal, sentant parfaitement qu'un pareil événement ne pouvait s'accomplir sans avoir en France un retentissement dont les suites étaient incalculables, se décida, pour com-

battre les machinations incessantes de lord Ponsomby, à se faire représenter à Bruxelles par le général Belliard. Les souvenirs honorables que le général avait laissés en Belgique lorsque, trente ans auparavant, il avait été gouverneur de la vingt-quatrième division militaire, son caractère bien conu de loyauté et d'énergie, surtout la déclaration qu'il fit hautement que la France ne souffrirait à aucun prix la restauration en Belgique, firent naître l'espoir dans le cœur des patriotes et les rallièrent autour de lui. Leur confiance ne fut point trompée : il fit tout pour triompher des lenteurs et des préventions de la diplomatie, et rendre la Belgique ce qu'elle devait être, forte et puissante, parce qu'il savait bien que la France ne pouvait que gagner au voisinage d'un état libre ainsi constitué. Pour atteindre ce noble but, le général Belliard fit des efforts inouïs; mais il n'était point en son pouvoir de vaincre à la fois et les hésitations du Palais-Royal et l'obstination des Belges eux-mêmes, qui, éblouis par les succès faciles qu'ils avaient obtenus sur les Hollandais, se croyaient des Spartiates et ne l'écoutaient point lorsqu'il les pressait de s'organiser en forces régulières. Ils ne reconnurent leur faute que lorsque, par le triomphe de leurs ennemis, leur position fut devenue plus difficile

que jamais. Dans cette circonstance comme toujours, le général Belliard ne perd pas un instant ; il appelle les troupes françaises qui accourent en poste, et avant leur arrivée il monte à cheval, se porte à Louvain, sauve Bruxelles, et, en arrêtant l'ennemi, rend à la Belgique son indépendance et à Léopold le trône où il venait à peine de monter. Mais alors, malgré ses vives représentations, de nouvelles fautes furent commises ; l'armée française se retira sans avoir occupé la citadelle d'Anvers, qu'une simple démonstration en ce moment eût fait capituler. Peu de temps après, Chassé lance ses bombes sur Anvers : cette belle ville va périr sous les coups vandales de ce général fanfaron. Le général Belliard part en poste, arrive à la citadelle, se présente à Chassé, et le feu cesse à sa voix puissante. L'âme de la Belgique, un des premiers ports de la France impériale, échappe à une destruction certaine. Bientôt les intrigues de la diplomatie suscitèrent de sérieuses difficultés ; il redoubla d'activité pour les combattre. Les négociations si mal entamées, pour la démolition des places fortes, lui firent faire, en dix jours, quatre voyages à Paris, où l'incurie coupable d'un ministre-pacha, qui n'était occupé que de l'effet de ses discours à la chambre, abandonnait aux Anglais la direction d'une affaire

si intéressante pour la France. La contrariété qu'il éprouvait de voir le Palais-Royal suivre une fausse route, bien plus encore que les veilles et le travail, avait altéré sa santé jusqu'alors si belle. Le samedi 28 janvier 1832, à trois heures du soir, en sortant du palais du roi, il tomba dans le Parc frappé d'une attaque d'apoplexie foudroyante. Sa mort fut un deuil général pour les Belges; quant à Léopold, le jour même où mourut le général Bel-liard, il donna un bal où ses courtisans dansèrent jusqu'au lendemain. *Ab uno disce omnes.*

Bon, intègre, juste, affable, généreux autant que brave, il était accessible à toutes les prières, à toutes les misères. Terrible dans l'action, après le combat il mettait tous ses soins à adoucir les maux inséparables de la guerre. Il aimait ses soldats comme il en était aimé. Toujours disposé, quand même, à une bonne action, on le voit, à Madrid, malgré les ordres les plus précis, les plus positifs, suspendre l'exécution du marquis de St.-Simon, et faire arriver sa fille jusqu'à l'Empereur, qui lui accorde la grâce de son père. Mille autres traits d'humanité pourraient être ajoutés à celui-ci. Le jour où l'on confiait à la tombe les restes mortels de cet homme de bien, de ce Français vraiment digne de ce nom, après le beau discours de M. Lehon,

ambassadeur de la Belgique, une voix s'élève de la foule et s'écrie : *Moi je lui dois la vie, voilà mon oraison funèbre!* Celle-là aussi était éloquente!... L'amitié lui a élevé un tombeau au cimetière du Père Lachaise; sa ville natale lui a consacré un monument; la Belgique lui a érigé une statue. Heureux qui, comme lui, sait à la fois mériter la reconnaissance de l'étranger et l'admiration de sa patrie!

# MÉMOIRES

DU

# GÉNÉRAL BELLIARD,

ÉCRITS PAR LUI-MÊME.

## BATAILLES DE VALMY ET DE JEMMAPES.

Le 22 août, je fus nommé adjoint à l'état-major-général de l'armée. Presque aussitôt le général Dumouriez quitta le camp de Maulde, qu'il mit sous les ordres du général Beurnonville, pour aller prendre le commandement de l'armée de Lafayette, qui s'était fortement prononcé contre les événements du 10 août; il avait fait arrêter les commissaires envoyés par l'Assemblée législative et avait mis tout en œuvre pour engager ses troupes à marcher sur Paris. Ses projets n'ayant pas réussi, il quitta l'armée le 19 août, et alla se réfugier à Toulon.

J'étais resté avec le général Morton à Saint-

Amand : dans les premiers jours de septembre, le général Beurnonville reçut de Dumouriez l'ordre de se rendre à Rhétel, avec une partie des troupes du camp de Maulde, de manière à s'y trouver le 14.

Le camp de Maulde fut levé le 7 septembre, et le général Morton, avec ce qui restait de troupes, occupa celui de Bruille, qui offrait moins de développement. Je suivis le général Beurnonville. A peine étions-nous arrivés à Valenciennes que l'on y fut instruit par des fuyards que le camp de Bruille avait pris l'épouvante et s'était dispersé sans avoir vu l'ennemi. Cette nouvelle excita des murmures dans la ville et même parmi les troupes; on accusait Beurnonville de vouloir dégarnir la frontière, pour en livrer l'entrée aux ennemis, et l'on criait partout: « Il faut le pendre ! » Instruit de ce qui se passe, le général se rend sur la place au milieu des mutins, et par sa fermeté déconcerte les projets de ses ennemis. Bientôt on apprit que l'affaire de Bruille n'était qu'une fausse alerte; le camp fut rétabli, et le lendemain nous partîmes pour la Champagne, en suivant la route d'Avesnes, où nous ralliâmes des troupes des camps de Maubeuge et de Vervins. A son arrivée à Rhétel, le général Beurnonville reçut

l'ordre de continuer sa route sur Sainte-Menehould, côtoyant l'Aisne jusqu'à Attigny et se dirigeant ensuite sur Vouziers. Nous connaissions le mouvement de notre armée et celui de l'ennemi. On sut que la Croix-aux-Bois avait été attaquée et prise par le prince de Ligne, reprise par les Français, et enfin enlevée de nouveau par le général Clairfait en personne. Le général Chazot avait dû passer l'Aisne et se retirer sur Vouziers. Le Chêne-Populeux avait aussi été attaqué par les émigrés, mais on les avait repoussés vigoureusement ; cependant le général Dubouquet, qui y commandait, avait dû se retirer sur Attigny, où il passa l'Aisne, aussitôt qu'il fut instruit que l'ennemi occupait la Croix-aux-Bois.

Le 15, des fuyards annoncèrent que l'armée de Dumouriez était entièrement détruite. Le 16, à Auve, on aperçut une forte colonne se dirigeant sur Sainte-Menehould : d'après les bruits répandus, le général Beurnonville crut que c'était l'armée ennemie, et nous fit changer de direction, pour gagner Châlons. Peut-être devait-on d'abord pousser une reconnaissance à fond, pour savoir quelles étaient ces troupes qu'on voyait marcher parallèlement à nous. Le 17, nous étions à Châlons; le général

Lukner y commandait le camp des fédérés de Paris. ceux-ci étaient en insurrection contre leur général, qui ne savait comment les ramener à l'ordre : notre arrivée les calma: il y eut bien quelques querelles de café et de cabaret, mais ils n'y brillèrent pas. Le général Lukner pria Beurnonville d'emmener avec lui une partie de ces bataillons parisiens, pour l'en débarrasser. Le 18, un aide-de-camp du général Dumouriez arriva à Châlons avec ordre au général Beurnonville de continuer son mouvement sur Sainte-Menehould. On se mit en marche dans la journée. Quatre à cinq mille hommes du camp de Châlons se joignirent à nous, ce qui porta notre corps à dix-huit mille hommes environ. Le soir, on bivouaqua à Auve. Les bataillons de volontaires furent placés au centre; ils se conduisirent bien, et finirent par faire d'excellents corps. L'aide-de-camp nous avait appris que les troupes qu'on avait aperçues le 16 étaient l'armée de Dumouriez, se retirant sur Sainte-Menehould ; voici les détails qu'il nous donna sur la prétendue dispersion de cette armée :

Le 14, après la prise de la Croix-aux-Bois, le général Dumouriez se trouva dans une position extrêmement critique, et dut songer à la retraite, afin

de n'être pas enveloppé. Dans la nuit du 14 au 15, il décampa de Grand-Pré, passa l'Aisne à Grand-Hans et à Semec, pour aller s'établir à Danmartin-sous-Hans. Le passage de l'Aisne s'était fait sans difficulté ; mais l'ennemi, s'étant aperçu du départ de l'armée, traversa l'Aisne et vint sur Semec, d'où il poussa des partis de l'autre côté de l'Aisne, pour nous inquiéter : les troupes du général Chazot prirent l'épouvante, se débandèrent et vinrent jeter la confusion dans nos colonnes. Heureusement, le général Stingel, avec sa cavalerie, fit tête à l'ennemi et l'arrêta : les généraux Dumouriez et Miranda purent enfin rallier les fuyards, et l'ordre se rétablit. Le même soir, une nouvelle panique s'empara du camp ; les troupes fuyaient, criant : Sauve qui peut ! et la confusion devint extrême. Les généraux parvinrent encore à arrêter le mouvement : on bivouaqua en désordre, et ce ne fut que le 16 au matin qu'on put se reconnaître et marcher pour aller camper entre Sainte-Menehould et Maffrecourt. Le 19, nous arrivâmes à Sainte-Menehould, au grand contentement du général Dumouriez et de son armée ; nous prîmes position en avant de la ville. Les troupes du général Dumouriez étaient à

notre droite, s'appuyant à l'Aisne près de la Neuville-au-Pont : le général Kellermann, venant de Vitry, fit passer le petit ruisseau d'Auve à son armée, et s'établit à notre gauche. Le général Stingel, commandant l'avant-garde, occupait la rive droite de la Bionne, en avant et près de Valmy. Le général Kellermann eût peut-être été mieux placé en arrière du ruisseau, dont les bords étaient marécageux et pouvaient devenir funestes à son armée en cas de revers, n'ayant qu'une digue et un seul pont pour faire sa retraite.

Il semble que l'ennemi ait voulu laisser aux différents corps de l'armée française la possibilité de se réunir; car, bien supérieur en nombre, il lui était facile d'écraser le général Dumouriez, avant la jonction des généraux Kellermann et Beurnouville, soit à Grand-Pré, soit à Sainte-Menehould, ou tout au moins d'empêcher leur réunion avec Dumouriez. Cette faute préserva la France de l'invasion.

Le 8, l'armée prussienne prit position sur l'Aire, entre Busaney et Rarecourt ; elle y resta jusqu'au 15.

Le 14, les Autrichiens se rendirent maîtres de la Croix-aux-Bois : le prince de Ligne y fut tué ; ils

occupèrent aussi le Chêne-Populeux, que nous avions évacué.

Le 15, l'armée ennemie vint s'établir entre Bourk et Morthomme. Les 16 et 17, la droite ne fit pas de mouvement; mais la gauche resta à Clermont, attaqua les Islettes, où commandait le général Dillon, et fut vigoureusement repoussée.

Le 18, elle passa l'Aisne à Vouziers et vint camper, la droite à Seniède et la gauche à Montcheulin, sur l'Aisne. Le 19, elle quitta sa position pour s'établir à Massige; dans la nuit du 19 au 20, le roi de Prusse en personne quitta la position de Massige et marcha sur Ste-Menehould. Le 20, à quatre heures du matin, l'avant-garde du général Kellermann établie à Heus fut attaquée vigoureusement. Au premier avis, toutes les troupes prirent les armes; le général Valence fut envoyé pour soutenir l'avant-garde qui était poussée vivement et se retirait sur l'armée. Le général Kellermann, par un changement de front à gauche, plaça ses troupes sur les hauteurs de Valmy, faisant face à l'Auve : une batterie de 20 pièces fut placée au moulin. Le général Stingel, qui s'était retiré sur Valmy, couronna les hauteurs, et il fut chargé de couvrir la droite du général Keller-

mann, ainsi que le poste de Valmy. Le général Dillon, qui occupait les Islettes, eut ordre d'envoyer en toute hâte le général Fregeville avec sa cavalerie, à Passavan, pour renforcer le général Kellermann. Le général Chazot fut dirigé avec sept mille hommes sur les hauteurs de Gizamant; mais on perdit du temps, et l'ennemi s'empara de ce point et se mit en réserve entre la maison de poste et Dampierre-sur-Aube. Le général Beurnonville, avec une partie de ses troupes, se porta à droite de la maison de poste, s'étendant sur Valmy, pour soutenir au besoin soit le général Kellermann ou le général Stingel, et devant agir selon que les circonstances pourraient l'exiger. Le général Levenneur fut envoyé avec une forte colonne en avant du camp, avec ordre de tourner la gauche de l'ennemi; le corps du général Duval fut réuni à Vienne-le-Château.

Les Prussiens se déployèrent sur les hauteurs de la Lune, à cheval sur la route de Châlons, ayant en avant de leur front cinquante ou soixante pièces de canon. A sept ou huit heures du matin, aussitôt qu'un brouillard fort épais qui s'était élevé fut dissipé, l'artillerie ouvrit le feu de part et d'autre. Dans la matinée, deux de nos caissons sautèrent,

ce qui causa quelque désordre bientôt, réparé; vers midi, l'ennemi forma son infanterie en trois colonnes serrées qui firent mine de vouloir attaquer Valmy : ce mouvement fut exécuté avec une précision extraordinaire.

Les troupes du général Kellermann se formèrent aussi sur trois colonnes par bataillons, mais avec moins d'ordre que les Prussiens. Le général Beurnonville se porta en avant pour appuyer les troupes du plateau de Valmy. Les cris de : Vive la nation ! couvrirent bientôt toute la ligne. Les soldats étaient pleins d'enthousiasme ; ces cris redoublés et une vive canonnade arrêtèrent l'ennemi, qui se retira, mais avec beaucoup d'ordre.

Les Autrichiens, qui tenaient la gauche, se portèrent sur Maufrecourt et sur la droite de Valmy. Là, il y eut différents engagements avec le général Stingel, que le général Beurnouville fit soutenir; et l'ennemi, qui voulait alors tourner notre droite, échoua dans son entreprise sur Valmy: il fut arrêté de même à Maufrecourt par le général Levenneur. Vers quatre heures, les Prussiens formèrent encore leurs colonnes et vinrent de nouveau nous attaquer; de nouveau ils furent repoussés. Pendant ce temps

les Autrichiens chargeaient le général Stingel, mais ils ne furent pas plus heureux. L'artillerie continua de tirer jusqu'à la nuit; toute la journée se passa donc à se canonner, mais on perdit peu de monde des deux côtés. Le général Kellermann eut les honneurs de cette journée ; le général Stingel se conduisit vaillamment et en homme habile.

Pendant la nuit, le général Kellermann, qui reconnut combien sa position était mauvaise, quitta les hauteurs de Valmy, passa l'Auve et prit position, la droite à Dampierre-sur-Auve, la gauche se prolongeant sur Plaignicourt ; le général Stingel conserva les hauteurs de Valmy.

L'ennemi ne s'aperçut point du mouvement de Kellermann ; il dura cependant toute la nuit par la difficulté du passage de l'Auve. Dans leur nouvelle position, nos troupes resserrèrent celle de l'ennemi, en occupant toujours par de forts postes la ligne de la journée et en y faisant de grand feux.

Du moulin de Valmy, où j'allais souvent porter des ordres, on découvrait parfaitement les deux armées.

Le 21, à la pointe du jour, l'ennemi, ignorant toujours le changement de position du général

Kellermann, s'était formé en quatre colonnes d'attaque, soutenues par de la cavalerie. Il se remit en mouvement ; mais, aussitôt qu'il aperçut l'armée française de l'autre côté de l'Auve et manœuvrant pour tourner sa droite, il arrêta ses colonnes qui allèrent reprendre leur position de la Lune. De part et d'autre, on resta tranquille toute la journée; il y eut seulement quelques coups de canon.

Pendant qu'on se battait à Sainte-Menehould' le général Dillon était attaqué aux Islettes et repoussait les assaillants.

Le roi de Prusse, qui était venu en personne prendre le commandement de l'armée, établit son quartier-général à Hans.

Le 22, on resta en présence sans combattre : le même jour, le général Westermann fut envoyé au quartier-général du roi de Prusse, pour conduire quelqu'un de la maison de ce prince qui était tombé en notre pouvoir. Westermann avait l'ordre de proposer l'échange des prisonniers, de sonder les Prussiens sur leurs intentions, et de jeter en avant quelques mots sur les moyens de rapprochement. Ce général s'acquitta bien de sa mission; car, le même jour, des négociations furent enta-

mées, entre le général Westermann pour les Français et le général Heiman pour les Prussiens, au village de Dampierre, où se rendirent aussi les généraux Dumouriez et Kellermann. On ignora les propositions faites de part et d'autre : des courriers furent envoyés à Paris. Le 24, le général Heiman vint à Sainte-Menehould chez le général Dumouriez ; les pourparlers continuèrent jusqu'au 29, et rien ne transpira de ce qui fut convenu. Le 30 septembre, l'ennemi quitta le camp de la Lune et se porta à Danmartin-sous-Hans. Le 1er octobre, il se remit en marche, se dirigeant sur Grand-Pré par Autri. De ce moment, le mouvement de retraite de l'ennemi fut prononcé : Dumouriez fit de grandes dispositions qui semblaient annoncer une poursuite vigoureuse, mais tout se passa en démonstrations. On suivit les Prussiens, et il n'y eut aucun engagement : on leur laissa le temps de se retirer ; ce qui fit croire à des engagements secrets entre le général Dumouriez et le roi de Prusse.

Le général Beurnonville reçut un renfort de six mille hommes, et il eut l'ordre de suivre l'ennemi en descendant l'Aisne sur la rive droite jusqu'à Grand-Pré, et ensuite de se diriger sur Valencien-

nes. Nous fîmes beaucoup de prisonniers qu'on trouvait dans les villages. Les maisons et les granges étaient remplies de malades prussiens; leur armée souffrait beaucoup de la dyssenterie et était en mauvais état. Le général Stingel descendit par la rive gauche, appuyé par les troupes sous les ordres de Dumouriez, et le corps de Kellermann alla camper, le 4, à Fontaine. Mais tous ces mouvements, exécutés trop tard, permirent à l'armée combinée de se retirer intacte sur Verdun, où elle se trouvait réunie le 6, de l'autre côté de la Meuse.

Le général Dillon, qui était aux Islettes, n'eut connaissance que le 4 de la retraite du roi de Prusse; le 5, il marcha, poussa tout ce qui était devant lui, et arriva par Clermont et Sivri jusque sous les murs de Verdun; mais il n'était plus temps. Le même jour, 7 octobre, le général Labarollière s'empara de Dieüe.

Le général Dumouriez dirigea des troupes sur Valenciennes, laissa au général Kellermann le corps du général Dillon, lui remit en même temps le commandement, avec ordre de suivre l'ennemi, de reprendre Verdun et Longwy, et partit aussitôt pour Paris.

Il y a eu de grandes fautes commises de part et d'autre : d'abord par le roi de Prusse, qui aurait dû écraser Dumouriez avant la jonction des généraux Kellermann et Beurnonville, et qui, le 20, n'a pas fait une attaque vigoureuse sur le flanc du général Kellermann pendant qu'il marchait sur Valmy, ce qui lui était facile, puisqu'il avait réuni toutes ses forces à la Lune et sur une de nos ailes. Ce mouvement combiné pouvait lui procurer des avantages d'autant plus grands, que le corps de Kellermann, étant dans une mauvaise position, ayant à dos l'Auve et un terrain marécageux, aurait eu beaucoup de peine à se retirer. Le roi de Prusse fit encore la faute de ne pas couper la route de Rheims en même temps que celle de Châlons, pour intercepter nos communications et affamer l'armée.

Dumouriez, de son côté, avait mal établi le général Kellermann, le 19. Celui-ci, n'ayant pour toute retraite qu'une digue, et qu'un pont pour passer, était exposé à être battu complètement. On aurait dû, dès que la position fut occupée, travailler à établir des communications ; mais, heureusement, on s'aperçut du danger, et on passa l'Auve dans la nuit du 20 au 21.

Le général Dumouriez a manqué l'occasion de détruire l'armée combinée, découragée par ses non-succès et accablée par la dyssenterie qui décimait ses rangs. Si, le 1er octobre, le général Kellermann eût été envoyé sur les Islettes pour se joindre au général Dillon, avec ordre de culbuter les Autrichiens et de se porter ensuite sur le flanc de l'armée prussienne, pendant qu'il l'aurait suivie et serrée de près avec ses troupes et celles du général Beurnonville, il eût certainement obtenu des avantages décisifs qui, de suite, eussent amené la paix.

Le général Kellermann, comme il en avait l'ordre, reprit Verdun et Longwy, et chassa les ennemis hors de France. Il entama avec le duc de Brunswick des négociations auxquelles la Convention ne voulut pas donner de suite. Le corps du général Beurnonville fut dirigé sur Valenciennes, où nous arrivâmes le 21.

Depuis que nous avions quitté le Nord, les Autrichiens, supérieurs en nombre, avaient obtenu quelques avantages, surtout à Saint-Amand. Ils avaient bombardé Lille, dont les habitants se défendirent glorieusement. Le duc de Saxe-Teschen,

voyant que ses boulets rouges ne pouvaient ébranler la fermeté des défenseurs de ce boulevard de la France, et instruit de nos succès en Champagne, leva le siége, du 7 au 8 octobre.

Notre corps d'armée s'établit au camp de Famars, et le quartier-général à Valenciennes.

Le général Dumouriez arriva de Paris le 24 ; il passa la revue des troupes et organisa tout pour se porter en avant. Le 28, l'armée se mit en marche sur Mons. Le général Beurnonville formait l'avant-garde avec son corps. Nous nous emparâmes de Quiévrain après un engagement peu sérieux ; le général fit occuper Etauges, envoya une découverte sur Montreuil et Pommereuil, pour communiquer avec le général Berneron, qui partit le même jour de Condé avec une division. Il fit pousser de même une reconnaissance, par sa droite, sur Tainières, pour avoir des nouvelles de l'armée de Sambre-et-Meuse, aux ordres du général d'Harville. L'armée prit position entre Quiévrain et Ormaing. Le général Labourdonnais, commandant de l'armée du Nord, partit aussi de Lille le 28, et devait se porter sur Tournai.

L'ennemi avait deux camps principaux, l'un à

Tournai, l'autre en avant de Mons, et un troisième très faible à Bury. Le général Clairfait, qui était en Champagne, sur l'avis qu'il eut de la marche du général Beurnonville sur Valenciennes, quitta l'armée combinée avec son corps pour aller à Mons renforcer l'armée autrichienne. Sur les instances du prince de Saxe-Teschen, commandant l'armée, Clairfait s'avança à marches forcées et fit sa jonction le 31 octobre, malgré l'activité du général Valence, qui l'attaqua sans succès à Virston, le 24 octobre.

On resta en position près de Quiévrain jusqu'au 3 novembre, attendant que l'armée du Nord eût opéré sur Tournai.

Le général d'Harville vint camper, le 1er novembre, à Tainières. Le 3, le général Beurnonville tâta l'ennemi sur la route de Mons, pour juger de sa force et de sa position; il fit aussi attaquer Thulin, où les Autrichiens se montrèrent en nombre. Au moulin de Bossu ils avaient une forte batterie; la route était coupée : nous dûmes nous retirer sur Quiévrain, et abandonner Thulin et Montreuil, qu'ils occupèrent.

Le 4, le général Beurnonville fut renforcé par la division du général Égalité (duc de Chartres), et

eut ordre d'attaquer. Les postes de Thulin et Monstreuil furent bientôt repris ; on marcha ensuite sur Cossuain, qui fit peu de résistance, et on se mit en mesure d'attaquer les hauteurs de Bossu, le moulin et le bois. La canonnade s'étant engagée, nos colonnes se formèrent ; protégées par deux batteries d'artillerie légère, par une batterie de pièces de douze, et soutenues par la cavalerie, elles marchent au pas de charge, s'élancent dans la redoute du moulin, culbutent tout ce qui est devant elles, et s'emparent du bois. L'ennemi fuit en désordre, on le poursuit avec vigueur, on prend Bossu, et on ne s'arrête qu'auprès de Careignon. L'armée, qui avait passé Quivérain et suivi le mouvement de l'avant-garde, campa sur les hauteurs de Bossu. Le général Harville se porta sur Ugié, et l'ennemi se concentra en avant de Mons.

Le 5, l'avant-garde marcha sur Warmes, Paturage et Framerie. L'ennemi fut chassé de toutes ses positions, et se retira dans son camp retranché de Jemmapes et de Cuesmes. Notre armée se mit aussi en mouvement ; une partie nous suivit et l'autre nous remplaça à Bossu. Nous bivouaquâmes sur les hauteurs de Framerie. Le général Dumouriez passa

la nuit avec l'avant-garde, en avant du front du bataillon des Deux-Sèvres. L'armée s'étendait, par notre gauche, sur Bossu; le général d'Harville s'était porté sur Noirchin; le général Labourdonnais était toujours à Hertainet ne faisait point de mouvement : tout annonçait une bataille pour le lendemain, et l'on fit des dispositions en conséquence.

Le 6, à la pointe du jour, le général Beurnonville, avec son avant-garde, se porta en avant de Cuesmes; la droite de l'armée, qui avait bivouaqué avec nous, se mit en bataille devant Jemmapes, tandis que la gauche marchait de Bossu et d'Horim pour enlever le village de Careignon. La réserve, placée entre Warmes et Horim, devait appuyer la gauche; le général d'Harville se porta sur Cypli.

L'ennemi avait réuni tous ses moyens dans son camp retranché; il couronnait les hauteurs de Careignon à Berthemont, et son front, de Jemmapes à Cuesmes, était hérissé de retranchements et de redoutes en amphithéâtre; il occupait fortement le village et le bois de Careignon, qu'il avait aussi retranché.

Vers sept heures, on commença l'attaque de Ca-

reignon : elle fut vigoureuse et la résistance opiniâtre : ce fut le signal d'une canonnade générale. L'ennemi démasqua toutes ses batteries en avant de Cuesmes ; on put juger alors des difficultés qu'on éprouverait à enlever la position. Le général Beurnonville ne devait faire aucun mouvement sans ordre du général Dumouriez. La prise de Careignon traînait en longueur, le général Thouvenot s'y porta avec une forte colonne; le village est enlevé et les Autrichiens se replient sur Jemmapes... Notre canon et même deux pièces de seize, qui étaient sur la droite de l'avant-garde, ne produisaient aucun effet : nos boulets s'enterraient dans les retranchements, tandis que ceux de l'ennemi nous arrivaient et tuaient du monde. Le général Beurnonville, impatient et sentant la nécessité d'agir par la droite, fit demander au général Dumouriez l'ordre de marcher : en même temps, il m'envoya auprès du général d'Harville, qui débouchait sur les hauteurs en avant de Cypli, pour lui demander de lier sa gauche à notre droite, et pour lui faire connaître les événements de la matinée. En allant porter cet ordre pressé, je fus obligé de passer entre nos deux pièces de seize qui firent feu dans

ce moment; mon cheval se renversa, et la commotion fut si forte que, pendant longtemps, j'ai entendu difficilement.

Au moment où je revenais de ma mission, le général Beurnonville reçut l'ordre qu'il avait sollicité. La joie se répand dans tous les rangs, les colonnes se forment, on marche aux retranchements de Cuesmes, qui sont enlevés sans hésitation. Ce succès facilita l'attaque du village et du camp de Jemmapes, qui furent forcés avec la même ardeur. De ce moment, l'ennemi en désordre prit la fuite vers les prairies de Mons, couvertes d'eau par l'inondation de la ville. Beaucoup d'Autrichiens se noyèrent; le gros de leur armée se retira sur Mons. Aussitôt que nous fûmes maîtres des hauteurs de Cuesmes, le général Beurnonville m'envoya de nouveau au général d'Harville pour l'engager à se porter rapidement sur le mont Berthemont, où l'ennemi avait deux batteries et peu de monde, afin de s'en emparer avant qu'il pût y porter ses forces. A deux heures, la bataille était gagnée, et les trois corps étaient réunis à la position qu'on venait d'enlever. Le général Dumouriez passa devant le front de bataille et félicita les troupes sur leur intrépi-

dité : il fut reçu avec acclamation ; mais on perdit du temps, et l'ennemi ne fut point inquiété. Si on avait porté de suite les corps des généraux Beurnonville et d'Harville sur Berthemont, puis sur le mont Parisel, les Autrichiens eussent difficilement opéré leur retraite, puisque l'on eût pu couper la chaussée de Bruxelles.

Au centre, à l'attaque de Jemmapes, le général Egalité se distingua et rendit des services importants. Il rallia les troupes que l'artillerie avait fait plier et les conduisit aux retranchements qui furent enlevés. Le 1er de hussards (Berchini) se couvrit de gloire ; il tourna la redoute de gauche, malgré un feu très vif d'artillerie, entra dedans par la gorge et sabra ce qui s'y trouvait (1). Toutes les troupes, et particulièrement les bataillons de la Vendée et des Deux-Sèvres, montrèrent le sang-froid et le courage de vieilles bandes les mieux aguerries.

Baptiste, le valet-de-chambre de Dumouriez, se conduisit avec une grande intrépidité ; il fut fait officier.

(1) Ce fut le général Belliard, alors simple officiet d'état-major, qui donna l'idée de cette nouvelle manière d'enlever les redoutes.

On aurait pu éviter la perte de beaucoup de braves en agissant par la droite sur Cuesmes, ce qui faisait tomber les positions de Careignon et de Jemmapes, en tournant la gauche des Autrichiens par le mont Berthemont, occupé très faiblement ou coupant la route de Bruxelles par le mont Parisel; enfin, on obtenait le même résultat si l'armée du Nord, poussant vigoureusement les troupes de Tournai, bien inférieures en nombre, était arrivée par Ath sur les derrières de Mons; mais le général Labourdonnais, après avoir pris Commines et Varneton, s'arrêta jusqu'au 6 novembre. Ce jour-là il se porta sur Hertain, et ce ne fut que le 8, sur l'avis qu'il eut de la défaite des Autrichiens et de l'évacuation de Tournai, qu'il marcha sur cette ville et l'occupa.

Notre armée bivouaqua sur les hauteurs de Cuesmes, et l'avant-garde prit position en avant du village sur la route de Mons. On fit occuper le mont Berthemont, et le général d'Harville eut ordre de se porter sur le mont Parisel et Nimi; mais ses troupes, de nouvelles levées, étaient difficiles à manier: sa marche fut lente, il ne put arriver que le lendemain matin à la position qu'il devait occuper.

Dans la nuit, l'ennemi évacua Mons et se retira sur Bruxelles.

Le 7, au matin, une députation de Mons vint chez le général Beurnonville; il l'envoya au général Dumouriez. A dix heures, le général Beurnonville fit son entrée dans la ville à la tête du 1er hussards; le général Dumouriez y vint plus tard. Ce fut à Mons que le général Beurnonville reçut l'ordre d'aller prendre le commandement de l'armée de la Moselle. Il partit le soir même pour sa nouvelle destination; le général Dampierre le remplaça, et je restai avec lui, faisant fonctions de chef d'état-major.

Notre cavalerie fut envoyée sur la route de Ath, et celle du général d'Harville sur la route de Bruxelles pour harceler l'ennemi. Le même jour, la communication fut établie avec le général Valence, qui, de Givet où il était arrivé le 6, se portait sur Charleroi; il forma avec son corps l'aile droite de l'armée.

Le 8, le général Dampierre fut dirigé sur Ath; nous couchâmes à Lins le 9. Je fus envoyé à Ath en reconnaissance, et pour sommer la ville; elle était évacuée; la municipalité m'offrit les clés, que

je lui laissai en lui recommandant de préparer des vivres. Le général Dampierre arriva le soir avec son corps; on trouva dans la ville quelques magasins de vivres et d'effets militaires. Le corps du général Berneron vint aussi camper le même jour à Ath. On se mit en communication avec le général Labourdonnais, campé à Leuze. L'armée se porta en avant, et le général d'Harville occupa Castiau.

Le 10, nous marchâmes sur Enghien par la route de Tournai ; et le général Berneron sur Lessines ; l'armée campa en arrière de Bellecroix ; le général d'Harville occupa Soignies ; le général Labourdonnais se dirigea sur Gand par Grammont.

Le 11, le général Dampierre se porta sur Hall ; le général Berneron vint à Hermès, l'armée à Enghien, et le général d'Harville à Braine-le-Comte.

Le 12, on resta en position ; il y eut quelques escarmouches ; le général Valence qui, le 10, avait pris Charleroi, arriva à Nivelles.

Le 13, l'ennemi fut rencontré à la barrière à hauteur de Vagenvier ; il occupait aussi Saint-Peterleuw. Le général Dampierre l'attaqua dans cette dernière position, et le général d'Harville sur la chaussée. Les Autrichiens furent partout culbutés ;

on les poussa jusqu'à Auderlek, qui fut enlevé malgré leur résistance opiniâtre et quoiqu'ils fussent soutenus par un corps que le prince de Saxe-Teschen avait envoyé à leur secours. Ils se retirèrent sur les hauteurs de Kottepael, derrière Bruxelles, sur la route de Louvain, où leur armée était campée. Nous prîmes position à Auderlek ; on poussa des partis jusqu'aux portes de Bruxelles ainsi que sur les routes d'Alost et de Vavres. L'armée et le corps du général d'Harville vinrent camper le même jour à Hall.

Le 14, nous occupâmes Bruxelles, que l'ennemi avait abandonné, se retirant sur Louvain. Le général Berneron fut envoyé sur cette route, le général Stingel sur Vilvorde, et le général Dampierre à Laken, où il établit son quartier-général dans le superbe palais de l'archiduchesse Marie-Christine, gouvernante des Pays-Bas.

Le 15, le général Dampierre reçut l'ordre de se porter sur Londersel et Tissel, de faire éclairer le canal de Bruxelles à Bonn, ainsi que le Rupel, jusqu'à son embouchure dans l'Escaut, près Rupelmonde. Le général Stingel se porta à Senaps et le général Berneron sur Cortemberg.

Le 16, le général Dampierre passa le canal à Tissel et se porta sur Malines, par Hombek, pour s'emparer de la place de concert avec le général Stingel. Ce général était devant la ville lorsque nous arrivâmes. Nous prîmes Raug à sa gauche, et le général Dampierre fit établir une batterie d'obusiers très près la place du Moulin, près de la route de Bruxelles. Cette batterie et l'arrivée de notre corps produisirent un effet tel, que le gouverneur demanda à capituler, et dans le jour la place se rendit. Le soir, nous occupâmes toute la partie de la ville sur la rive gauche de la Dyle; l'ennemi occupa l'autre jusqu'au lendemain matin. La garnison, avec armes et bagages, se retira sur Maëstrich par Arschot et Diest. Nous séjournâmes le 17 à Malines.

Le général Miranda alla prendre le commandement de l'armée du Nord, qui, de Gand, s'était portée sur Anvers et faisait le siége de la citadelle, en remplacement du général Labourdonnais.

Le 18, le général Dampierre se porta sur Westmalle, par Rymenam, lieux célèbres, le premier, par le combat de 1576, et le second, par la bataille qui s'y livra deux ans après. Nous arrivâmes à

Westmalle, l'ennemi venait de l'évacuer ; le général envoya un parti sur Arschot, et l'autre sur Louvain. Nous formions la gauche de l'armée, qui quitta Bruxelles le 19, campa le même jour à Cartemberg, et le 20 sur les hauteurs de Pellemberg, en avant de Louvain, où le général Stingel rejoignit Dumouriez. Il reprit l'avant-garde, et alla occuper Bautersen. Le général d'Harville se porta sur la droite, à Bierbek.

L'armée ennemie avait pris position en arrière de Tirlemont, derrière la grande Gette.

Le même jour, 20, notre corps alla à Meeusel, d'où l'on poussa des reconnaissances sur Diest.

Le 21, nous marchâmes sur Oplinter, par Claobeck ; l'armée campa à Lovenjoul, et le général d'Harville fut envoyé sur Hougaerde, par Houkem.

Le 22, les Autrichiens avaient évacué Tirlemont et se retiraient sur Liége. On occupa la ville avec l'avant-garde, et l'armée campa à Cumthil, où elle resta jusqu'au 25. Le général Dampierre fut placé à Oriente, belle abbaye de religieuses, où il établit son quartier-général.

Le général Valence partit le 13, de Nivelles, pour se porter sur Namur ; le 17, il était à Mazi,

où il eut un engagement assez vif avec une partie du corps du général Clairfait, qu'il repoussa; et, le 18, il prit position devant Namur, qui capitula le 20. Il restait à prendre la citadelle ; le général Valence fit toutes les dispositions nécessaires.

Le 22, le général d'Harville fut envoyé au général Valence pour le renforcer, et on ne sait pourquoi, car l'armée des Ardennes était plus que suffisante.

Le 25, l'armée campa à Halle et fit occuper Saint-Tron, que l'ennemi avait abandonné.

Le général Dampierre se rendit à Nonne-Milen.

Le 26, nous marchâmes sur Tongres, et l'armée prit position à Arcy.

Le 27, le général Dampierre se dirigea sur Liége, par Hemman, et l'armée prit la même direction, mais par la chaussée de Saint-Tron.

L'armée ennemie était en position sur les hauteurs en avant de la ville. L'attaque commença par l'avant-garde. A dix heures, nous nous réunîmes à elle. Le général Dampierre exécuta plusieurs charges brillantes de cavalerie, dans lesquelles il fit éprouver beaucoup de pertes aux Autrichiens. Pendant ce temps, l'armée arrivait; elle fut formée sur

la droite de la route : on se battit toute la journée ; l'ennemi fit bonne contenance, mais il profita de la nuit pour passer la Meuse et prendre position sur les hauteurs de la Chartreuse. Le 28, on prit possession de Liége, où s'établit le quartier-général. On reçut l'avis de la prise de la citadelle d'Anvers.

Le 29, dans la nuit, les Autrichiens quittèrent la Chartreuse, pour se retirer sur Herve et Aix-la-Chapelle. Le général Stingel eut ordre de suivre l'ennemi par la grande route, tandis que d'autres colonnes marchaient sur Theux, Verviers et Enpeu, pour tourner sa gauche. Le général Dumouriez resta à Liége avec l'armée, au lieu de se porter en avant avec tous ses moyens.... Le mouvement de notre droite força l'ennemi à quitter Herve, qui fut abandonné le 2 décembre, et ensuite Aix-la-Chapelle, où nos troupes entrèrent le 8. Les Autrichiens continuèrent leur retraite sur Cologne. Le généra Stingel, qui les suivait, eut un engagement assez vif avec leur arrière-garde au village de ... Là, il s'arrêta. L'ennemi, qui ne se sentait plus suivi, s'arrêta derrière l'Erffe et y établit sa ligne, au lieu de prendre celle du Rhin, ainsi qu'il en avait le

projet. Notre armée, forte de soixante-quinze mille hommes, prit ses cantonnements. Le général Stingel s'étendit sur la Roër; le général Dampierre fut envoyé à Aix-la-Chapelle pour commander le pays et appuyer, avec son corps, le général Stingel ; le général Valence, qui, le 1^er^ du mois, avait pris la citadelle de Namur, occupa Verviers, Spa, Stawlo, Malmedy, Limbourg, Huy et Saint-Tron ; le général d'Harville eut Namur et Givet ; l'armée principale fut établie à Liége, en avant et sur les bords de la Meuse ; l'armée du Nord, aux ordres du général Miranda, qui, après la prise de la citadelle d'Anvers, avait continué sa marche sur Ruremonde, où elle entra le 11, plaça sa gauche à la ville et sa droite à Tongres ; le général Miazinski fut établi à Vizé et s'étendit juqu'auprès de Maëstricht. De ce moment, je quittai le général Dampierre, et fus attaché au grand quartier-général.

Après la prise de Mons, on aurait dû profiter des avantages de la victoire et poursuivre l'ennemi à outrance ; on lui donna le temps de se retirer et de se remettre de l'épouvante dont il avait été frappé à Jemmapes; à Bruxelles, on perdit un temps précieux dans cette capitale que le général en chef voulut



BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE COLLECTION DU BARON LARREY DON DE Mlle DODU

organiser à sa manière; on en perdit encore en passant quatre jours au camp de Comptich. On ne sait pourquoi le général d'Harville fut envoyé à Namur, où il était inutile, au lieu de le conserver et de marcher avec toutes nos forces pour obliger l'ennemi à recevoir encore une bataille, dont les résultats devaient toujours être heureux pour nous; au contraire, on laissa les Autrichiens se retirer paisiblement jusqu'à Liége, où ils auraient encore pu éviter le combat, ayant eu tout le temps possible pour passer la Meuse. Ce fut de leur part une grande faute et qui pouvait entraîner leur destruction, si notre attaque eût été bien dirigée, et si, au lieu de faire des efforts sur la droite, où l'on ne pouvait pas opérer, on eût réuni une grande partie de nos moyens sur la gauche pour enfoncer et tourner la droite ennemie : on pouvait, par Raucourt, Votem et Giernaumont, arriver sur Coron (Meuse), puis à Saint-Léonard ou à l'esplanade, où ils avaient des ponts; enfin dans la ville, qui était sans moyens de défense. Avec de pareilles dispositions on obtenait un succès complet, puisqu'il ne restait plus à l'ennemi qu'un pont qu'il avait jeté au-dessus de Liége vers Saint-Gilles, et où la

droite de notre armée aurait pu le forcer. Le général Valence, qui avait pris Namur le 20, aurait pu, de son côté, opérer sur Liége, après avoir laissé des troupes pour bloquer la citadelle, qu'on eût assiégée plus tard. On ne fit rien de ce qui pouvait nous assurer une victoire complète : on n'envoya même pas couper la route de Maëstricht où l'ennemi dirigea des canons, des munitions et des bagages. Après la prise de Liége, on aurait dû continuer de marcher avec toutes nos forces, et jeter les Impériaux de l'autre côté du Rhin, où ils avaient l'intention de se retirer. Déjà leur grosse artillerie avait passé ce fleuve à Cologne. Notre armée eût pris ses quartiers entre la Meuse et le Rhin, qui formait sa ligne : elle pouvait s'y refaire de ses fatigues, travailler à son instruction et à ses réparations, sans craindre d'être à chaque instant attaquée, comme elle le fut par la suite, n'ayant pour barrière que la Roër, guéable presque partout au-dessus et au-dessous de Juillers. Il eût été également facile de s'emparer de Juillers et de Cologne, places importantes, et surtout de Juillers qui aurait servi de point d'appui. On prétend que la mésintelligence qui régnait entre le ministre de la guerre et Du-

mouriez fut cause qu'on s'arrêta sur la Meuse, et qu'on en donna pour raison le dénûment absolu de fourrage, de souliers et d'habillement, dans lequel le ministre laissait l'armée. Ce qui paraît plus probable, c'est que le général Dumouriez avait d'autres vues et ne voulait pas trop s'éloigner du but de ses opérations. L'intérêt particulier l'emporta sur l'intérêt général.

Lorsque l'armée fut établie dans ses quartiers, le général Dumouriez, à la fin de décembre, laissa le commandement au général Miranda et partit pour Paris.

L'armée resta dans ses cantonnements. On s'occupa de la mettre en état de recommencer la campagne au printemps. L'armement fut réparé, des demandes pour l'habillement et l'équipement furent faites à Paris. On passa des marchés pour les transports et les remontes. Si le pays eût été bien administré, il offrait plus de ressources qu'il n'en fallait pour satisfaire aux besoins; mais des agents éhontés, venus de Paris, vendaient tout ce qui était destiné pour l'armée. A Bruxelles, on osa requérir, pour faire de la charpie, du fil de dentelle qui ne parut jamais dans les hôpitaux. Ces vampires

s'engraissaient aux dépens du malheureux soldat, qui manquait de tout. L'ordre n'était plus nulle part.

Le général Thouvenot fut chargé de lever des légions belges. La ligne de la Roër fut un peu fortifiée; mais on n'y donna pas tous les soins qu'elle exigeait, et plus tard on eut lieu de s'en repentir.

Le général Miranda avait reçu l'ordre de faire lever le siége de Maëstricht; le 6 février, la place fut investie. La tranchée fut ouverte quelques jours après; mais les moyens étaient si faibles, qu'on ne put déployer toute la vigueur que nécessitait la réduction d'une place si forte et si importante pour l'armée française. Les pièces et la poudre manquaient; les boulets et les bombes se trouvèrent souvent n'être pas de calibre... La place se défendait avec opiniâtreté; les émigrés français qui s'y trouvaient faisaient eux-mêmes le service de l'artillerie, et pointaient fort juste. Ayant été plusieurs fois envoyé pour porter des ordres et pour juger des progrès du siége, j'ai vu couper en deux des hommes qui étaient montés sur la tranchée, et abattre des arbres de liberté que plantaient nos soldats. Cependant on fit beaucoup de mal : la ville

était encombrée de réfugiés, et manquant d'approvisionnements, la disette commençait à s'y faire sentir ; sûrement on s'en fût rendu maître, si on avait attaqué aussitôt notre établissement sur la Roër et sur la Meuse, ou même si on se fût mis en mesure d'empêcher les Autrichiens d'y porter du secours.

Un pont fut jeté à Vizé pour établir les communications entre les deux rives et avec Liége.

L'ennemi, entre le Rhin et l'Erffe, reçut de nombreux renforts; le général Cobourg vint remplacer le prince de Saxe-Teschen : tout annonçait qu'il voulait ouvrir la campagne et secourir Maëstricht. Ses préparatifs étaient connus ; mais, de notre côté, on restait dans l'inaction la plus absolue : aucunes dispositions ne furent prises; les troupes restèrent dans leurs quartiers ; à l'avant-garde même, les cantonnements ne furent point resserrés.

Le 1er mars, l'armée autrichienne se mit en mouvement; elle passa la Roër à différents gués que nous avions négligé de rendre impraticables. Nos cantonnements, éloignés les uns des autres, furent attaqués successivement par des forces supé-

rieures, coupés, pris ou chassés avec de grandes pertes. Tout ce qui put se réunir à Aldenoven, qu'on avait retranché, se défendit avec courage; mais, accablée par le nombre, cette poignée de braves dut se retirer sur Eschweiller, en avant d'Aix-la-Chapelle, où le général Dampierre s'était porté avec la majeure partie des troupes.

Le 2, les ennemis tournaient la position d'Eschweiller pendant qu'elle était attaquée de front. Il fallut l'abandonner et battre en retraite sur Aix-la-Chapelle, où le combat devint opiniâtre. Cependant le général Dampierre ne pouvait s'y maintenir, et il se retira sur Herve, où était le corps du général Lanoue. De là, les deux généraux réunis vinrent à Soumagne faire jonction avec le général Valence. L'ennemi alors fut arrêté et même repoussé; les Autrichiens envoyèrent un corps sur Maëstricht pour en faire lever le siége, et suivirent le général Dampierre qui se porta sur Liége où l'on passa la Meuse; on s'établit sur les hauteurs en arrière de la ville, route de Saint-Tron, où, le 4, toute l'armée fut réunie. Il y eut en plein champ un conseil de guerre des officiers-généraux. Les opinions furent partagées : les uns voulaient con-

server la ligne de la Meuse ; d'autres pensaient qu'on devait se retirer sur Louvain. Ce dernier avis prévalut, et l'on se décida à la retraite.

# LETTRES DU ROI DE NAPLES

## AU GÉNÉRAL BELLIARD,

### A MARIENWERDER.

—

Posen, le 26 mai 1812.

Mon cher général, je vous ai écrit par estafette de Berlin, le 18 au soir; nous voilà au 26, et je n'ai point de réponse, ce qui me fait penser que, très certainement, vous n'avez pas reçu ma lettre. Je vous adresse celle que je reçois à l'instant de M. le prince major-général. Je vous disais dans ma lettre, qu'après la faveur que m'avait accordée l'Empereur, de l'accompagner dans la campagne qui va avoir lieu, je regardais comme la plus grande celle de m'avoir accordé mon ancien chef d'état-major, un des hommes qu'après l'Empereur j'aime sans doute le plus. Je me flatte que notre réunion vous fera le même plaisir qu'à moi. Je vous apprenais aussi dans ma lettre que j'arrive ici comme un petit saint Jean, moins saint que lui, sans doute, mais,

pour le moins, aussi pauvre, je veux dire en équipages, qui, cependant, courent la poste sur la route de Naples. Pourtant, que la crainte de mourir de faim auprès de moi ne vous effraie pas; car le fameux Laguéparie nous arrive avec toute sa suite. Je vous priais de mettre à contribution ceux des généraux et officiers de cavalerie qui conservent encore quelque souvenir de leur ancien général, et de tâcher de leur débaucher quelques uns de leurs meilleurs chevaux. Je vous demandais un plan d'organisation d'état-major, et de me l'envoyer avec les propositions des personnes que vous m'indiqueriez pour le former. Je vous réitère ici, à la hâte, mon cher général, toutes ces demandes; j'ajouterai dans celle-ci qu'il faut que vous m'achetiez, n'importe à quel prix, cinq ou six bons chevaux à mon rang, et vous savez bien comment il me les faut. Des chevaux de fourgons me sont également indispensables; ne serait-il pas possible de m'en procurer au dépôt de Marienwerder, au prix de réquisition? Enfin, mon cher général, je compte sur vous, sur votre cuisine et surtout sur votre ancienne amitié pour moi. Je vous fais porter ma lettre par un de mes aides-de-camp, pour qu'elle n'ait

pas le sort de la première. Répondez-moi de suite, je fais partir pour Thorn le peu de chevaux que j'ai pu acheter.

Adieu, mon cher Belliard, j'espère bientôt t'embrasser, et ce sera de bon cœur.

JOACHIM NAPOLÉON.

---

29 mai 1812.

Mon cher comte, je reçois par votre aide-de-camp les deux lettres que vous lui avez confiées. Je n'en ai point encore reçu d'autre, et cependant vous me dites m'avoir écrit ; de sorte que je suis encore dans l'incertitude si les dispositions de l'Empereur qui me rapprochent de l'homme que j'aime le plus au monde vous auront été agréables. J'avoue que je serais au désespoir de ne pas faire la campagne avec vous. On ne renonce pas facilement aux douces habitudes qu'on s'est formées, encore moins à ses désirs ; et, en venant guerroyer de nouveau, j'avais compté pour beaucoup le plaisir de nous retrouver ensemble sur le même champ de

bataille. Le comte Belliard doit être toujours le même pour moi, parce que j'ai senti toujours le même cœur pour lui.

Je viens maintenant vous remercier de tous les soins que vous vous êtes donnés pour me procurer des chevaux. Avec ceux que j'ai déjà achetés et ceux que vous comptez avoir dans quatre ou cinq jours, je serai passablement monté pour commencer. Je désire que vous preniez le cheval du colonel Oudenarde ; ne prenez pas celui du général Corbineau, s'il n'est extrêmement beau, à moins que vous ne l'ayez déjà fait. L'Empereur m'a autorisé à faire prendre trente chevaux de trait dans le dépôt d'Elbing, au prix fixé pour la réquisition. Ordonnez à mon aide-de-camp Berthemy de s'y rendre, et de choisir dans tout ce dépôt ce qu'il y aura de mieux. Il faudrait qu'il en désignât au moins six pour monter des palfreniers; six autres pour ma suite, tels que le médecin, les écuyers, etc. Les autres dix-huit seront pour le trait. Il faudrait qu'il se procurât deux ou trois paires de harnais à 4 et à 6, et un ou deux chars-à-bancs en osier, couverts sur le derrière, de manière à pouvoir passer partout et lestement. Je ne voudrais pas me cou-

cher sans souper, comme cela m'est souvent arrivé dans la dernière campagne.

J'écris à M. le duc de Reggio pour le remercier du cheval qu'il m'a cédé, et au comte Rapp pour les soins qu'il s'est donnés.

Je remets à votre aide-de-camp vingt-cinq mille francs pour les frais que vous aurez encore à faire : ayez la bonté de faire les avances pour le surplus, si cela est nécessaire; vous serez remboursé très promptement, car j'espère ne pas rester encore longtemps à Posen.

Je vais demander au prince major-général les différents officiers et administrateurs que vous me désignez dans votre lettre. Sur ce, je prie Dieu, mon cher comte, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

JOACHIM NAPOLÉON.

---

## ÉVENEMENTS DE MOSCOU.

Velino, 23 septembre 1812.

Je reçois votre lettre, mon cher Belliard ; je suis

véritablement heureux de l'espoir que vous me donnez d'une prompte guérison et d'un prompt et durable rapprochement : de la patience, et tout ira bien. L'ennemi est décidément à cinq ou six marches de moi; aussi, si l'Empereur n'ordonne pas que je le poursuive, je demande à rentrer à Moscou. Adieu, mon cher Belliard, tout à toi.

JOACHIM NAPOLÉON.

---

Velino, 23 septembre.

Mon cher Belliard, je reçois votre lettre, je réponds à l'Empereur; tout porte à croire que l'ennemi a pris la route de Toula. Au reste, il est bien difficile d'obtenir des renseignements réels. Si l'Empereur accueille la proposition que je lui fais de former une forte avant-garde, et de me faire avancer à l'ennemi, je vous prie de m'envoyer mes équipages, et je vous conseille de vous guérir à Moscou. Ce conseil est pénible à donner par celui qui éprouve une peine bien vive de notre séparation et de vos douleurs, mais il faut se résigner, je suis

si accoutumé aux grands sacrifices !.... Ouvre la lettre qui me serait envoyée, afin de pouvoir donner des ordres à mes équipages. Adieu, mon cher Belliard, crois à mes regrets de notre séparation et à mon tendre attachement. Guéris bien vite.

JOACHIM NAPOLÉON.

*P. S.* Dis à mon aide-de-camp qu'il n'oublie pas mon beau traîneau.

---

Podol, 25 septembre 1812.

Mon cher Belliard, je suis contrarié et grandement; on m'écrit de me diriger sur Podol, de remettre l'avant-garde sur les traces de l'ennemi; j'exécute ce mouvement, et on me dit d'attendre de nouveaux ordres à Velino. Serait-ce une nouvelle affaire de Drissa ou Belmonte? je suis tenté de le croire. Si l'ennemi a dérobé ses mouvements, je ne saurais en être responsable, toutes les fois qu'on m'aura fait prendre position; je le suis quand je puis le poursuivre.

J'espère que mes équipages ne sont pas partis;

s'ils ont pris la route de Velino, ils sont pris. Ménage ta santé et guéris bien vite. Jamais je ne fus plus dégoûté; je suis fatigué de courir de grange en grange et de mourir de faim. Tout à toi.

JOACHIM NAPOLÉON.

---

Viskovo, le 10 octobre 1812.

Mon cher Belliard, ma position est affreuse; toute l'armée ennemie est devant moi. Les troupes de l'avant-garde sont réduites à rien; elles souffrent de la faim, et il n'est plus possible d'aller fourrager sans courir presque la certitude d'être pris. Il n'y a pas de jours que je ne perde de cette manière deux cents hommes. Comment cela finira-t-il? J'ai peur de dire la vérité à l'Empereur; je lui ferais de la peine. N'y aura-t-il pas là des personnes, toutes officieuses, pour empoisonner mes rapports? Ma foi tant pis! L'avenir ne prouvera que trop que j'avais raison : dis-en quelque chose au prince de Neufchâtel. Que ne puis-je voir l'Empereur! Comment va ta blessure? Guéris-la bien vite, et reviens

me trouver. Pourquoi n'as-tu pas envoyé Carata ? Que fait-il? Ma santé n'est pas du tout bonne, et je suis certain de faire une maladie aux premières pluies; mais que la volonté de Dieu soit faite!

L'Empereur ne veut donc rien faire pour l'avant-garde ? on s'en plaint hautement, et cela n'ajoute pas peu au désagrément de ma position ; enfin, patience, au bout du fossé la culbute. Envoie-nous de la farine, ou nous allons mourir de faim. Donne-moi des nouvelles, je ne sais plus rien ; et tu sauras que l'Empereur vient de nouveau d'empêcher de parlementer, et c'est ce qui gêne davantage, car j'étais sûr qu'on ne m'attaquerait pas sans être prévenu : cela facilitait nos fourrages. Je suis malheureux, adieu ! Quand l'Empereur prendra-t-il un parti? Que deviendra son armée cet hiver? Adieu, croyez toujours à mon amitié.

JOACHIM NAPOLÉON.

---

Rozetewo, 14 octobre 1812.

Monsieur le comte, je vous adresse une nouvelle

lettre pour le prince major-général, concernant les récompenses que j'avais sollicitées pour les officiers de ma maison et pour ceux de l'état-major général de la cavalerie; mais cet état avait été dressé par vous, et par vous il a dû être envoyé à son Altesse. Empressez-vous donc d'en dresser un second, et de le lui faire parvenir avec la lettre ci-jointe. Guérissez bien vite, et bien vite venez me rejoindre. L'Empereur a accordé beaucoup de faveurs pour les officiers des corps, mais n'a rien fait encore pour les grades supérieurs. Sur ce, Monsieur le comte, etc.

JOACHIM NAPOLÉON.

Que le diable emporte Faissol, qui t'a redonné la fièvre!

——

Rozetewo, octobre 1812.

Mon cher Belliard, je t'ai fait donner des nouvelles et je t'en ai donné tant que j'ai pu. Je me porte bien, mais je ne suis pas sans inquiétude, non plus pour moi; mais l'approche de l'hiver est

effrayant, nous manquons de tout. Enfin, j'espère qu'on pourra s'entendre, Dieu le veuille!... Guéris bien vite, et bien vite reviens me rejoindre. Les Russes sont charmants pour moi. Tout à toi.

JOACHIM NAPOLÉON.

---

## LETTRE DU PRINCE DE NEUFCHATEL.

Moscou, le 8 octobre 1812.

Monsieur le général, je reçois votre lettre; l'Empereur veut être à Moscou, de manière à pouvoir manœuvrer sur l'ennemi quand bon lui semblera, et partir de cette ville comme on part d'un cantonnement de guerre, n'occupant que la petite enceinte du Kremlin. Pour cela, il faut que l'armée n'ait à sa suite aucun embarras ni aucun officier blessé, puisque l'armée partant, il ne doit pas rester un Français dans les maisons de la ville hors du Kremlin. Ainsi les officiers blessés, et qui sont dans un état assez grave pour ne pas pouvoir suivre

l'armée, doivent partir pour Vilna ou Smolensk. Ceux qui, après quelques mois de repos à Vilna, se trouveraient en état de rentrer en campagne, reviendront au quartier-général impérial. Ceux qui, par la nature de leurs blessures, ne sont pas jugés en état de faire la campagne prochaine, seront autorisés à retourner en France. Cette disposition ne regarde que les généraux, colonels et chefs de bataillon.

Mandez-moi si vous êtes dans le cas de rester à l'armée ou de vous rendre à Vilna. On doit partir demain ou après. Amitiés.

ALEXANDRE BERTHIER.

---

RÉPONSE.

Prince, je ne veux point quitter l'armée. Quoique blessé, je puis rendre quelques services. Je demande l'autorisation de rester encore quelques jours à Moscou; si cela n'était pas possible, je demande à l'Empereur la permission d'aller à l'avant-garde joindre le Roi.

J'ai l'honneur d'être, etc.

AUGUSTE BELLIARD.

Le général Belliard resta à Moscou, suivit l'armée dans sa funeste retraite, et quand, après la Bérésina, ses chevaux furent tous morts et mangés, il fut porté à dos pendant plusieurs jours de marche, alternativement par son aide-de-camp, le colonel Robert, mort en 1817, à l'âge de 32 ans, de chagrin de n'avoir pu épouser la femme qu'il adorait, et son intendant, Pierre Aumann, fils de sa nourrice.

---

Kœnisberg, 26 décembre 1812.

Monsieur le comte, je viens de recevoir vos différentes lettres. Je vais répondre aux plus pressées. Je n'ai plus de difficultés à opposer au plan du général Bourcier, du moment que vous m'annoncez qu'il n'y a point de dépôt fixe pour les remontes par arme, et je n'avais fait de modifications aux deux projets présentés par le général, que sur l'avis qu'il donnait, qu'il devait tirer de Varsovie 6,000 chevaux de troupes légères et 600 de dragons; ainsi je donne mon entier assentiment au projet par corps de réserve de cavalerie. Reste cependant à faire connaître où se réorganisera la

cavalerie légère attachée aux différents corps d'armée. Je laisse encore le général Bourcier maître d'assigner les lieux de dépôts ; je pense cependant qu'on devrait les fixer dans les dépôts des autres corps de cavalerie.

Je donne l'ordre à M. Lechat de vous compter l'argent dont vous aurez besoin. Je vous répondrai demain aux autres lettres. Faites en sorte de savoir ce qui se passe du côté de Rastenbourg, Heilsberg, Gustadt et Villemberg ; je n'en ai point de nouvelles.

Tout le monde demande à quitter l'armée : je suis, en vérité, indigné de cet état de démoralisation générale. Si cet état de choses continue, on ne peut prévoir où le mal s'arrêtera. Parlez aux officiers-généraux de cavalerie ; parlez-leur de leur gloire ; rappelez-leur les journées de Vertengen, de Prentzlaw, de Lubeck, d'Eylau et de la Moskowa. La cavalerie pourrait-elle plus long temps fuir devant de misérables Cosaques qu'elle a menés tambour battant pendant près de 300 lieues! Faites-lui un ordre du jour dans ce sens.

Sur ce, monsieur le comte, etc.

JOACHIM NAPOLÉON.

Kœnisberg, 29 décembre 1812.

Monsieur le comte, je vous annonce avec plaisir la jonction du 10e corps sur le point de Tilsitt. Son avant-garde eut un engagement avant-hier, dans lequel elle enleva deux bataillons et deux pièces de canon à l'ennemi. J'ai la certitude aujourd'hui que l'ennemi n'a jeté, jusqu'à ce moment, que quelques partis de Cosaques sur la rive gauche du Niémen, et que ses armées sont bien loin: ce qui me confirme de plus en plus dans l'opinion où j'étais que les armées russes étaient hors d'état de faire une campagne d'hiver. Répandez cette bonne nouvelle et guérissez-vous bien vite.

Sur ce, je prie Dieu, monsieur le comte, etc.

Ecrivez de ma part cette nouvelle au gouverneur de Dantzig. J'espère te voir bientôt.

JOACHIM NAPOLÉON.

———

Naples, 3 mars 1813.

Monsieur le comte Belliard, j'ai reçu toutes les

lettres que vous m'avez adressées. Vous connaissez assez mes sentiments pour être persuadé du plaisir qu'elles ont dû me faire. J'ai beaucoup souffert depuis que je vous ai quitté; mais du repos au sein de ma famille et le beau ciel de Naples m'ont entièrement rétabli. Je désirerais bien que vous pussiez venir jouir vous-même de cette douce température; les eaux d'Ischia vous seraient très-salutaires, et je suis assuré qu'elles vous délivreraient bientôt de tout ressentiment de votre honorable blessure. Vous aurez lu, sans doute avec peine, un article du *Moniteur* de France, où il a été question de mon départ. Témoin de ma conduite à la tête des armées françaises, depuis plus de douze années et surtout dans cette dernière campagne; connaissant mieux que personne mon dévouement absolu pour l'Empereur, dont le bonheur et la gloire ont toujours été l'unique objet de mes pensées et de mes actions, vous aurez partagé les chagrins qu'un tel article a dû me causer; mais quoi qu'il en puisse être, mon désir est encore et sera toujours de donner à l'Empereur des preuves nouvelles d'un attachement dont son cœur est convaincu, lors même qu'il a voulu paraître en douter

un instant, et ma plus grande satisfaction serait de vous revoir encore près de moi au champ de l'honneur que vous connaissez si bien. Je vous renouvelle avec plaisir l'assurance de mon vieil attachement.

Sur ce, monsieur le comte, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

JOACHIM NAPOLÉON.

---

## LETTRE DE LA REINE DE NAPLES.

Palerme, 20 octobre.

Monsieur le comte, j'ai reçu votre lettre du 5 août, à laquelle je n'ai pas compris grand'chose; mais il me suffit d'y trouver un témoignage de votre attachement pour le roi, pour que je vous en sache gré. Je n'oublie pas que vous êtes le compagnon d'armes et de gloire du roi. J'ai vu avec plaisir, et dans les journaux et dans la correspondance du roi, combien il avait à se louer de vous, et j'espère qu'à son retour il vous réserve près de sa personne des occupations qui vous seront agréables, et vous feront oublier les fatigues d'une

campagne pénible. Ce sera pour moi une fête de voir à côté du roi celui qui a partagé ses travaux, et je n'oublie rien pour lui prouver le cas que j'en fais. Mais je vous avoue que je n'entends pas du tout ce que vous voulez dire par les flatteurs et les ambitieux, qui cherchent à tromper et à entraîner dans des changements, des nouveautés; du tout, c'est que je n'ai fait aucune nouveauté, et n'ai consulté personne, ne voulant faire que ce qui pouvait plaire au roi et maintenir son royaume tranquille en son absence, comme effectivement j'ai réussi. Si je me suis trompée sur les moyens de parvenir au mieux, ce n'a pas été mon intention, mais bien ma faute, car je n'ai consulté personne pour ce que j'ai fait. Ne cherchant à faire que ce que je croyais le mieux, j'ai pu me tromper, mais je ne l'ai été par qui que ce soit, croyez-le bien. J'espère que bientôt vous serez à Moscou, et que votre retour alors ne sera pas longtemps différé; en attendant, je vous recommande d'avoir bien soin du roi: empêchez, autant qu'il vous sera possible, qu'il s'expose aux dangers, et surtout parlez-lui souvent de moi, de ses enfants et de mon sincère attachement.

Croyez aussi, monsieur le comte, au constant intérêt que je vous ai voué, et qui est encore augmenté par les soins que vous donnez au roi, soins dont il se loue beaucoup, et dont j'aurai bien du plaisir à vous témoigner ma reconnaissance.

CAROLINE.

# SOUVENIRS DE DRESDE.

---

## CONVERSATION AVEC L'EMPEREUR

### AU SUJET DU TRAITÉ DE PAIX.

——

Le roi de Naples et le grand-écuyer, le duc de Vicence, eurent avec l'Empereur une longue conférence, pendant laquelle ils le conjurèrent de faire la paix et se mirent à ses genoux pour l'y décider. Ayant épuisé tous les moyens sans pouvoir réussir, ils lui dirent en sortant : « Consultez le général Bel-

liard qui est en rapport avec toute l'armée, qui voit du monde de tous les rangs et qui arrive de France depuis peu de jours; votre Majesté verra ce qu'il vous dira». Un instant après, un valet de pied vint me chercher, et je me rendis chez l'Empereur. On m'introduisit dans son appartement; il était couché dans un petit lit de fer de campagne, les rideaux étaient presque fermés. On m'annonça à l'Empereur; aussitôt, m'adressant la parole: « Eh bien! M. Belliard, on dit que vous voyez beaucoup de monde et que vous savez beaucoup de choses de l'armée; qu'est-ce que l'on dit donc dans l'armée?—On dit, Sire, qu'on désire la paix, qu'on l'espère, qu'on soupire après, et on croit que votre Majesté va la signer, parce qu'on sait qu'on vous la propose honorable: autrement on n'en voudrait pas. — L'armée sait donc les conditions qu'on me propose? elle raisonne donc, l'armée?— L'armée n'a point vu les conditions, mais elle sait comme moi, par le bruit public, qu'on propose à votre Majesté l'Elbe pour limite de la Confédération du Rhin, le royaume de Westphalie à votre frère Jérôme, la Hollande rendue à votre frère Louis, moins les places sur la Meuse et sur l'Escaut, qui peu-

vent être nécessaires à la France ; la France du Rhin aux Alpes et aux Pyrénées, l'Italie tout entière sous votre domination, et vous maître de faire en Espagne tout ce qui pourra vous convenir. Je vous avoue qu'une pareille paix séduit tout le monde. L'armée ne raisonne pas, mais elle a un sentiment unanime qui lui fait désirer la paix ; elle en sent la nécessité pour le bonheur de son pays, elle craint les suites de la guerre. Votre Majesté a sauvé l'honneur des armes et s'est couverte de gloire par les choses extraordinaires qu'elle a faites avec sa brave armée dans les plaines de Lutzen et de Bautzen : les résultats pour l'armée sont la paix qu'elle désire, parce qu'elle est très-belle, même plus belle qu'on ne pouvait l'espérer ; elle est surtout très-honorable. Je dois dire aussi à votre Majesté, qu'en général, dans toutes les classes, l'armée n'en veut plus. — Comment, l'armée ne veut donc plus se battre ? — Je ne dis pas cela, mais bien que l'armée est fatiguée, qu'elle n'en veut plus parce qu'elle veut la paix, attendu qu'elle sait qu'on l'offre très-honorable, qu'elle voit l'honneur des armes sauvé, qu'elle ne voit plus de but pour guerroyer ; et je vous le répète, Sire, parce qu'en

général on a mauvaise opinion d'une autre campagne et qu'on en craint les suites — Mais les généraux et les maréchaux ne pensent pas comme cela ? — Tous indistinctement, Sire, ont la même manière de voir, la même façon de penser et les mêmes craintes.— Mais cependant je les traite bien tous, je les ai comblés de faveurs et de fortune; ils doivent m'être attachés et me bien servir. Que peuvent-ils désirer ? — Le repos, Sire, et de pouvoir jouir des bienfaits de votre Majesté, et jusqu'à présent vous ne leur en avez pas laissé le temps. L'attachement ne vient point des honneurs et de la fortune qu'on accorde et dont on ne laisse pas jouir, mais bien de la confiance, des soins et surtout de la reconnaissance des services qu'on peut nous rendre. — Ainsi, M. Belliard, selon vous, voilà l'opinion de l'armée; et vous aussi, vous voulez la paix ? — Oui, Sire, je la désire beaucoup, la paix, et je conjure Votre Majesté, je la supplie de la faire, si vraiment elle est aussi honorable et avantageuse pour la France. Si votre Majesté ne fait pas la paix, elle aura l'Autriche de plus à combattre: M. de Metternich l'a assuré, et elle peut mettre trois cent mille hommes sous les armes. Avez-vous

de quoi faire face à ce surcroît énorme d'ennemis? L'Autriche entraînera la défection de la Bavière, que vous ne pourrez pas soutenir, et qui, pour n'être pas envahie, se mettra dans la coalition. Si votre Majesté a quelques revers, tous les princes de la Confédération qui sont las du joug français, chercheront à le secouer aussitôt qu'ils en trouveront l'occasion, soyez-en bien persuadé. — Quand vous avez quitté la France, que disait-on? — La même chose qu'à l'armée; les désirs étaient les mêmes, et on espérait que votre Majesté, contente dess acrifices qu'on a faits n'en demanderait pas d'autres. — On en ferait encore, si j'en avais besoin. — Je ne le crois pas, Sire. — Vous croyez! Est-ce qu'on ne m'aime plus? L'opinion, quelle est-elle? Allons, parlez-moi franchement. — Votre Majesté le désire : eh bien! Sire, comme l'armée, la France est fatiguée; elle veut la paix. Tous les sacrifices qu'elle vient de faire, elle les a faits pour sauver l'honneur national et celui de ses armes, depuis vingt-cinq ans triomphantes, mais votre Majesté ne doit pas se les attribuer, et s'il vous arrivait malheur, ne comptez plus sur rien, ou du moins sur peu de ressources : l'opinion n'est pas pour vous

en général, Sire, et particulièrement dans une classe de la société qui a de l'influence en France, surtout depuis la levée des gardes d'honneur. On ne vous aime plus, Sire; si vous voulez la vérité tout entière, je dirai que peut-être on vous maudit. Eh bien, si vous faisiez la paix, une paix comme la France a le droit de l'attendre après les victoires signalées que vous venez de remporter, à votre rentrée en France vous seriez porté en triomphe, chacun voudrait vous voir et vous toucher; votre voiture serait dételée à Mayence et on vous traînerait jusqu'à Paris, tant l'enthousiasme serait grand. L'Empereur m'a écouté sans m'interrompre, et quand j'ai eu fini, il m'a dit pour toute réponse: — Allons, M. Belliard, allez dormir.

Je sortis de chez l'Empereur, me rendant auprès du roi de Naples, pour lui faire part de ce qui venait de se passer. Il me demanda bien vite ce qu'avait dit l'Empereur, et ce que j'avais répondu. Je lui racontai tout. — Ah! le vilain homme, s'écria-t-il, il va sacrifier l'armée, la France et vous faire tous périr! Nous avons été, Caulincourt, Berthier et moi, trois heures avec lui, à lui dire les choses les plus fortes; à lui démontrer l'impossibilité, l'inu-

tilité et les dangers de continuer la guerre. Nous lui avons représenté tous les avantages qu'il devait retirer d'une paix honorable, sans pouvoir l'émouvoir et rien obtenir. Maret était aussi là, et ne disait rien; il approuvait seulement toutes les réponses de l'Empereur. Nous l'avons laissé là. Sûrement, après notre départ, il aura détruit, par ses flatteries, toutes les impressions que nous avons pu faire sur l'Empereur; car tu ne te fais pas d'idée de tout ce que nous avons mis en œuvre pour l'amener aux désirs de toute l'armée et à son propre intérêt : prières, supplications, jusqu'à se mettre à ses genoux pour le gagner, tout a été employé; enfin, Caulincourt lui a dit des choses très fortes et même dures. Il a tout écouté avec un calme imperturbable, et nous n'avons rien obtenu. En sortant, nous lui avons dit de te consulter et sur la France et sur l'armée, et il paraît qu'il a voulu te voir avant que nous ayons pu te parler, puisqu'il t'a demandé de suite.

*La municipalité de la ville de Stuigard à monsieur le général de division Belliard, commandant en chef des réserves de cavalerie à Berlin.*

---

MONSIEUR,

Vous nous avez donné, par votre lettre de recommandation au maréchal de l'empire Soult, une nouvelle preuve de votre noble caractère et de vos bons sentiments envers cette ville. Nous sentons, à la vérité, la grandeur des obligations que nous vous devons; mais notre langue est trop pauvre pour que nous puissions vous exprimer toute notre gratitude. Agréez, monsieur le général, l'assurance de notre profond respect et dévouement, et croyez à notre probité allemande que votre souvenir sera toujours honoré et conservé au milieu de nous. Votre auguste Empereur estime certainement l'homme qui, doué de tous les talents d'un héros, ménage encore l'habitant tranquille et tâche d'al-

léger ses charges tant qu'il est possible ; et nous, nous honorerons toujours en vous le plus grand bienfaiteur de cette ville. C'est avec la plus parfaite, la plus intime considération que nous avons l'honneur de vous saluer.

Les membres de la municipalité de cette ville,

WULSDORFF, HELAR, GZOEPER,

SYDOW, WEGNEN, NEUMAN.

# LETTRES DE L'EMPEREUR

## AU ROI DE NAPLES,

DEPUIS LE 25 AOUT JUSQU'AU 13 OCTOBRE 1813.

## ALLEMAGNE.

Mon frère, je reçois votre lettre. J'arrive à Stolpen. Du moment que je me serai assuré de la bonne situation de Dresde et des mesures prises pour se mettre en état de défense, mon intention est de déboucher par Kœnigstein. Je déboucherai sur Hollendorf; je m'emparerai du camp de Pirna, et je ferai jeter un pont à Pirna. Une fois sur cette communication de la Bohême, j'agirai selon les circonstances, pour tâcher de profiter des fautes que pourrait faire l'ennemi. Cette opération ne peut se commencer demain; nous ne pouvons déboucher en forces qu'après-demain. Je pense donc que vous devrez rester à Dresde encore les journées d'aujourd'hui et de demain : d'ici là, j'aurai pris décidément un parti. Comme je n'aurai pas besoin

d'une si grande quantité de cavalerie, je ne serais pas éloigné d'envoyer le général Latour-Maubourg pour balayer la plaine.

Votre affectionné frère,

NAPOLÉON.

Stopfen, 25 août 1813, à sept heures et demie du matin.

Mon frère, aujourd'hui 29, à six heures du matin, le général Vandamme a attaqué le prince de Wurtemberg près de Hollendorf; il lui a fait quinze cents prisonniers et pris quatre pièces de canon, et il l'a mené tambour battant : c'étaient tous Russes. Le général Vandamme marchait sur Tœplitz avec tout son corps. Le général prince de Reuss, qui commandait une de nos brigades, a été tué. Je vous écris cela pour votre gouverne. Le général Vandamme écrit que l'épouvante est dans toute l'armée russe.

Votre affectionné frère,

NAPOLÉON.

A Dresde, ce 29 août 1812,
à sept heures et demie du matin.

Mon frère, j'ai reçu vos différentes lettres. Le duc de Tarente est aujourd'hui sur Gorlitz. S'il continue son mouvement rétrograde, il sera nécessaire que je marche pour rétablir les affaires; je ne dois pas les laisser dépasser Bautzen. Or, il ne serait pas impossible qu'il fût à Bautzen le 3; il faut donc que les cuirassiers du général Latour-Maubourg viennent à Freyberg; de manière que, si cela est nécessaire, ils soient à Dresde le 2 au soir, pour être prêts à passer l'Elbe le 3 au matin. Le malheur arrivé au premier corps est un malheur auquel on ne pouvait s'attendre. Le général Vandamme, qui paraît s'être tué, n'avait pas laissé une sentinelle sur la montagne, ni une réserve nulle part; il s'était engouffré dans un fond, sans s'éclairer en aucune façon. Cependant il m'arrive beaucoup de monde de son corps; presque tous les généraux sont arrivés, et il est aussi arrivé déjà quinze mille hommes; de sorte que je pense que ma perte ne sera que de quatre à cinq mille hommes.

Votre affectionné frère,

NAPOLÉON.

Dresde, ce 1er septembre 1813.

Mon frère, je reçois votre lettre : aussitôt que vous aurez placé le duc de Bellune, revenez à Dresde. Donnez ordre de faire partir à la pointe du jour la division Teste pour Dresde. La brigade Reuss se rend à Freyberg. La division Teste est nécessaire pour former le 1er corps, qui a déjà plus de quinze mille hommes de ralliés.

Votre affectionné frère,

NAPOLÉON.

Dresde, le 1er septembre 1813,
cinq heures de l'après-midi.

Mon frère, demain à midi il y aura bataille à Bautzen ; faites en sorte que le corps du général Latour-Maubourg y soit arrivé. Je devais en passer la revue; je ne la passerai pas. Faites partir tous vos bagages et vos chevaux avec les miens. Je pars ce soir à six heures.

Votre affectionné frère,

NAPOLÉON.

Dresde, le 3 septembre 1813.

Mon frère, l'affaire importante est le passage du convoi qui nous apporte quinze mille quintaux de farine. On me mande qu'il est parti de Torgau le 13, et je crois que le vent a été favorable ; ainsi il ne devrait pas être loin, et il doit avoir passé les points difficiles.

Votre affectionné frère,

NAPOLÉON.

Dresde, le 14 septembre 1813.

---

Mon frère, quinze ou vingt mille hommes ont débouché hier par Péterwald ; ce qui a obligé le comte de Lobau à prendre la position de Gieshübel ; mais comme l'ennemi n'a pas, en même temps, attaqué Borna, cela ne s'annonce point comme un mouvement d'armée. Il me tarde d'apprendre que le convoi de vivres est passé. Vous devez, vous et le duc de Raguse, faire tout pour faire arriver ce convoi. Cela fait, il faudra se tenir prêt à agir selon les circonstances, et revenir à Dresde, si cela est nécessaire. Vous aurez dans la journée des nouvelles positives de ce qui se sera passé. Je compte me rendre près de Pirna, pour être plus

rapproché de ce qui aura lieu de ce côté. J'espère que si, hier 14, vous n'avez pas eu de nouvelles du convoi, vous en aurez aujourd'hui 15. Si vous avez la nouvelle qu'il est passé, préparez-vous à faire un mouvement; mais ne vous pressez pas de le faire, jusqu'à ce que vous ayez les nouvelles de la journée.

Votre affectionné frère,

NAPOLÉON.

A Dresde, le 15 septembre 1813,
à deux heures du matin.

---

Mon frère, je reçois votre lettre du 18. Selon les renseignements que j'ai, le corps de Bulow serait à Schweinitz, entre Wittenberg et Interbroyk, et le corps suédois entre Coswig et Roslau. Votre jonction avec le prince de la Moskowa entre Hertzberg et Torgau, et votre projet de rejeter l'ennemi au-delà de l'Aster, ne trouveraient pas, je crois, grand obstacle. J'attends des nouvelles dans la journée. Il paraît que l'ennemi a poussé un assez fort parti de Pulsnitz sur Radeberg, et que le duc de Tarente en paraît inquiet. Un mouvement alors de Grosten sur

Konigsbruk et Karneutz favoriserait le mouvement du duc de Tarente, et nous mettrait en mesure de prendre la position de Bautzen. Je suis descendu hier dans la plaine de Bohême, près de Kulm, et j'ai obligé l'ennemi à démasquer son camp et ses forces. Il a présenté toute son armée en bataille sur plusieurs lignes, et s'attendait à être attaqué. J'ai fait alors reployer les colonnes. Cette nuit, le comte de Lobau et le maréchal Saint-Cyr ont repris leur ancienne position. Si je me résous à marcher demain sur Stolpen, Bischosswerda et Bautzen, votre mouvement sur Karneutz avec le corps du duc de Raguse et la portion de cavalerie que vous avez sous la main couperait beaucoup de partis et d'infanterie à l'ennemi. D'un autre côté, le général Lefebvre-Desnouettes a déjà nettoyénos communications de Leipsik. Il paraît que Thielman a abandonné Naumburg, et qu'il n'a que deux mille chevaux. On parle vaguement d'un mouvement des Suédois sur Dessau. Cela mérite confirmation. Tenez-vous prêt, ainsi que le duc de Raguse, au mouvement que vous avez proposé ou à celui sur Karneutz. Je vous enverrai des ordres ce soir. Il fait ici un temps horrible. Le prince de Neufchâtel est

malade; je ne sais pas si c'est sa goutte ou seulement un accès de fièvre.

Votre affectionné frère et beau-frère,

NAPOLÉON.

Pirna, le 19 septembre 1813,
à onze heures du matin.

---

## LE GÉNÉRAL FLAHAULT AU ROI DE NAPLES.

SIRE,

J'ai l'honneur d'adresser à votre Majesté une note que l'Empereur m'a dictée pour elle; la première partie est pour le duc de Bassano, mais doit aussi vous être communiquée.

Je suis avec un sincère attachement et un profond respect,

Sire,

De votre Majesté,

Le très humble et très obéissant serviteur,

GÉNÉRAL FLAHAULT.

Dresde, le 3 octobre 1813,
a quatre heures du matin.

L'Empereur a interrogé l'officier que M. le duc de Bassano avait envoyé à Freyberg; il n'a pas été satisfait de son rapport. Il paraît qu'il tient les nouvelles, qu'il donne de Marienberg, d'un mauvais sujet qu'il y a envoyé et qui n'y a pas été. Tous ses rapports sont mal faits; ces hommes gagnent mal l'argent qu'on leur donne. Ce rapport d'un ambassadeur de Suède qui a dîné avec un ambassadeur anglais, revient de toutes parts et ne signifie rien; il n'y a qu'un régiment de cavalerie à Walhorsdorf. Il faut que cet agent, que M. le duc de Bassano tient à Freyberg, envoie des hommes intelligents jusqu'aux défilés de la Bohême; qu'il les nomme dans ses rapports; qu'il les récompense bien; qu'il donne de l'argent pour des vérités, et des coups de bâton pour des mensonges; mais ces gens n'envoient personne et gardent l'argent pour eux. Cependant la présence de cet officier à Freyberg est bonne, en ce qu'il dit tout ce qu'il apprend. Il aurait dû interroger les prisonniers faits hier. Que le duc de Bassano l'envoie toujours et lui donne des instructions; il faut qu'il fasse connaître d'où il tire ses informations. L'Empereur veut qu'on pousse vivement

l'ennemi sur Chermitz ; par ce mouvement on peut entamer une division autrichienne. Selon toutes les probabilités, il n'y a à Chermitz que le reste de la division Mohr. Il faut être en garde contre les agents qui ne disent que des bêtises. Tout montre que l'ennemi veut inquiéter nos mouvements en lançant de tous côtés des troupes légères par le chemin de Chermitz, mais il n'est pas probable qu'il s'engage par cette route pour une opération sérieuse. On a trop l'habitude de la guerre en Autriche pour faire une pareille faute avec de mauvaises troupes qui ont déjà tant souffert. Il serait plus simple qu'il vînt sur Dresde, au lieu que, de Chermitz, s'il se portait sur Leipsik, il se laisserait acculer ; on ne peut pas supposer une opération aussi ridicule. Ce sont donc des partisans des troupes légères qu'on envoie sur Troikan et Leipsick. L'Empereur pense qu'un mouvement vigoureux sur Chermitz ne peut produire que du bien. Ce mouvement peut être soutenu par le général Lauriston ; il doit procurer beaucoup de renseignements exacts et faire revenir Platow au galop. Si, contre toutes les probabilités, l'ennemi était en force, on peut être certain que cette armée ne débouchera pas sur Leipsick, et

prendra position pour combattre; car il est tout-à-fait impossible qu'on laisse à l'Empereur 200,000 hommes sans les observer, et il est encore aussi impossible qu'on les observe, parce que le corps d'observations serait mangé. Il faut donc marcher sur Chemnitz, en ne s'arrêtant que lorsqu'on aura acquis la certitude qu'il y a des forces considérables, ce qui est impossible. Si l'ennemi voulait finir par une bataille, il viendrait droit prendre position sur l'Empereur.

---

Mon frère, le prince Poniatowski est arrivé à Altenburg hier 2 octobre; voici ce qui s'est passé : Dans les premiers jours de septembre, le colonel Mensdorf est arrivé à Altenburg avec un détachement de 1,000 à 1,100 chevaux. Thielman est venu l'y joindre avec 3,000 chevaux. D'Altenburg, ces troupes ont poussé des partis sur Zeisth, Borna, Freyburg, Weissenbels, Mersburg et Gena. Le général Desnouettes les repousse, les jette sur Altenburg, et de là sur Swickau; mais le 28 l'hetman Platow déboucha sur Altenburg avec,

tous ses cosaques, 2,000 cavaliers autrichiens et 5,000 hommes d'infanterie autrichienne. Le général Lefèvre fut attaqué de front dans le temps que Thielman le tournait sur Zeist. Le 28, au soir, Platow était de retour à Altenburg; le 29, Thielman y était également revenu. Platow rentra avec sa troupe à Chemnitz, en partie le 29 et en partie le 30. Thielman et le colonel Menzdorf restèrent à Altenburg; mais le 2, au moment où ils faisaient leur mouvement de retraite sur Zwickau, la cavallerie du prince Poniatowski les chargea, leur sabra 5 à 6 cents hommes, et leur fit 100 prisonniers. En faisant ses adieux aux magistrats d'Altenburg, Thielman leur dit qu'il voyait bien que les Français revenaient sur Altenburg; que la ville serait occupée par eux, et qu'il s'en allait. Il paraît que les 3,000 hommes d'infanterie autrichienne que Platow avait sous ses ordres sont du corps de Klenau; que ce corps de Klenau n'est que de 6,000 hommes de cavalerie et au plus de 15,000 hommes d'infanterie; qu'il occupe Chemnitz, Marienberg, et Augustenburg. Le prince Poniatowski occupe Altenburg, Freyburg et Wendishleipve. Vous voyez donc qu'il est de la plus haute importance d'occu-

per Chemnitz. Le général Lauriston, qui est à Miltweyda, peut porter une forte avant-garde sur Penig, et se trouver lié avec le prince Poniatowski. Le duc de Castiglione arrivera ce soir à Gena. C'est à Chemnitz que nous saurons positivement ce que fait l'ennemi à Zwickau.

Votre affectionné frère et beau-frère.

NAPOLEON.

Dresde, le 3 octobre 1813,
à quatre heures de l'après-midi.

---

Mon frère, il serait important d'être à Chemnitz. Le duc de Bellune prendrait alors une position entre Chemnitz et Schopau, et le prince Poniatowski viendrait alors sur Penig. Cette position nous rendrait absolument maîtres de la communication de l'ennemi avec Leipsick. Je ferais porter alors le duc de Trévise sur Freyburg. Il serait surtout important que l'ennemi fût obligé d'évacuer Schellenberg, et de se retirersur son camp de Ma-

rienberg. Je ne crois pas à l'arrivée de Witgenstein avec ses renforts; je crois le corps de Klenau fort de 14,000 hommes d'infanterie. Faites travailler à des abatis et des redoutes en palissades sur les hauteurs du pont de Flohe, afin d'en être parfaitement maître. Le général Lauriston doit bien faire reconnaître toutes les routes qui communiquent de sa position sur Penig, qu'il est important que le prince Poniatowski occupe constamment.

Votre affectionné frère et beau-frère,

NAPOLÉON.

Dresde, le 5 octobre 1813,
à cinq heures du matin.

---

Mon frère, je reçois votre lettre : le passage de l'ennemi sur le bas Elbe ne doit en rien empêcher votre opération. La position du prince Poniatowski à Penig est très favorable à l'occupation de Chemnitz. Toute l'armée de Silésie, commandée par le général Blücher, a filé du côté de Wittemberg; de manière qu'il ne reste personne devant Dresde.

Nos reconnaissances ont été jusques à Caments et à Kœnigsbruck.

Votre affectionné frère,

NAPOLÉON.

à Dresde, le 6 octobre 1813,
à heures du matin.

Mon frère, j'ai reçu votre lettre du 6, à quatre heures après-midi; je suis fâché que vous n'ayez pas attaqué Chemnitz : vous vous seriez trouvé alors dans une position naturelle. Toutefois, voici ce qu'il convient de faire : le général Lauriston est à Miltweyda; le 2e corps est à OEderon et à Flohc; il faut que le général Lauriston se porte sur Rochlitz, et que le 2e corps se porte sur Miltveyda, par la route d'OEderon et celle de Flohc. Il est nécessaire que Flohc soit occupé jusqu'aujourd'hui, 7, au soir; de sorte que ce ne soit que demain, 8, au matin, que l'ennemi puisse s'apercevoir de la manœuvre. Ainsi aujourd'hui, 7, le 2e corps sera

à Miltweyda dans de bonnes positions militaires, puisque l'ennemi est en présence; et le 5e corps sera à Rochlitz, occupant Colditz et Geittrapa, en correspondant avec le prince Poniatowski qui est à Freyburg. Tous les postes du 2e corps, de Flohc à Dresde, seront repliés de manière que, dans la journée du 8, l'ennemi puisse rentrer à Freyburg ou sur tout autre point sans faire aucun mal à ce corps. De Rochlitz, vous vous mettrez en correspondance avec moi, qui serai aujourd'hui entre Meissen et Wurzen, et demain, 8, à Wurzen. Vous m'enverrez vos rapports dès ce soir, par Colditz, Grumur et Wurzen. Votre principal but doit être de retarder la marche de l'ennemi sur Leipsick en ne vous laissant jamais couper de la Mulda, de sorte que nous puissions nous approcher tous en même temps de Leipsick, tenir l'ennemi éloigné, ou, s'il le faut, livrer une bataille générale.

Votre affectionné frère,

NAPOLÉON.

Dresde, le 7 octobre 1813,
à une heure du matin.

Mon frère, je vous ai écrit à une heure du matin. Je pars pour Meissen; toute l'armée ennemie de Silésie a débouché par Wurtenberg. Il n'y a plus personne de Dresde à Gorlitz, ni de Dresde à Berlin. Le maréchal Saint-Cyr reste à Dresde. Occupez les Autrichiens le plus que vous pourrez, afin que je puisse battre Blücher et les Suédois avant l'arrivée des Autrichiens. Le roi, la reine et la princesse Auguste viennent à Meissen; ils ne veulent pas rester à Dresde pendant mon absence. Les autres princes de la famille restent.

Votre affectionné frère et beau-frère,

N.

Dresde, le 7 octobre 1813,
à six heures du matin.

---

Mon frère, je reçois votre lettre d'aujourd'hui, à quatre heures du matin. Il faut tenir des avant-postes sur Miltweyda et Waldein pour correspondre avec Nossen; il faut aussi tenir vos ponts en bon état,

afin d'être en position de vous porter sur Dresde, si l'ennemi menaçait cette ville. Je suis arrivé aujourd'hui à Wurzen. Il n'y a rien de nouveau et tout va fort bien.

Votre affectionné frère et beau-frère,

N.

Wurzen, le 8 octobre 1813, à huit heures du soir.

*P. S.* Faites faire des redoutes en avant de tous les ponts.

---

## AU DUC DE PADOUE.

M. le duc de Padoue, le major-général vous a donné l'ordre, il y a deux heures, de faire filer cette nuit, le trésor, les parcs d'artillerie et de vivres, les équipages militaires et tout ce qui serait embarras, sur Eilenburg. Vous avez dû envoyer au duc de Castiglione pour presser son arrivée à Leip-

sick. Réuni au duc de Castiglione et débarrasé de tous vos embarras, et même des hommes malingres, vous formerez une belle réserve pour soutenir le roi de Naples. J'ai fait débloquer Wittenberg, et l'armée de Silésie est en pleine retraite sur Dessau et sur ses ponts, que je lui enleverai demain, ou la forcerai à une bataille. Je suppose que le roi de Naples, réuni à vous et au duc de Castiglione, pourra garder Leipsick. S'il en était autrement, mon intention est que la retraite se fasse sur la Mulda par les ponts d'Eilenburg et de Düben ; et, si cela devenait nécessaire, sur l'Elbe par Wittenberg et Torgan. Mon projet étant, pour déconcerter entièrement l'ennemi (dans le cas où je n'aurais pas le temps de battre l'armée de Berlin avant que l'ennemi fût arrivé à Leipsick), de céder toute la rive gauche, pour avoir ainsi le temps de détruire cette armée, ayant des débouchés et des magasins à Dresde, Torgau, Wittenberg et Marienberg. Ceci demande le plus grand secret; ne l'écrivez à qui que ce soit, si ce n'est en chiffres. Dans le cas où vous pourriez envoyer un homme sûr à Erfurt, écrivez en chiffres, au commandant, de bien se garder et de ne pas s'effrayer ; tout ce

qui arrive étant prévu, et le résultat de manœuvres. Mon intention est cependant, et vous la ferez connaître au roi de Naples, que Leipsik ne soit abandonné que si cela était nécessaire pour ne pas engager une affaire avec des forces inférieures. Choisissez une bonne position pour pouvoir l'indiquer au roi de Naples. Vous y réunirez vos troupes et celles du duc de Castiglione pour y recevoir son armée. Au dernier moment, vous pouvez dire aux magistrats de Leipsik de bien se comporter; que tout ce qu'ils voient est l'effet d'une manœuvre pour engager l'ennemi à une bataille qu'il a toujours voulu éviter, et que cela finira par un coup de tonnerre sur l'armée ennemie. Vous leur recommanderez en même temps nos hôpitaux et nos blessés. J'avais écrit au duc de Bassano de faire revenir tout ce qu'il a de son département à Leipsik; cependant, je pense qu'il vaut mieux que personne ne parte, pour ne pas jeter l'alarme et ne pas déceler nos projets. Il ne faut faire partir que ce qui vous embarrasserait.

Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

*Signé*, NAPOLÉON.

*P. S.* Je vous envoie deux lettres ouvertes pour

le roi de Naples ; prenez-en connaissance et remettez-les lui en mains propres.

*Pour copie conforme, le général duc de Padoue,*

N. ARRIGHI.

Düben, le 10 octobre 1813,
à quatre heures du soir.

---

Mon frère, l'officier qui m'a apporté votre lettre datée de Frohburg m'a dit avoir entendu, à deux heures du matin, une forte canonnade; cependant, vous n'en parlez point dans votre lettre de Borna d'aujourd'hui, à dix heures du matin. S'il n'y a contre vous que le général Witgenstein, et que vous n'ayez éprouvé aucun accident, renforcé par le duc de Castiglione et la garnison de Leipsick, vous pourrez vous trouver en nombre égal à lui; et s'il ne fallait que détacher un corps de 2,000 hommes pour vous donner la facilité de tenir, je pourrais vous l'envoyer en peu d'heures. Les Autrichiens ayant un corps assez considérable du côté de Dresde, ils ne peuvent être forts vis-à-vis de vous. Au reste, mes instructions générales, que je vous ai

fait passer, et mes intentions, que vous fait connaître le duc de Padoue, remédient à tout.

Votre affectionné frère,

NAPOLÉON.

Düben, le 10 octobre 1813,
à quatre heures du soir.

---

Mon frère, dans la journée de demain, 11, ou j'aurai balayé l'ennemi, ou j'aurai détruit ses ponts et l'aurai jeté de l'autre côté de la rivière. Ayant ainsi chassé l'armée de Silésie, je puis, dans la journée du 13, me trouver à Leipsick avec toute mon armée. Voici comment je calcule vos forces :

| | *Infanterie.* | *Cavalerie.* |
|---|---|---|
| 8e corps. | 5,000 | 3,000 |
| 5e corps. | 12,000 | 500 |
| 2e corps. | 16,000 | 1,200 |
| Le duc de Castiglione. | 8,000 | 3,000 |
| Le duc de Padoue. | 8,000 | 3,000 |
| Le 5e corps de cavalerie. | 0 | 2.000 |
| | 49,000 | 12,700 |

61,700 hommes.

Je pourrais vous envoyer facilement, pour la journée du 12, 20,000 hommes, ce qui vous ferait 81,000 hommes. Si vous n'avez contre vous que Witgenstein et Kleitz, je ne suppose pas que cela puisse faire 50,000 hommes. S'il y avait de plus le corps de Klenau, cela ferait tout au plus 80,800 hommes. Le tout serait d'avoir une très belle position et d'être certain que vous n'avez pas d'autres troupes contre vous. Je vous ai déjà dit plus haut que, le 13, toute l'armée pourrait être sur Leipsick.

Votre affectionné frère et beau-frère,

NAPOLÉON.

Düben, le 10 octobre 1813,
à cinq heures et demie du soir.

---

Mon frère, j'ai reçu votre lettre du 11, à neuf heures du matin, ainsi que la relation de l'affaire de Borna : faites-moi connaître les blessés que nous avons eus et la perte que nous avons éprouvée. Le duc de Raguse, avec la division Lorge, prend position entre Düben,

Leipsik et Halle.
115. 96. 70. 137. 141. 81. 50. 72. 96. 117.

J'ai déjà placé plus de 60,000 hommes sur
167. 138.

la rive droite de l'Elbe et qui
169. 47. 52. 96. 53. 96. 37. 53. 154. 114.

marchent aujourd'hui
22. 661. 115. 176. 15. 138. 87. 90.

sur le pont
138. 169. 23. 57. 119, 174. 169. 117. 137. 90.

de Rastadt, en même temps
115. 176. 52. 169. 125. 96, 15. 138. 53. 115.

que je fais
96 114. 53. 176. 55. 137. 167. 136. 87. 53.

attaquer à Dessau.
73. 36. 167. 34. 23. 82. 171. 138.

On m'assure que toute l'armée ennemie de ce côté est entre Halle et Dessau. Vous ne me faites pas connaître quelle est la force présumée des Autrichiens que vous avez devant vous.

Votre affectionné frère et beau-frère,

NAPOLÉON.

Düben, le 12 octobre 1813,
à dix heures du matin.

Mon frère, un adjoint d'état-major du général Belliard arrive. Il est parti à trois heures après-midi; j'ai reçu vos lettres datées de neuf heures du matin. L'officier du général Belliard m'annonce que le duc de Castiglione est arrivé. Organisez sur-le-champ le 5e corps, et faites connaître au général Pajol la confiance que j'ai en lui. Ce corps va se trouver fort de plus de 5,000 chevaux. Ayez soin que sur-le-champ toutes les compagnies soient tiercées, afin que les anciens soient mêlés avec les nouveaux. Le 5me corps a un régiment de 1,000 hommes avec le duc de Padoue. Ce régiment faisait partie de la division du général Margaron. Faites-le dissoudre. Faites-moi connaître à qui vous donnerez le commandement de la division de cavalerie légère. Le prince de la Moskowa est entré à Dessau. Il y a pris deux pièces de canon et fait 8,000 prisonniers, parmi lesquels se trouve le bataillon de la Vengeance. J'attends à chaque instant des nouvelles du général Regnier, qui marche par la rive droite sur Acken. Tous les bagages de l'armée de Silésie sont sur la rive droite. Je compte que vous avez actuellement 60,000 hommes. Le duc de Raguse couchera cette nuit à quatre lieues de Leipsick;

si je ne prends pas le parti d'y aller moi-même, je vous l'enverrai, ce qui vous fera 85 à 90 mille hommes, avec lesquels vous devez pouvoir gagner quelques jours. Une bonne ruse de guerre serait de faire tirer des salves en réjouissance de la victoire remportée sur l'autre armée. Il faudrait aussi faire passer une revue avec apparat, comme si j'étais là, et faire crier : *Vive l'Empereur!* Il ne faut pas se dissimuler qu'il est d'une grande importance de conserver Leipsick. Cette nuit, vers une heure du matin, je recevrai des rapports de tous côtés, et je prendrai un parti. J'ai de bonnes nouvelles de Dresde : c'est Benigsen qui est devant Dresde avec un tas de recrues mal habillées, et que nos gens ont déjà houspillées d'importance. Je suppose que le duc de Raguse vous aura donné des renseignements sur ce qui se sera passé du côté de Landsberg. Il paraît que du côté de *Zorbig* il y a eu le corps de Blücher. Il y en a qui prétendent que ce corps marche dans la direction de Rothenburg, près Commera ; mais cela me paraît fort apocryphe. C'est pour en imposer à ce corps, que j'ai spécialement envoyé le duc de Raguse comme tête de colonne. On dit que, du côté de Schkenditz, est la

bonne position à prendre contre l'armée qui vient de Halle, faites-le reconnaître. Il est bon de faire faire un tambour en palissades au dernier pont du village de Lindenau, et successivement aux autres ponts.

Votre affectionné frère et beau-frère,

NAPOLÉON.

Düben, le 12 octobre 1813,
à huit heures du soir.

---

Mon frère, le major-général vous fait connaître mes intentions. Dans la journée de demain, 13, je puis être à Faucho avec 70,000 hommes, et dans la journée du 14, toute mon armée peut y être réunie; je ne puis donc être en mesure de donner bataille que le 15, *en conservant Leipsick*. Pourrez-vous, sans vous compromettre, garder toute la journée de demain, 13, votre position actuelle à Groberta et la ville de Leipsick? Vous serez renforcé dans le courant de la journée du 13 dans votre position actuelle, ou bien prenez, dans la nuit

du 13 au 14, une position qui appuierait votre gauche, je suppose à Konewitz, et votre droite vers Wurtzen. Vous y serez augmenté de 7,000 hommes que je vous amènerai, et le 14, tout le reste de l'armée arriverait. Nous aurons ainsi, le 15 au matin, 200,000 hommes. Consultez le duc de Bellune, le général Lauriston et le prince Poniatowski. Je crois que toute l'armée de Berlin a repassé sur la rive droite de l'Elbe, et qu'ainsi nous pouvons livrer bataille sans elle. Si vous ne pouvez garder votre position actuelle, faites votre mouvement sur Faucho et Wurtzen.

Votre affectionné frère et beau-frère,

NAPOLÉON.

---

Mon frère, le duc de Raguse est à Delittch. Je lui donne l'ordre d'être rendu aujourd'hui, à 7 heures du matin, à Hahlein, et de prendre vos ordres pour entrer en ligne de bataille; ce qui, joint au duc de Castiglione et à la garnison de Leipsick, vous complétera une armée de 80 à 90

mille hommes. Toute l'armée de Berlin a repassé sur la rive droite. Le général Tanenzier était hier 12 à Rosslau; une division gardait Dessau; elle a été culbutée par le prince de la Moskowa, qui lui a fait 2,500 prisonniers, dont 50 officiers, et lui a pris deux pièces de canon; le reste est éparpillé et on espère ramasser tout. Le prince de la Moskowa s'est emparé de Dessau et de son pont, que l'ennemi n'a pu brûler. Le général Regnier était, à deux heures après midi, à Coswig, sur la rive droite; à trois heures la canonnade a commencé; elle a duré jusqu'à six heures. Je n'en connais pas encore le résultat. Comme l'ennemi était assez en force, le duc de Tarente aura passé à Wittenberg; ce qui, joint au général Sébastiani, aura mis à même ces généraux, ou, si la nuit s'y est opposée, les mettra à même aujourd'hui d'avoir une belle affaire. Mes dernières nouvelles de Vittenberg sont du 12 à midi; j'en attends à chaque instant; ainsi que les rapports des reconnaissances poussées à cinq ou six lieues au loin, pour avoir des renseignements dans les différentes directions. J'ai reçu des nouvelles de Dresde; elles sont bonnes. Le maréchal Saint-Cyr poussait l'ennemi autant qu'il lui convenait,

et il avait l'avantage d'occuper des forces beaucoup plus considérables que les siennes.

Votre affectionné frère.

NAPOLÉON.

Düben, le 13 octobre 1813,
à une heure du matin.

---

Mon frère, j'ai reçu vos lettres. Le duc de Raguse, avec la division Lorge et 80 pièces d'artillerie, arrive ce matin à huit heures à Hohlein. Vous trouverez-ci-joint la lettre que je lui écris. Il est très important que vous ne fassiez pas entrer ce maréchal en ligne sur la gauche de la Partha; car si vous le faisiez entrer en ligne, comme il serait à craindre que le corps de Blücher ne débouchât de Halle, vous seriez obligé d'affaiblir votre ligne dans un moment important. C'est ce mouvement qui fait perdre toutes les batailles, car elles ne se gagnent qu'en renforçant la ligne dans le moment critique. Mon intention est donc que vous placiez le duc de Raguse à Breitenfeld, où l'on me dit qu'il y a une bonne position. Il appuiera sa gauche à l'Ester, et

sa droite à la Partha, occupant les routes de Halle et de Slondsberg. Toute sa cavalerie sera placée en avant-garde sur ces deux routes, 5 à 6 cents hommes sur chacune, avec deux bataillons et six pièces de canon; de sorte qu'elles soient bien éclairées. On m'assure que Breitenfeld est une position qui domine la plaine : c'est une chose à étudier. La rive gauche de la Partha, jusqu'au Faucho, sera éclairée par des postes de cavalerie et de l'artillerie. Il y a plusieurs ponts sur la Partha, trois seront désignés pour que, si l'ennemi ne faisait pas de mouvement du côté de Halle, et que pourtant vous fussiez attaqué par les Autrichiens, et eussiez besoin du 6me corps, il pût déboucher par les trois ponts et passer la Partha. Mais ayez soin de n'employer le 6me corps qu'à la dernière extrémité, car tout porte à croire que l'armée de Silésie est du côté de Halle. Je pense que le duc de Raguse doit sur-le-champ faire construire quelques redoutes dans la position qu'il choisira à Breitenfeld. Je pense qu'on doit sur-le-champ faire construire des tambours au pont Commiten et aux différents ponts de Leipsick; et surtout à Lindenau, J'ai pris hier un ordre du jour pour que toute mon infanterie

fût placée sur deux rangs; mettez-le sur-le-champ à exécution. Je ne veux plus qu'on soit sur trois rangs, le feu du 3me rang est insignifiant; la baïonnette du 3me rang est insignifiante, et quand on se placera en colonnes par divisions, chaque bataillon se trouvera former une colonne de six rangs outre les trois rangs de serres-files. Cela est plus que suffisant, et cela a le grand avantage qu'un bataillon de 500 hommes paraîtra à l'ennemi être de 750. Ce qui surtout sera d'un très-bon effet dans ce moment où l'ennemi ne connaît pas cette nouvelle ordonnance; il lui fera juger l'armée d'un tiers plus forte qu'elle n'est. Une heure après la réception de cet ordre, que tout soit arrangé; ainsi il est bien important que vous formiez le 5me corps de cavalerie, en rejoignant tous les régiments. Le général Belliard connaît parfaitement l'organisation de ce corps en trois divisions. Vous aurez alors trois bonnes divisions, une de cavalerie légère et une de dragons, car les jeunes soldats mêlés aux anciens seront aussi bons. Il est probable que je viendrai cette nuit prendre position du côté de Hohlein, avec toute ma garde et les cuirassiers de Latour-Maubourg. Dans la journée de demain 14, arrivera,

tout ce qu'il y a dans la garnison de Leipsick, appartenant aux 2me, 5me et 6me corps; il faudra le leur renvoyer. Ces hommes rendront plus de services dans leurs corps qu'isolément dans des bataillons provisoires. Aussitôt que ma garde sera arrivée, tout ce qui lui appartient en infanterie, cavalerie et artillerie, et qui se trouve à Leipsick, la rejoindra.

Votre affectionné frère et beau-frère,

NAPOL....

Düben, le 13 octobre 1813.

---

## AU MARÉCHAL DUC DE RAGUSE.

Mon cousin, je reçois votre lettre, d'aujourd'hui 13, à trois heures du matin, par laquelle vous m'annoncez que vous serez à huit heures du matin à Hohlein. Je pense qu'il est nécessaire que vous n'entriez en ligne sur la rive gauche de la Partha qu'autant que le roi serait attaqué; mais ce serait une grande faute que de vous porter en ligne sur la rive gauche de la Partha, puisqu'on peut craindre que Blücher ne vienne à déboucher par Halle ou par

quelqu'autre point. Je pense donc que vous devez reconnaître la position de Breitenfeld, et la ligne de la Partha, jusqu'à Taucho, et avoir des avant-gardes sur Skenditry, ainsi que sur la route de Landsburg; par ce moyen, vous vous déploiriez promptement, la gauche à l'Ester et la droite à la Partha, pour recevoir ce qui viendrait par ces chemins. Reconnaissez bien cette position; ayez trois ponts sur la Partha pour déboucher rapidement sur la rive gauche, s'il en était besoin; mais tenez votre cavalerie dans la direction de Halle et de Landsburg : battez les routes de Delittch et de Diében.

Afin de maintenir toutes les communications parfaitement libres, toute ma garde arrive ici dans la journée, et je suppose que la tête arrivera aujourd'hui sur Lindenhein ou sur Hohlein; à mesure que les autres corps d'armée arriveront, on les placera autour de Leipsick, la garde au centre, en réserve. Si vous étiez placé en ligne sur la gauche de la Partha, et qu'il fallût vous porter vers quelque chose qui viendrait du côté de Blücher, cela dérangerait toute la ligne, et serait du plus mauvais effet. Il est important que l'armée de Silésie n'approche pas à deux lieues de Leipsick. Vos

trois divisions peuvent être très espacées, avec les bonnes troupes qui les composent; le temps de reconnaître le lieu qu'elles occuperont donnera celui nécessaire pour se mettre à l'abri de toute attaque. Mon intention est que vous placiez vos troupes sur deux rangs, au lieu de trois, le troisième ne sert à rien au feu; il sert encore moins à la baïonnette. Quand on sera en colonnes serrées par bataillons, trois divisions formeront six rangs, et trois rangs de serres-files; vous verrez l'avantage que cela aura: votre feu sera meilleur; vos forces seront tiercées; l'ennemi, accoutumé à nous savoir sur trois rangs, jugera nos bataillons plus forts d'un tiers. Donnez les ordres les plus précis sur l'exécution de la présente disposition.

Sur ce, je prie, etc.

Duben, le 13 octobre 1813,
à dix heures du matin.

NAPOLÉON.

# FONTAINEBLEAU.

## CAPITULATION DE PARIS.

Lorsque la convention pour l'évacuation de Paris fut signée, je reçus l'ordre de marcher avec toute la cavalerie que je commandais sur Fontainebleau, pour éclairer la route, qu'on croyait avoir été interceptée par des partis ennemis. L'armée devait me suivre ; je m'arrêtai à la Cour de France pour prendre position et y passer la nuit. Un courrier de l'Empereur, venant de Fontainebleau, passe au même instant et annonce sa Majesté qui le sui-

vait de très près. L'Empereur arrive : ce mouvement de troupes l'inquiète. La voiture arrêtée, il demande : Qu'est-ce qui est là ? — C'est le général Belliard, Sire, dit le courrier... J'étais à la portière ; il fait ouvrir, saute à terre, et m'emmène sur la grande route : Eh bien ! Belliard, qu'est-ce que cela ? Comment êtes-vous ici avec votre cavalerie? Où est l'ennemi? — Aux portes de Paris, Sire. — Et l'armée? — Elle me suit. — Et qui garde Paris? — Il est évacué : l'ennemi doit y entrer demain matin à neuf heures ; la garde nationale fait le service aux portes... — Et ma femme, et mon fils, que sont-ils devenus? Où est Mortier? Où est Marmont? — L'impératrice, votre fils et toute la cour sont partis avant-hier pour Rambouillet. Je pense qu'elle aura continué sur Orléans. Les maréchaux Mortier et Marmont sont sûrement encore à Paris pour terminer tous les arrangements... Il fallut raconter à l'Empereur avec la rapidité de l'éclair tout ce qui nous était arrivé. Je lui fis connaître les positions de notre petite armée et celles de l'ennemi pendant la bataille, et tout ce qu'une poignée de Français avait fait de sublime dans cette journée mémorable. Le prince Berthier et le duc

de Vicence suivaient l'Empereur : Eh bien! vous entendez ce que dit Belliard, Messieurs; allons, je veux aller à Paris; partons. Caulincourt, faites avancer ma voiture! Nous étions déjà assez loin sur la route; je fis observer à sa Majesté qu'elle ne pouvait plus aller à Paris, qu'il n'y avait plus de troupes... — J'y trouverai la garde nationale; les troupes viendront me joindre; nous gagnerons du temps; on peut rétablir les affaires. — Mais, je le répète à votre Majesté, elle ne peut pas aller à Paris : la garde nationale, d'après le traité, garde les barrières, et les étrangers ne doivent entrer que demain; mais il serait très possible qu'ils eussent passé outre, et que votre Majesté trouvât aux portes, ou sur les boulevards, ou même dans Paris des postes russes ou prussiens. — N'importe, je veux y aller; ma voiture... Vous, allez avec votre cavalerie. — Mais, Sire, votre Majesté s'expose à se faire prendre et à faire saccager Paris. Je le répète encore à votre Majesté, l'ennemi, fort de plus de cent vingt mille hommes, est aux portes et il a occupé toutes les positions.... Ensuiteje suis sorti en vertu d'une convention, et je ne peux pas rentrer dans Paris.... — Quelle est-elle, cette convention? qui

l'a faite? qui a donné des ordres? Qu'a-t-on fait de ma femme et de mon fils? Que fait Joseph? Où est le ministre de la guerre? — Je ne connais pas la convention, Sire; le duc de Trévise m'a fait dire qu'elle existait, et que je devais marcher vers Fontainebleau. On m'a dit qu'elle était faite par MM. les maréchaux Mortier et Marmont. Nous n'avons reçu aucun ordre toute la journée; chaque maréchal tenant sa position agissait pour son compte et défendait les approches de Paris. J'ignore ce que sont devenus le prince Joseph et le ministre de la guerre; ils n'ont point paru aujourd'hui à l'armée, du moins au corps du maréchal Mortier. J'ai eu l'honneur de dire à votre Majesté que l'impératrice, le roi de Rome et la cour étaient partis pour Rambouillet. — Mais pourquoi les avoir fait sortir de Paris? — Là-dessus, je ne peux rien répondre à votre Majesté, sinon qu'on disait que c'était par ses ordres. — Il faut aller à Paris; quand je ne suis pas là, on ne fait que des sottises.

Le prince Berthier et M. de Caulaincourt se réunirent à moi pour dissuader l'Empereur. L'Empereur demandait sa voiture, M. de Caulaincourt l'annonçait et elle n'arrivait pas; l'Empereur se fâ-

chait, marchait et questionnait toujours. — Il fallait, messieurs, tâcher de tenir plus longtemps et tâcher d'attendre l'armée : il fallait remuer Paris qui ne doit pas désirer les Russes, mettre en action la garde nationale, qui est bonne, et la placer dans les fortifications, que j'ai ordonné au ministre de faire élever et hérisser de canons ; elle les aurait sûrement bien défendues ; mais il paraît qu'on n'a rien fait de bien.—On a, je crois, Sire, fait aujourd'hui plus qu'il n'était possible de faire et d'espérer. L'armée active, forte de 15 à 16 mille hommes, était en campagne en présence de 120 mille, et elle a fait des prodiges de valeur, puisqu'elle a résisté, et tenu l'ennemi en échec jusqu'à quatre heures où la suspension d'armes a eu lieu, espérant toujours l'arrivée de votre Majesté. Dans la journée, le bruit de votre arrivée s'est répandu dans Paris et a gagné l'armée: alors les cris de *vive l'Empereur!* se sont fait entendre partout ; alors on a redoublé d'ardeur et de courage : cela a donné à penser à l'ennemi, qui déjà marchait en crainte à l'approche de cette grande cité, et ralentit ses mouvements. Il s'est étendu du côté de St-Denis, qu'il a attaqué et qu'il voulait prendre pour appuyer sa

droite, et puis il s'est porté sur la route de la Révolte, laissant une partie de son centre entièrement ouvert, et nous la donnant belle, si nous avions eu 20,000 hommes de plus en avant de La Villette, pour aller remplir le vide et prendre en flanc toute leur droite qui eût été enlevée. La garde nationale était placée aux barrières, défendues par des tambours en palissades, crénelés et sans fossés devant: elle avait un bataillon sur Montmartre; elle gardait aussi les routes de St-Denis et de Neuilly, à notre gauche. Le peu qui a été engagé a très bien donné; il est même des gardes nationaux dont nous avons été obligés de retenir l'ardeur et qu'il a fallu faire rentrer parce qu'ils dépassaient nos tirailleurs. Quant aux fortifications, je n'en ai pas vu, du moins dans la partie que j'occupais. — Où étiez-vous? — En avant de La Villette, depuis le canal de l'Ourcq jusqu'à la seconde route de St-Denis après Montmartre. — Combien aviez-vous de cavalerie? — Environ quinze cents chevaux, y compris la division du général Roussel. — C'est un bon officier, dit l'Empereur, un brave homme. Mais Montmartre devait être fortifié, garni de gros calibre et pouvait faire une défense vigoureuse. —

heureusement, Sire, l'ennemi l'a cru comme vous, et l'a craint, je pense, car il s'en est approché avec beaucoup de circonspection, et seulement vers trois heures; malheureusement on n'y avait point travaillé, et il n'y avait que six pièces de six.— Qu'a-t-on donc fait de tous mes canons, car je dois avoir au moins 200 pièces à Paris et plus de 200,000 coups à tirer? Pourquoi tout n'est-il pas en batterie devant votre front? — Je l'ignore; Sire, mais excepté six pièces de gros calibre, placées sur la route en avant de La Villette, qui ont beaucoup tiré et bientôt manqué de munitions, et les six pièces de la butte Montmartre, du moins dans ma partie, nous n'avons eu à opposer à l'ennemi que nos pièces de campagne; encore à deux heures, j'ai dû faire ralentir le feu, parce que nous manquions de munitions, malgré les demandes réitérées qu'a faites le commandant de l'artillerie. Le canal de l'Ourcq et celui de Saint-Denis, ainsi que les restes des anciennes fortifications de Paris, nous ont bien servi; on en a tiré tout l'avantage possible. — Allons, je vois que tout le monde a perdu la tête : Joseph est un c.... et Feltre un j.... f..... ou un traître. Je commence à croire ce que me disait Savary : « Voilà

ce que c'est que d'employer des hommes qui n'ont pas le sens commun. » Eh! bien, Joseph se croit pourtant un grand général; il est persuadé qu'il a la science infuse, et qu'il peut mener une armée aussi bien que moi. Quant à Clarke, il ne sait rien; c'est un pauvre homme qu'il ne faut pas tirer de sa routine de bureau. Où étais-je, M. Belliard? — Beaucoup trop loin, Sire; car si vous eussiez été à Paris avec l'armée, la victoire était assurée. Votre Majesté eût écrasé les ennemis, qui ont tâtonné toute la journée et manœuvré de manière à se faire détruire. La France était sauvée. — Comment se sont conduits les Parisiens? — Très-bien, Sire: ils faisaient des vœux pour le succès de nos armes; ils recueillaient les blessés, les mettaient dans des voitures pour qu'on les conduisît à l'hôpital, après leur avoir fourni tout ce qui pouvait leur être nécessaire. Lorsque nous sommes rentrés en ville, et quand nous avons traversé les boulevards pour venir passer la Seine sur le pont du Jardin-des-Plantes, une foule immense, le visage triste et la consternation dans l'âme, nous regardait passer avec tous les signes de la plus profonde douleur.—L'Empereur marchait toujours, et nous

étions déjà presqu'à une lieue de la poste, lorsque nous donnâmes dans la tête de l'infanterie. « Quelles sont ces troupes ? — C'est le corps du maéréchal Mortier.— Faites-le demander. » Je l'envoyai chercher; il était encore à Paris. Alors, sur les représentations nouvelles que le prince, M. de Caulincourt et moi fîmes à l'Empereur, il se décida à retourner à la Cour de France, où il soupa et partit ensuite pour Fontainebleau, après avoir ordonné que toutes les troupes allassent prendre la position d'Essone le lendemain. Quand nous fûmes à la poste, et àl a lumière, j'examinai avec soin la figure de l'Empereur, que je n'avais pas pu voir la nuit sur la route; elle n'était pas altérée du tout, et l'on ne pouvait pas distinguer l'impression qu'avait dû faire sur lui tout ce qu'il venait d'apprendre. Il était très-fatigué, parce qu'il avait fait 30 lieues à bidet pour arriver plus vite, et être à Paris avant l'événement qu'il dut prévoir dès qu'il eut avis que les armées combinées l'avaient gagné de vitesse et marchaient sur la capitale, où il aurait pu être avec toute l'armée s'il n'avait pas fait la folie d'aller sur Vitry, croyant que l'ennemi le suivrait.

# ABDICATION DE L'EMPEREUR.

Lorsque les maréchaux Ney, Macdonald et le duc de Vicence partirent de Fontainebleau pour aller à Paris auprès des souverains alliés, ils devaient prendre à Essonne M. le maréchal Marmont, duc de Raguse. Le maréchal avait déjà, à ce qu'il paraît, entamé des négociations avec les ennemis. Néanmoins, il partit comme un des commissaires de l'Empereur qu'il avait déjà abandonné, et laissa le commandement de son corps au général Souham. Les commissaires arrivèrent à Paris; ils virent le gouvernement provisoire et ensuite les souverains alliés. Les nouvelles qu'on eut d'eux,

dans la nuit, annonçaient que la négociation allait bien et qu'ils espéraient réussir le lendemain, à l'audience que les souverains alliés leur avaient accordée; qu'on craignait encore l'armée, et qu'elle devrait conserver son attitude imposante, qu'ils faisaient beaucoup valoir.

Dans la nuit, tout le corps du duc de Raguse qui tenait la position d'Essonne, l'infanterie aux ordres du général Souham, la cavalerie commandée par le général Bordesoult, passa à l'ennemi et fut dirigée sur Versailles. De sorte que toute la route de Fontainebleau se trouva découverte, et un régiment de Cosaques aurait pu y arriver sans rencontrer d'obstacle. Les reconnaissances du maréchal Mortier qui tenait la gauche, poussées sur Essonne à la pointe du jour, ne rencontrèrent plus de troupes. Un officier d'état-major du général Bordesoult ayant appris ce qui se passait, vint en toute hâte en donner connaissance à l'Empereur, qui fut ensuite instruit par le maréchal Mortier. L'Empereur m'ordonna de faire porter quelques régiments de cavalerie sur la route, pour la couvrir : il parut très affecté de cet événement, auquel il n'avait pas lieu de s'attendre. Il me donna l'ordre de me ren-

dre sur les lieux pour voir si la ligne était reprise ; puis après avoir gardé un moment le silence, il me dit : « Qui aurait pu croire cela de Marmont, un homme avec lequel j'ai partagé mon pain; que j'ai tiré de la misère; dont j'ai fait la fortune et la réputation!... Voilà le sort des souverains, M. le général Belliard, c'est de faire des ingrats.... Le corps de Marmont ne savait sûrement pas où il allait ; car je ne peux pas croire que de si braves troupes, et qui m'ont encore montré l'autre jour tant d'ardeur et de dévouement, m'aient ainsi lâchement abandonné. Allons, partez de suite, voyez tout et revenez bien vite. » Tout ce qu'il avait ordonné était exécuté : je revins lui en rendre compte ; il approuva les dispositions faites.

---

## LETTRE DU CAPITAINE MAGNIEN,

### OFFICIER D'ETAT-MAJOR.

J'étais capitaine adjoint à l'état-major du général Bordesoult, commandant le premier corps de ca-

valerie, sous les ordres du duc de Raguse; je ne l'ai quitté qu'à Essonne, lorsque l'armée du maréchal Marmont, sous le commandement provisoire du général Souham, fit son mouvement de défection sur Versailles, où il comptait recevoir des instructions de M. le maréchal, qui était depuis deux jours à Paris.

Le 3 ou le 4 avril, je ne peux pas trop préciser la date, de très-grand matin, l'armée se mit en marche sur la route de Paris, sans rencontrer d'obstacle (l'ennemi avait quitté ses positions); l'ordre était donné à tous les chefs de corps de se tenir à la tête de leur régiment et de maintenir le plus grand ordre dans la marche. Cela, pour empêcher les réunions d'officiers, lesquels ignoraient parfaitement le but de ce mouvement, et qui devaient commencer à s'en inquiéter. Quelques généraux seulement étaient dans cette abominable confidence, notamment les généraux de division Souham et Bordesoult. Ayant appris ce qui se passait, je projetai d'en prévenir les généraux Habert et Latour-Froissac; et assurément si j'avais pu les joindre, nous n'aurions pas à déplorer bien des malheurs

qui furent la conséquence de cette lâche trahison. Il faisait une nuit très-obscure; un malencontreux voisin m'entendit donner l'ordre à mon domestique de retourner sur la route de Fontainebleau. Je m'aperçus bientôt que j'étais surveillé; le général Bordesoult, même, demandait à chaque instant après moi. Enfin, m'étant écarté une minute, j'entendis donner l'ordre de me chercher; alors je crus devoir gagner au large, et je ne mis pied à terre que dans les cours du château de Fontainebleau. Aussitôt, je demandai à parler au major-général, et l'on me conduisit chez le général Belliard, auquel je rendis compte de ce qui venait de se passer; le général me crut d'abord dans un état de démence, mais son illusion ne dura pas longtemps, et tout en me disant: *Malheureux, quelle nouvelle apportez-vous!* il me prit par le bras, me fit traverser un corridor: *Le coup de grâce est porté,* ajouta-t-il, et ouvrant la porte, je me trouvai en face de l'Empereur, qui se promenait dans un grand salon, les mains derrière le dos. Le général Belliard, vivement ému, lui dit: « Sire, les mauvaises nouvelles se succèdent. » L'Empereur s'approchant de moi,

me dit d'un calme incroyable : *D'où venez-vous ?* Je lui donnai aussitôt tous les détails sur cette malheureuse affaire, détails qu'il me fit répéter trois fois. Il me fit une quantité de questions, que je crois inutile de rendre ici. Je lui entendis dire entre autre, quoi !..... *Bordesoult, Souham..... les misérables ! ils se font plus de mal qu'à moi.*— Il me dit une autre fois : *Mais n'ayant pu joindre les généraux qui auraient pu s'opposer au mouvement, pourquoi n'as-tu point brûlé la cervelle à Bordesoult ; c'était le fait d'un homme de cœur : mais, allons, tu n'y a pas pensé.* Je me mettais en mesure de quitter l'appartement, pensant que l'Empereur n'avait plus rien à demander, lorsqu'il s'approcha de moi avec le général Belliard, qui venait de rentrer avec le général Flahault. Il me demanda affectueusement si je désirais quelque chose de lui ; sur ma réponse que je sollicitais le bonheur d'être attaché à sa personne, il me répondit en souriant amèrement : *Nous verrons. Quoi qu'il arrive, je suis bien sûr que partout où tu seras, je pourrai compter sur toi* ; puis se retournant vers le général Belliard, il ajouta : *Général, voilà le seul officier d'un corps d'armée qui ne fût point abusé ; vous en aurez toujours soin ; c'est*

*moi qui vous le recommande*. Je fus alors placé à l'état-major du général Belliard, et c'est à lui que je dois de n'avoir pas été victime, en 1815, des hommes qui ont joué un rôle si odieux dans cette abominable défection.

Signé MAGNIEN.

Le général Souham, cinq jours avant, avait encore reçu de l'empereur 40,000 francs en or.

---

Toute la journée, l'Empereur fut soucieux; on attendait avec impatience des nouvelles de Paris pour connaître la suite des négociations entamées la veille, et qui paraissaient devoir se terminer avantageusement. Enfin un courrier, expédié par les commissaires, arriva, annonçant que tout était manqué, et qu'on le devait à la défection du corps de Marmont. Bientôt, le maréchal Macdonald vint donner connaissance à l'Empereur de tout ce qui s'était passé, et lui demander d'abdiquer purement et simplement, attendu que les souverains alliés

étaient résolus à rétablir la dynastie des Bourbons.

Le maréchal eut une très longue conférence avec l'Empereur, et en sortant de chez lui, il s'arrêta dans le salon des aides-de-camp, où il me raconta tout ce qui avait eu lieu. Voilà sa narration : « En partant de Fontainebleau, nous passâmes à Essonne, chez le maréchal Marmont, pour le prendre comme un des quatre commissaires nommés par l'Empereur pour aller traiter avec les souverains alliés. Lorsque j'arrivai chez Marmont, et que je lui eus fait connaître les intentions de l'Empereur à son égard, il me parut fort embarrassé, tergiversa longtemps, et enfin finit par me confier qu'il avait reçu des propositions des souverains alliés, et qu'il était entré avec eux en négociation. Je lui demandai s'il avait conclu avec eux quelque arrangement; il m'assura que non.—Eh bien! lui dis-je, dès que vous n'êtes pas engagé, il ne doit être question de rien, et nous allons traiter au nom de toute l'armée. Il m'observa qu'il ne pouvait pas être commissaire; je lui dis alors : — Il ne vous reste que deux moyens de sortir de cette fausse position: ou il faut aller à Fontainebleau avouer tout à l'Empereur ; ou il faut venir à Paris avec nous, puisque

vous m'assurez n'avoir rien terminé avec les ennemis. Il choisit le dernier parti; le premier lui paraissant trop scabreux : il craignait les gendarmes d'élite. Nous sommes partis ensemble. Arrivés au quartier-général du prince Schwartzemberg, auquel nous devions faire connaître l'objet de notre mission, Marmont me dit : Je ne veux pas paraître... — Eh bien! restez dans la voiture; je vais descendre. Je fis ma visite au prince de Schwartzemberg; ensuite je fus chez le prince de Wirtemberg, qui me dit dans la conversation que le corps de Marmont allait nous quitter et passer avec eux. J'observai au prince que tout cela était seulement en projet; il m'assura qu'on avait accordé tout ce que le maréchal Marmont avait voulu, et que tout était arrêté, convenu et bien terminé, et m'en donna sa parole. Cela me parut bien extraordinaire, d'après ce que Marmont m'avait assuré; je ne cherchai pas à en savoir davantage, et je retournai chez le prince de Schwartzemberg pour reprendre ma voiture, dans laquelle j'avais laissé le duc de Raguse. Je fus fort surpris de ne pas l'y trouver; il était descendu et causait avec le prince, chez lequel il était entré lorsque j'en fus sorti. Je le rejoignis; nous

primes congé du prince, et nous continuâmes notre route sur Paris. Je racontai à Marmont ma conversation avec le prince de Wirtemberg ; il me jura de nouveau qu'il n'en était rien, et lorsque je lui témoignai ma surprise de l'avoir trouvé avec le prince de Schwartzemberg qu'il ne voulait pas voir, il me dit : —Le prince a su par nos gens, je pense, que j'étais dans la voiture ; il est venu lui-même me prendre pour me faire descendre, et je n'ai pu refuser.

Arrivés à Paris, le duc de Vicence, le prince de la Moskowa et moi nous nous rendîmes près du gouvernement provisoire ; Marmont ne parut pas ; nous fîmes part de notre mission. Le soir, nous eûmes une audience de l'empereur de Russie, et nous commençâmes à entamer la négociation pour l'abdication de l'empereur Napoléon en faveur de son fils. Il y eut beaucoup d'objections de la part du gouvernement provisoire, qui était opposant : néanmoins l'empereur de Russie admettait nos propositions, et tout paraissait arrangé pour la régence. On remit au lendemain matin pour établir et terminer le traité. Nous avions fait valoir la volonté bien prononcée de l'armée, et cet argument

avait eu beaucoup de poids; elle inspirait encore du respect, de la vénération et de la crainte. Le lendemain matin, nous nous rendîmes chez l'empereur de Russie; nous eûmes de nouvelles difficultés à aplanir : le gouvernement provisoire avait travaillé dans son système, qui n'était pas le nôtre; cependant nous semblions toucher à nos fins, lorsque l'on vint annoncer en russe à l'empereur Alexandre que le corps de Marmont était passé. M. le duc de Vicence qui comprenait le russe nous dit : « Mauvaise nouvelle. » Effectivement, cela changea toutes les dispositions. L'empereur de Russie nous dit : « Mais, messieurs, vous faites valoir beaucoup la volonté de l'armée. En êtes-vous bien sûrs? Savez-vous bien ce qui se passe? Savez-vous que le corps du maréchal Marmont est passé tout entier au prince de Schwartzemberg? » Nous répondîmes que cela n'était pas croyable, et qu'on avait fait à Sa Majesté de faux rapports. Alors l'empereur nous dit : Lisez; et il nous remit la lettre qu'il venait de recevoir du prince de Schwartzemberg et le traité avec le duc de Raguse. Les bras nous tombèrent, et il fallut croire. Alors Sa Majesté nous fit observer que cela devait changer toutes les combi-

naisons; et, poussée par le gouvernement provisoire, elle demanda que l'empereur Napoléon abdiquât purement et simplement. Elle déclara que la régence ne pouvait plus avoir lieu, et que les Bourbons seraient remis en possession du trône. Ainsi, c'est au moment où nous allions terminer, que tout a croulé, et cela par la défection de Marmont; car sans cet événement, avec l'attitude imposante de l'armée, nous aurions bien certainement obtenu la régence avec le fils de l'Empereur. Nous avons eu beau nous débattre, il a été impossible de rien changer aux volontés nouvelles de l'empereur de Russie. Il a donc fallu rompre toute négociation, et revenir à Fontainebleau prendre de nouvelles instructions. J'ai trouvé en route le corps de Marmont au milieu des ennemis, marchant sur Versailles. C'est une action sans exemple qui a attéré tout le monde, et surpris même les alliés, qui ne pouvaient y croire. Souham commandait l'infanterie et Bordesoult, la cavalerie. Les corps avaient l'oreille basse, et je crois que si Marmont se fût présenté, il aurait passé un mauvais quart-d'heure.

Le . . . . . M. le maréchal Macdonald revint de Paris avec le traité fait et convenu avec les souverains alliés. M. le maréchal Macdonald, dans cette circonstance, et M. de Caulincourt, duc de Vicence, se sont conduits en gens d'honneur; ils ont mis tout en œuvre pour les intérêts de l'Empereur.

M. le maréchal Macdonald annonça en même temps que la famille des Bourbons allait remonter sur le trône ; que M. le comte d'Artois était déjà à Paris, comme lieutenant-général du royaume. L'Empereur écouta ce qu'on lui dit avec un sang-froid imperturbable, et causait de tout comme s'il y avait été étranger.

« Maintenant que tout est terminé, nous dit-il, et dès que je ne puis pas rester, ce qui nous convient le mieux, c'est la famille des Bourbons. Elle doit rallier tous les partis. Le roi prendra la France telle qu'on voudra la lui donner; moi je ne pouvais la garder autre que ce qu'elle était quand je l'ai prise. Le roi a de l'esprit, des connaissances et des moyens. Il est âgé et souffrant: il ne voudra pas, je pense, attacher son nom à un mauvais règne. S'il fait bien, il doit se mettre dans mon lit et en

changer seulement les draps ; il est bon, et il s'y trouvera bien. Si la famille est sage, vous serez heureux et vous vivrez tranquilles. Il faut qu'on traite bien l'armée et qu'on ne veuille pas revenir sur le passé, autrement le règne ne sera pas de durée ; car, si on voulait surtout toucher aux biens nationaux, il y aurait une révolution générale. C'est la trame sur laquelle repose l'édifice : si l'on en coupe un fil, il n'y aura plus d'équilibre et l'édifice croulera. Le roi aura beaucoup à faire avec le faubourg Saint-Germain. S'il veut régner longtemps, il suivra une autre marche que celle qui convient à ce faubourg, et alors ils ne l'aimeront pas plus que moi. Il semble que ce soit une colonie étrangère au milieu du pays, qui veut reporter tout à elle et qui s'inquiète fort peu du sort de la France, pourvu qu'elle jouisse des priviléges, des honneurs et de la fortune, pour lesquels elle prétend avoir été créée et mise au monde.

« Si j'étais le roi, je ne conserverais pas ma garde: il n'y a que moi qui puisse la mener, et puis elle m'a trop bien servi pour ne pas conserver de souvenirs. Je la traiterais bien, mais je la disloquerais; je répartirais dans la ligne ceux des officiers et

soldats qui voudraient continuer de servir, et je formerais une autre garde prise dans l'armée. »

L'Empereurse promenait en parlant. Quand il eut fini, il s'arrêta, et regardant fixement, il nous dit : « Messieurs, dès que je ne reste pas avec vous et que vous avez un autre gouvernement, il faut vous y attacher franchement et le servir aussi bien que vous m'avez servi. Je vous y engage et je vous l'ordonne même. Ainsi, s'il en est quelques-uns qui veuillent aller à Paris avant que je parte, ils sont libres; ceux qui voudront rester doivent envoyer leur adhésion. »

Le lendemain, le prince Berthier, qui avait rêvé la nuit à ce qu'il devait faire, et jeté sur le papier l'adhésion de l'armée, nous la lut plusieurs fois, y fit quelques corrections et l'envoya à Paris.

---

## EMPOISONNEMENT DE NAPOLÉON.

Le l'Empereur fit demander les armes qui étaient dans la voiture qui devait le

transporter. On les porta dans sa chambre. Il y avait en petits fusils de voiture ou pistolets quatorze coups à tirer. Elles furent déposées sur une table ronde; on lui fit observer qu'elles étaient chargées. Après qu'il les eut examinées, son valet de chambre, Constant, voulut les reprendre pour les remettre à leur place; il s'y refusa et dit de les lui laisser.... Il ne lui était jamais arrivé de garder des armes chez lui. Constant insista et ne put rien obtenir; alors il eut des craintes sur les intentions de l'Empereur, et alla bien vite rendre compte de ce qui venait de se passer à l'écuyer, qui attendait qu'on lui rapportât les armes.

Le même soir, l'Empereur fit venir son docteur Ivan, et le força, par menaces, à lui dire qu'elle était la dose d'opium qui lui était nécessaire pour se tuer. L'Empereur avait toujours dans un petit nécessaire seize gros d'opium. Le soir, quand tout le monde fut retiré, l'Empereur mit dans une tasse de thé la dose indiquée par Ivan et en avala une partie; mais bientôt il s'en repentit; il sonna son valet de chambre, prit beaucoup d'eau chaude pour se faire vomir. Il eut des convulsions très-fortes toute la nuit. Vers midi, il allait mieux; il

nous reçut le soir quatre ou cinq personnes dans son intérieur ; il était pâle et défiguré. On répandit le bruit qu'il avait eu une des indispositions auxquelles il était sujet, et tout le monde y crut, à l'exception de six à sept personnes qui connurent le secret... Lorsque l'Empereur fut hors de danger, Ivan sortit de chez lui pâle comme la mort, et partit de Fontainebleau pour ne plus revenir.

---

## UN ILLUMINÉ A FONTAINEBLEAU.

Le 5 avril, à cinq heures du matin, un valet de pied vint me prévenir qu'un inconnu désirait parler à l'Empereur. Dans les circonstances présentes, je fis quelques difficultés de l'admettre; mais fatigué par les instances réitérées qu'il me fit faire, je permis qu'il fût introduit dans le salon de service où je me trouvais. Je vis un homme de trente ans à peu près, d'une assez belle figure, mais dont la couleur foncée me parut être celle d'un demi-mulâtre ; il était vêtu d'une longue tunique ouverte en casimir blanc, et portait, sous ce singulier habit, une culotte de soie noire et des bas de soie blancs.

Je remarquai dans sa main une bannière sur laquelle étaient gravées, en lettres d'or, les lettres initiales de Jésus de Nazareth, et plus bas, ces mots : *Persévérance et vertu*. Tout cela me parut suspect. Je me refusai absolument au désir qu'il témoignait avec tant d'ardeur d'être admis auprès de l'Empereur. Il me dit alors qu'il était envoyé de Dieu pour annoncer à sa Majesté des choses qu'il lui était important de savoir, et que puisque je m'opposais à ce qu'il le vît, il me chargeait de les lui transmettre. « J'habite, me dit-il, un village près de Poitiers ; pressé par l'esprit divin, j'en suis parti avant-hier et j'ai pris la poste jusqu'ici, en passant par Tours, Orléans et Montargis. J'ai vu l'impératrice à Orléans, et je viens dire à l'Empereur que ses maux actuels ne dureront pas long-temps ; qu'il est destiné à régner encore sur la France, mais qu'il lui est réservé ensuite des malheurs bien plus grands que ceux qu'il éprouve maintenant, et qu'il doit se fortifier par la pratique de ces deux vertus (il me montrait la devise écrite sur sa bannière). Je congédiai cet étrange *Missus à Deo*, et m'étonnai fort que sa manière de s'exprimer, recherchée et presque élégante, démentît l'opinion,

toute naturelle que la folie de ses discours faisait naître. Je fis prendre des informations sur lui, et je sus qu'effectivement une chaise de poste l'avait amené à Fontainebleau par la route de Poitiers, et qu'il avait repris le même chemin.

---

## INTERRÈGNE.

### 1814 et 1815.

---

Après le départ de Napoléon pour l'île d'Elbe, l'Empereur m'avait rendu mes serments. Je revins à Paris; j'offris franchement mes services au roi, et je fus bien accueilli.

Trouvant bien le nouveau système de gouvernement, je travaillai de tous mes moyens à le consolider, tant auprès de ceux qui pouvaient le soutenir et le défendre, qu'auprès des princes avec lesquels ma place de colonel-général de cuirasssiers me mit en relation directe auprès des premiers. Je me servais de l'influence que me donnaient mes ser-

vices auprès des princes ; j'arrivais avec la franchise d'un soldat, d'un bon Français ami de son pays.

Souvent, j'ai fait aux princes des observations fortes sur ce qui se faisait tous les jours en opposition à la foi promise et aux intérêts de tous; sur le mécontentement qu'une pareille conduite occasionnait et sur les résultats fâcheux que l'on pouvait prévoir. Je remis à M. le duc de Berri un projet d'organisation de l'armée en divisions établies dans les divisions territoriales. Par ce moyen, l'on plaçait tous les officiers généraux, officiers supérieurs et d'état-major. On satisfaisait ainsi tous les intérêts, tous les désirs de l'armée, et on l'attachait au nouveau gouvernement... Mon projet fut trouvé bon, mais on ne l'adopta pas.

Ayant eu, par ma position, de grandes relations avec les chefs de l'armée et ses officiers, je les voyais souvent ; j'étais à même de connaître plus qu'un autre leurs vœux et leurs désirs. Ils adoptaient le nouvel ordre de choses avec les garanties promises ; mais souvent ils se plaignaient avec raison des injustices dont ils étaient frappés.

L'affaire du général Excelmans eut lieu sous le ministère de Dupont ; il avait des torts ; le roi

la termina avec bonté : on en fut reconnaissant.

Un nouveau ministre de la guerre fut nommé. On dit qu'il avait à remplir des engagements contractés en recevant le portefeuille. Il devait moriginer, dompter l'armée et lui donner d'autres chefs. Il voulait faire un coup de vigueur, un coup d'état. L'affaire du général Excelmans lui parut propre à l'exécution de ses projets; il la reprit malgré la décision du roi. Son ambition l'aveugla; il servit mal les intérêts du gouvernement. Il s'éloigna de tout ce qui pouvait faire au roi des amis et des serviteurs fidèles.

Tous les hommes sages et qui pouvaient prévoir les suites d'une conduite si extraordinaire, s'en affligèrent. Pour les prévenir autant qu'il était en moi, voyant le mécontentement augmenter, les esprits s'aigrir, je crus de mon devoir de parler à la chambre des pairs sur ce qui se passait à l'égard du général Excelmans. Je désirais qu'on remît les choses dans l'état où le roi les avait placées. Je cherchai à prouver que le ministre était dans l'arbitraire et dans l'injuste ; j'essayai de faire retomber le blâme sur celui qui avait abusé de son autorité et trompé la confiance du souverain. On me sut

mauvais gré de ma franchise. J'eus avec M. le duc de Berri une explication très vive, et je cessai de le voir. Le roi me désapprouva : le duc d'Angoulême, seul, prit mon parti. J'ai trouvé l'occasion d'être utile à ce prince dans une circonstance pénible et dangereuse, et je ne l'ai pas laissé échapper.

L'expérience, du reste, a prouvé que j'avais trop bien jugé l'état des choses et la disposition des esprits ; car de là, l'explosion du Nord, indépendante de celle du Midi, d'après ce que l'Empereur m'assura lui-même en me parlant de tout ce qui s'était passé depuis son départ, et des raisons qui lui avaient fait quitter l'île d'Elbe, explosions entièrement dues aux ministres Dupont, Soult et Montesquieu, qui, tous trois en sens divers, avec des idées et des vues bien différentes, avaient pris le contrepied de la direction des affaires, en s'écartant de celle que la nouvelle forme du gouvernement avait donnée aux esprits et à l'opinion. L'empereur Napoléon, à son retour, s'y trompa lui-même et s'en aperçut plus tard : il trouva un changement complet, des idées tout-à-fait prononcées pour la liberté constitutionnelle, et de la résistance pour tout ce qui pouvait y être contraire.

C'est sûrement ce qui lui fit dire, en parlant du roi : *Ce diable d'homme, dans un an, m'a gâté la France.*

L'Empereur, dans les premiers jours de mars, débarqua à Cannes : je l'appris aux Tuileries. On forma deux corps d'armée, et M. le duc de Berri, qui depuis longtemps mettait la meilleure grâce à me faire oublier sa vivacité, me fit nommer major-général de celle qu'il devait commander sous Paris; il avait, en outre, le commandement de toutes les troupes comme lieutenant-général du roi.... Dans la première entrevue, j'abordai franchement la question; cela me mena aux causes de la catastrophe: je rappelai ce que j'avais dit aux princes il y avait six mois: je parlai du mouvement donné à tout le Midi: je m'étendis beaucoup sur les moyens de l'Empereur, sur l'influence qu'il devait exercer sur les troupes et sur les populations, tant par ses malheurs que par le souvenir de ce qu'il avait fait de grand et de glorieux pour la France. Ma franchise déplut au prince (la vérité a quelque chose qui blesse l'oreille des grands); il chercha un autre major-général, et je ne reçus aucun ordre. Après trois jours de bouderie, le duc de Berri me fit

appeler ; il me trouva toujours le même, et mes raisonnements avaient d'autant plus de force, qu'ils étaient appuyés par les événements qui se succédaient avec tant de rapidité. Je dis au prince : Si votre Altesse n'aime pas à entendre la vérité, elle ne doit pas me prendre auprès d'elle: j'ai l'habitude de la dire, quoi qu'il puisse advenir pour moi, car autrement je trahirais la confiance dont votre Altesse veut bien m'honorer». Le prince me prit la main : « Vous êtes un brave homme, me dit-il, vous serez avec moi.» Et de ce moment j'entrai en fonctions. Je m'occupai d'organiser l'état-major et de mener lestement toutes mes opérations selon notre ancien usage, mais le même système d'inertie prévalut: les jours se passèrent en conseils qui ne concluaient rien ; on organisait l'espionnage, on recevait des propositions d'assassinat ; ce qui était urgent ne marchait pas.

Pendant ce temps, l'Empereur faisait vingt lieues par jour, organisait ses derrières et s'approchait de la capitale. Il annulait presque tous les moyens qu'on pouvait employer contre lui ; enfin, le 18 mars, on annonça son arrivée pour le lendemain à Fontainebleau.

On voulut porter l'armée à Essonne, on voulut camper à Villejuif, et enfin défendre Paris. Le 19, les coureurs annonçaient la marche de l'armée de l'Empereur sur Fontainebleau : on la disait nombreuse : les troupes de la garnison de Paris étaient ébranlées : quelques régiments furent envoyés à Villejuif et en avant sur la route. Leurs dispositions n'étaient pas rassurantes : on renonça au projet de marcher contre l'Empereur, et le soir à la nuit, le roi et les princes quittèrent Paris pour se diriger vers le nord de la France. M. le duc de Berri m'ordonna de rester : je ne crus pas de mon devoir d'obéir : je suivis les princes avec tout l'état-major et un bataillon de sapeurs, seule troupe qui se soit maintenue dans la ligne de ses devoirs ; les autres corps de l'armée étaient restés à Paris ou dans les environs, au lieu de se retirer sur Lille comme ils en avaient reçu l'ordre.

A Beauvais, Monsieur me fit appeler; le duc de Berri était présent. « Mon cher Belliard, me dit-il, aller plus loin serait vous compromettre. — On ne se compromet jamais, prince, quand on remplit ses devoirs. Je suis major-général de monseigneur le duc de Berri ; je dois vous suivre, c'est mon

devoir et ma volonté.— Que savez-vous de l'armée ?— Je reçois à l'instant des nouvelles de Paris (un officier m'avait été expédié pour me faire revenir) : l'empereur Napoléon est arrivé ; il a ordonné à tous les corps de rester en position, d'attendre de nouvelles instructions ; aucun ne suit votre altesse ; je n'ai au quartier-général, à un jour de Beauvais, qu'un bataillon de sapeurs qui tient bon et qui paraît tout dévoué ; il ne faut plus compter sur les troupes de la capitale.

« Nous allons hors de France, il est donc inutile de venir avec nous ; ainsi retournez, nous vous y engageons, nous vous l'ordonnons même, si cela est nécessaire. » J'insistai pour suivre au moins jusqu'aux frontières ; je représentai que je pouvais être utile. En ce moment on annonça le déjeuner, et je m'y rendis avec les princes.

Le général Ricard avait été envoyé au congrès de Vienne par le ministre de la guerre ; il apprit là le débarquement de l'empereur Napoléon. M. de Talleyrand l'expédia pour porter au roi les résolutions nouvelles du congrès : il arriva à Beauvais, où il eut une longue conférence avec Monsieur.

Les princes me firent appeler de nouveau, et

me renouvelèrent l'ordre de retourner à Paris ; je demandai la permission d'aller prendre congé du roi.—C'est inutile, me dit le prince ; vous ne trouveriez plus le roi , il est parti ; mais soyez tranquille , nous serons votre interprète auprès de sa Majesté, et nous ne lui laisserons pas ignorer votre conduite envers nous dans ces moments difficiles; ainsi retournez à Paris , emmenez avec vous Rutti , Haxo et tout l'état-major : vous êtes maintenant, mon cher Belliard, maître de faire tout ce que vous voudrez.

« Votre Altesse me parle avec tant de bonté , qu'elle me permettra de lui répondre avec franchise. Votre Altesse royale me refuse l'honneur de la suivre jusqu'à la frontière et de lui prouver mon zèle jusqu'au dernier moment : c'est une grande peine pour moi. Votre Altesse m'ordonne de retourner à Paris ; elle me rend mes serments : voilà quelle sera ma conduite. Je vais rentrer à Paris d'après vos ordres : s'il n'y a pas de guerre, je ne prendrai pas de service, mais si l'ennemi se présente , avant tout je suis Français , on me verra dans les rangs de l'armée pour défendre mon pays en homme d'honneur comme je l'ai toujours fait.

« C'est bien, répondit le prince en me prenant la main, cela ne tardera pas, les alliés sont en marche, dans trois mois nous nous reverrons. Allons, mon cher Belliard, embrassons-nous. » Ce fut pour moi un moment d'attendrissement que je n'oublierai jamais.

Je sortis de chez M. le comte d'Artois; le duc de Berri me suivit et m'entraîna au fond d'un corridor; il me donna des ordres que j'ai remplis fidèlement: il me demanda de me servir du peu d'influence que je pourrais avoir près de Napoléon pour protéger les personnes qui avaient montré du dévouement et à lui et à sa famille. Cette recommandation de S. A., pour laquelle je ressentais une vive affection, entrait dans mes goûts, dans mes intentions. J'ai fait tout ce qui a été en moi pour obéir au vœu du prince, et j'ai été assez heureux pour réussir. Nous nous embrassâmes de nouveau, nos larmes se confondirent, et je partis.

Les princes avaient pris la route de la Belgique; je rejoignis le quartier-général, je transmis à tout le monde les ordres que j'avais reçus de Monsieur de retourner sur Paris, où moi-même je ne tardai pas à me rendre.

Napoléon, à son arrivée à Paris, demanda : « Où est Belliard ? —Avec les princes, répondit un officier-général.—Cela ne me surprend pas, dit l'Empereur , il est resté le dernier avec moi à Fontainehleau : il faut lui écrire de venir. »

A mon retour , je me présentai aux Tuileries ; l'Empereur me reçut de suite : « Eh! bien, vous voilà donc, Monsieur le major-général de l'armée blanche ; d'où venez-vous? — De Beauvais, Sire.— C'est bien loin. — Je serais allé jusques aux frontières , si les princes m'eussent permis de les suivre. — C'est bien. Où sont les princes maintenant? — Je n'en sais rien, ils m'ont quitté à Beauvais. — Ah ! voilà du mystère! Est-ce que vous croyez que je vais les faire poursuivre ? mais non, vraiment ; tout ce que je désire c'est qu'ils sortent de France. Le roi es à Lille, et cela m'inquiète : les princes iront sûrement le joindre avec la maison militaire? — Je l'ignore absolument; je le saurais ; on me l'aurait confié, que vous me permettriez de ne pas le dire.— Que voulez-vous faire?.— Rien : Sire, ma position le veut ainsi. Mais quand le roi sera hors de France ainsi que sa famille, si nous avons la guerre, comme on doit le croire, je deman-

avons la guerre, comme on doit le croire, je demanderai du service à sa Majesté, j'en ai prévenu les princes.— C'est bien, je conçois cela : je vous reverrai ; allez chez Davoust, ministre de la guerre. » Je m'y rendis; je lui fis part de ma conversation avec l'Empereur, je le priai de ne m'offrir aucune espèce de service. Le maréchal entra dans ma position, m'approuva et me le promit.

Le séjour du roi à Lille inquiétait beaucoup l'Empereur, et il témoigna un grand contentement quand il apprit que lui et les princes avaient quitté la France.

Dans une seconde entrevue fort longue, l'empereur Napoléon, après avoir beaucoup parlé sur les individus et sur les choses, sur les événements et sur leurs causes, s'approcha de moi, me regarda fixement et me dit : » Vous étiez major-général du duc de Berri? — Oui, Sire. — Vous auriez donc fait tirer sur moi, si nous nous étions rencontrés?— Oui, Sire, mon devoir me l'ordonnait ; et nous serions allés très-loin à votre rencontre, si on avait voulu me croire. J'avais proposé de former un corps d'élite de gens intrépides et dévoués, de l'expédier en poste avec du canon, et cela dans vingt-

quatre heures; de le porter jusqu'à une journée de votre avant-garde. Là on se formait, on se portait en avant; on tirait le canon et des coups de fusil à une grande distance; on marchait sans vouloir parlementer, et il est probable que nous aurions réussi. «L'Empereur convint que c'était là, en effet, le seul moyen; mais en me posant la main sur la joue, selon son usage, il me dit: « Dans le principe, cela m'eût embarrassé beaucoup; et si avant Grenoble, peut être-même avant Lyon, j'avais trouvé de la résistance, je devais retourner et me jeter en Italie. Il fallait arriver sans combattre. Un coup de fusil gâtait mon affaire... » L'Empereur m'en donna pour preuve l'inquiétude que lui causa la contenance de ce bataillon, qu'il rencontra avant Grenoble, militairement établi et lui opposant seulement une force d'inertie, que sa présence d'esprit et la magie de son nom, seules, avaient pu vaincre. Il aimait beaucoup à raconter tous les détails de cet événement, qui avait décidé du succès de son entreprise. Il citait toujours avec plaisir le trait d'un vieux soldat d'Égypte qu'il reconnut dans ce bataillon, lorsqu'il en passait la revue. « Comment, vieux coquin, lui dit Napoléon en lui tirant la

moustache, tu voulais donc tuer ton vieux général?»

Le soldat abat son arme dans la main gauche, ouvre le bassinet qui était vide, et dit pour toute réponse: « Est-ce qu'il y a de la poudre là dedans? »

« Si le bataillon, disait l'Empereur, avait fait feu au mier abord, mon expédition était manquée; je devais me retirer. Mais, étant maître de Grenoble et surtout de Lyon, j'étais puissant; je n'avais qu'à marcher. Les troupes venaient au-devant de moi; la population et l'opinion me *suivaient*, me devançaient. En arrivant sous Paris, il était dangereux de m'attendre, j'étais plus fort que vous. Vos troupes, en apercevant mes aigles, vous auraient abandonné pour venir se ranger sous leurs anciennes bannières; il vous eût été impossible de les retenir. Votre roi a fait une grande faute en ne conservant pas les couleurs nationales; il le devait et le pouvait d'autant mieux, qu'elles étaient celles de Louis XVI. Il m'aurait ôté de grands moyens.»

La présence de M. le duc d'Angoulême dans le midi, celle de M^me^ la duchesse à Bordeaux, gênaient beaucoup l'Empereur. Cela l'empêchait d'organiser un pays très important pour lui; les communications n'étaient pas libres. Il craignait des liaisons

entre les deux partis, et ensuite avec la Vendée et l'Espagne. Tout ce qu'il apprit de Mme la duchesse d'Angoulême, à Bordeaux, le surprit, et il se servit à cet égard d'une expression connue de tout le monde. Cette époque honore la duchesse d'Angoulême. Cette princesse fit preuve d'un grand courage; développa un beau caractère, et mérita, par sa conduite digne d'un meilleur sort, l'admiration de ses amis et de ses ennemis.

Les craintes de l'Empereur ne durèrent pas longtemps: « Votre ami le duc d'Angoulême, me dit-il un jour, est en mauvaise position; on l'a mal dirigé, et heureusement: autrement il m'eût fort embarrassé. Il a auprès de lui des officiers qui n'y entendent rien. Avant peu, d'après les nouvelles que je reçois, il se sera jeté en Espagne, s'il ne veut pas se laisser prendre; je ne sais pas même s'il le pourra. »

Il devait régner bien peu d'harmonie dans cette famille; tout le monde voulait gouverner. D'après la correspondance que j'ai trouvée, chacun donnait son plan. Votre roi devait être bien tourmenté par ses alentours: c'est un homme d'esprit; il a beaucoup de connaissances, même de bonnes vues,

d'après ce qui m'est tombé entre les mains ; mais il était vraiment trop faible et trop bon avec sa famille. Il ne doit y avoir qu'un chef dans un état : mes frères sont les premiers sujets de l'empire ; ils ne s'aviseront 'pas sûrement de vouloir être plus. Le mal de M. le comte de Lille est d'avoir voulu conserver près de lui des hommes auxquels il devait de la reconnaissance, c'est vrai, mais incapables. Il fallait les bien traiter et d'honneurs et de fortune; mais ne pas les employer pour les affaires. Il devait prendre des gens habiles, de ces hommes habitués à la marche de mon gouvernement, connaissant la France, que votre roi avait perdue de vue depuis trop longtemps pour pouvoir la gouverner sans le secours de gens forts, ayant suivi les événements; et il y en avait beaucoup. Comme je le disais à Fontainebleau : Mon lit était bon ; M. le comte de Lille devait se mettre dedans, après en avoir changé les draps ; il s'en serait bien trouvé.

« Vous connaissez la duchesse de Duras.— Oui, Sire. — C'est une femme d'esprit. J'ai trouvé une lettre d'elle très bien écrite ; il y avait de fort bonnes idées. Elle voulait qu'on suivît mon gouvernement ; qu'on conservât la cocarde : elle avait raison

« Dupont et Soult m'ont amené en France : le premier n'avait point d'arrière-pensée ; mais il a cru que le ministère se faisait comme un roman ou une pièce de vers : il ne travaillait point à son ministère ; il ne savait pas résister à une demande des princes ou de grands personnages ; il offrait des grades à tous les gens de la cour ; il a augmenté l'armée de huit mille officiers. C'est un homme d'esprit, mais d'un caractère faible, sans moyens pour sa place. Dans le principe, on n'a pu le choisir que par l'animosité qu'on lui a supposée contre moi.

« Son successeur a pris une marche tout opposée : pour arriver au ministère, il avait promis à la cour tout ce qu'on lui avait demandé. Il a commencé à dérouler son plan par la proposition de la colonne de Quiberon. Soult était dans le mouvement du Nord, qu'il connaissait: il le laissait faire, espérant pouvoir en tirer avantage ; il voulait vous donner le second tome du Portugal, Nicolas Ier. Il y a vraiment de la folie dans sa conduite. Soult est plein d'ambition ; il a des moyens, mais il ne fera jamais rien de grand, parce qu'il n'a pas ce qu'il faut pour cela. Je ne l'ai pas encore vu ; je ne sais pas ce-

que j'en ferai... Il faudra pourtant bien l'employer.»

L'Empereur avait grande méfiance du maréchal Soult; il craignait de le laisser derrière lui : c'est sûrement ce qui l'a fait choisir pour major-général, et à la surprise de tout le monde.

« J'ai lu vos journaux, ajoutait l'Empereur; j'ai suivi les opérations de votre gouvernement : elles devaient déplaire et faire beaucoup de mécontents. On traitait mal l'armée; la Légion-d'Honneur était déconsidérée par l'abus qu'on en faisait; on a semé des inquiétudes chez les acquéreurs des domaines nationaux; la faveur était toute aux émigrés : ils occupaient et assiégeaient le château... Votre gouvernement ne me payait pas ce que m'accordait le traité de Paris; je n'avais plus d'argent pour payer ma garde; il fallait renvoyer mes vieux compagnons d'armes : je ne pouvais plus rester à l'île d'Elbe.

« —Comment votre Majesté, ayant le projet de tenter la fortune, n'a-t-elle pas attendu la dissolution du congrès de Vienne?

« —Je ne pouvais pas attendre que le congrès m'envoyât à Sainte-Hélène : il en avait le projet; ou que le duc d'Orléans fût mis sur le trône : il avait

un grand parti. Je ne devais pas perdre de temps : je suis venu revendiquer mes droits, ceux de mon fils, avec la presque certitude de rallier tous les partis, tous les mécontents, même les partisans du duc d'Orléans. Je ne me suis pas trompé ; si j'avais pu ne pas réussir en France, je me serais jeté en Italie où j'étais appelé, et où j'avais des intelligences. »

Je suis resté à Paris sans emploi jusque vers la fin d'avril. J'allais souvent aux Tuileries : j'ai été assez heureux pour rendre quelques services à des personnes de la famille royale, de la maison du roi et à d'autres, soit de l'ancien, soit du nouveau temps. A la vérité, il ne m'en a jamais coûté que les premières démarches, car je n'ai jamais trouvé que bonne volonté chez l'Empereur.

J'étais dans le cabinet de l'Empereur, à l'arrivée de la dépêche télégraphique annonçant l'événement de M. le duc d'Angoulême. « Eh! bien, me dit l'Empereur après avoir lu la dépêche, votre ami est prisonnier : il a demandé à aller en Espagne, mais Grouchy l'envoie à Paris.... » Je fus ému de cette nouvelle, l'Empereur s'en aperçut. — Il semble que cela vous fasse de la peine!... Vous aimez le duc

d'Angoulême?— Oui, Sire, il n'a jamais parlé de votre Majesté qu'avec vénération : il m'a toujours comblé de bontés.... Si je pouvais obtenir de votre Majesté qu'elle laissât aller le prince en Espagne, j'en serais bien heureux, et je croirais avoir rendu grand service à vous, Sire, et au prince.— Comment cela?— La route que M. le duc doit parcourir est fort longue, les têtes sont montées; il faut traverser de grandes villes, des pays exaltés; le prince peut courir des risques, quelques ordres que vous donniez pour sa sûreté? Qu'en ferez-vous à Paris. et s'il arrivait malheur, ne craindriez-vous pas qu'il en fût pour M. le duc d'Angoulême comme pour le duc d'Enghien? » Au mouvement que fit l'Empereur, je crus avoir dit une phrase inconvenante. L'Empereur était près de la croisée : il fit deux fois la longueur de l'appartement, puis revenant à moi et me regardant fixement: « Je ne vois pas d'inconvénient à baisser aller votre prince en Espagne; je vais écrire à Grouchy. » Je le remerciai; il me salua. Je sortis heureux d'avoir obtenu ce changement de direction. Au moment où je sortais, Fouché arrivait, apportant aussi la nouvelle: je lui dis ce qui venait de se passer et ce que l'Empe-

reur m'avait accordé. Il me promit d'appuyer ma demande et de parler comme moi....

Vers la fin d'avril, M. le duc de Vicence, ministre des relations extérieures, me fit prier de passer chez lui pour m'annoncer que l'Empereur voulait m'envoyer à Naples. Je lui répondis que je ne pouvais pas accepter. Trois fois je refusai ; enfin la quatrième c'était un ordre impératif, et je me décidai à entreprendre ce voyage. Le même jour, je fus mandé à l'Elysée : j'eus avec l'Empereur un très long entretien, et dans son cabinet et dans le jardin.

« Eh! bien, M. le général Belliard, vous ne voulez pas aller à Naples?—C'est vrai, Sire, et votre Majesté connaît mes raisons.— J'ai besoin que vous vous rendiez auprès de Murat : il a toute confiance en vous, c'est votre ami; vous l'aiderez de vos conseils, vous lui serez utile en me servant.... Il paraît avoir attaqué les Autrichiens.— Tant pis, Sire; si cela est, il est perdu.— Comment? il a 80,000 hommes, cent pièces de canon attelées, une belle cavalerie; c'est plus qu'il n'en faut pour conquérir l'Italie, qui aidera ; elle est bien disposée.— Le roi de Naples peut avoir cent pièces de canon attelées, mais

il faut réduire à cinquante mille tout compris la force de son armée : encore ce sont de belles troupes de parade, mais mauvaises pour la guerre.... Le roi n'a personne auprès de lui, pas un officier sur lequel il puisse compter : je désire me tromper, mais je prévois les plus grands malheurs.

« —Je suis très contrarié que Murat ait commencé; je ne veux pas la guerre.— Il me paraît bien difficile de l'éviter, Sire, à moins, comme on le dit, que vous n'ayez des arrangements pris avec l'Autriche.

« —Je n'en ai aucun, je n'ai pas encore pu faire passer un courrier. Murat a agi pour moi, je le soutiendrai. Vous lui direz que j'organise une armée sur les frontières du Piémont pour lui donner la main : il faut arriver à Milan. Murat rêve la souveraineté de l'Italie : je ne conçois pas l'unité, mais bien deux divisions possibles et séparées par le Pô. Il y a de trop grandes villes en Italie, d'opinions, de coutumes, d'usages différents, et dont les intérêts sont entièrement opposés. J'ai songé souvent à cette unité : je n'en ai pas vu la possibilité, du moins de longtemps. Si la division avait lieu, Murat prendrait la rive droite, et je disposerais de la rive

gauche; quant au Piémont et à Gênes, qui doivent être liés à la partie de la rive gauche, dans les intérêts de la France, on en parlera plus tard. Au surplus, vous verrez sur les lieux ce qu'on peut faire, et d'après les événements, vous arrangerez tout pour le mieux dans les intérêts de tous comme vous le jugerez convenable: je vous donne carte blanche; mais partez bien vite, Murat a besoin de vous. Caulaincourt vous donnera mes instructions. Voyez le ministre de la marine: demandez un bâtiment. »

Dans cette longue conversation et dans celle où je pris congé, l'Empereur ne me dit pas un mot de la manière dont il fallait agir en Italie. Il ne fit aucun projet et ne traça aucun plan de campagne. Cela me parut bien extraordinaire.

Le 22 avril, je quittai Paris; le 27, j'embarquai à Toulon, à bord de la frégate la *Dryade*. Après avoir relâché à Bastia où, le 30 au matin, nous débarquâmes le duc de Padoue, nous continuâmes notre route. Chassée par un vaisseau anglais, la *Dryade* fut forcée de se jeter dans Porto-Ferajo. Les vents contraires nous retinrent quelques jours, et j'en profitai pour visiter cette île si pleine de souvenirs pour un vieux soldat de l'Empire.

Les renseignements que je me procurai sur l'Italie annonçaient que la campagne du roi de Naples n'était pas heureuse, et qu'il rentrait dans ses états. J'expédiai un bâtiment à l'Empereur pour lui faire part de ce contretemps.

La frégate ayant appareillé par un bon vent, nous fîmes voile pour Naples, où j'arrivai le 9, après avoir échappé, comme par miracle, aux Anglais qui, sans déclaration de guerre, nous avaient attaqués à hauteur de Gaëte, et sans le calme qui nous sauva, nous auraient probablement coulés, comme ils avaient quelques jours auparavant coulé la *Melpomène* dans les mêmes eaux.

Le 11, je rejoignis le roi à Castel-di-Sangro, et le 18, je rentrai à Naples ainsi que sa Majesté, qui fut reçue avec enthousiasme par le peuple.

Le 19, à neuf heures du soir, le roi déguisé en matelot quitta Naples pour se rendre à Gaëte. Le 21, la reine, après avoir pris toutes les précautions poursauver Naples, s'embarqua à bord du *Tremandous*, qui devait la conduire en France avec les princes. Le même jour, je partis sur la goëlette l'*Étoile*, pour retourner en France. Le 29, au soir, je débarquai à Toulon, et le 3 juin j'étais à Paris.

Le même jour, l'Empereur me reçut; je rendis compte de ma mission. Il était affligé de la catastrophe de Naples. « Vous aviez trop bien jugé les résultats de cette campagne, » me dit l'Empereur.

Le roi de Naples n'ayant pu entrer à Gaëte revint à Ischia, où il s'embarqua à bord d'un vaisseau portant pavillon anglais, et qui faisait voile pour la France. Le roi débarqua à Cannes, où il attendit inutilement la reine, qui avait été livrée à l'Autriche.

A mon retour à Paris, la guerre était certaine; je demandai du service. Le ministre de la guerre (à ce qu'il m'a dit depuis) me proposa pour major-général à l'Empereur, qui refusa. Je fus nommé général en chef de l'armée de la Moselle, et commandant des 3me et 4me divisions militaires. Je plaçai mon quartier-général à Metz; je m'occupai de suite de mettre en état de défense les places et la frontière. Quarante-cinq bataillons de gardes nationales, fournis par les trois départements des Vosges, de la Moselle et de la Meurthe, furent habillés, équipés et armés. On peut dire que toute la population était sous les armes. Les premiers succès de nos armées avaient encore augmenté

l'enthousiasme; mais la funeste bataille de Waterloo, la dispersion de l'armée, l'abdication de l'Empereur abattirent les esprits: les gardes nationaux voulurent rentrer chez eux; la désertion commença d'une manière effrayante. Bientôt les Russes et les Autrichiens, convoitant nos places, nous entourèrent de toutes parts. Il fallut pour les conserver faire bonne contenance, employer la persuasion, étouffer l'insurrection sur plus d'un point. Tout a répondu à mes soins et à mes vœux. Aucune place sous mon commandement n'est tombée au pouvoir de l'ennemi.

Instruit de l'abdication de l'Empereur, de son départ, du retour du roi, je travaillai, dans l'intérêt de la France, à ramener les esprits au nouveau système.

Après le licenciement des gardes nationales et le rétablissement de l'ordre, après avoir assuré toutes les places par des conventions avec les généraux ennemis, je quittai Metz le 26 août, avec l'autorisation du ministre de la guerre.

J'avais été compris sur la liste des pairs qui ne devaient plus siéger. A mon retour à Paris, je me plaignis fortement au ministre Fouché. Il me pro-

posa de me faire rentrer, si je voulais écrire que je n'avais pas voulu siéger pendant les Cent-Jours.

« Votre proposition a lieu de me surprendre, monsieur le ministre, lui répondis-je ; je ne sais pas mentir à ma conscience. » Je le quittai, et j'ai cessé de le voir.

De ce moment, je vécus tranquille et presque dans la retraite. Quelques personnes vinrent chez moi officieusement m'offrir leurs services, me demander si je ne craignais pas d'être arrêté, et m'engager à quitter la France pour quelque temps.

« Je ne suis point de ces gens qui ont peur ou qui fuient. Je n'ai point de reproches à me faire; je ne crains rien, répondis-je, et je reste. » On ne m'en parla plus.

Je n'avais trompé ni trahi personne : toujours dévoué à la France, ma patrie, je l'avais servie avec zèle, prenant en toute occasion conseil de ma conscience, sans consulter mes intérêts. Je n'ai jamais usé de ma position et de mon influence que pour être utile aux proscrits et secourir les malheureux : pourtant j'ai gémi six mois sous les verroux !...

*Ingratis servire nefas !*

Le 21 novembre, à la pointe du jour, ma maison

fut cernée par les gendarmes et la police; on visita, on saisit mes papiers; je fus arrêté, conduit à la prison de l'Abbaye. J'y suis resté six mois sans avoir pu savoir pourquoi j'étais détenu; j'en suis sorti sans avoir pu obtenir des juges.

Pendant ma captivité, on m'a fait offrir des passeports pour des pays voisins; j'ai mieux aimé être prisonnier en France que d'être libre sur la terre étrangère. J'ai refusé.

Je n'en veux à qui que ce soit; il faut savoir faire la part des temps. Je remercie les personnes qui m'ont visité, qui m'ont offert leurs services et leur bourse, qui m'ont témoigné tant d'intérêt! Je ne l'oublierai jamais!...

# MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

## EXTRAIT

### DES MINUTES DE LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT.

Au Palais des Tuileries, le 13 avril 1815.

NAPOLÉON, EMPEREUR DES FRANCAIS,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Le lieutenant-général comte BELLIARD est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi de Naples.

Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

*Signé*, NAPOLÉON.

*Par l'Empereur*. — Le ministre secrétaire-d'état,

*Signé*, le duc de BASSANO.

*Pour extrait conforme* : Le ministre des affaires étrangères,

CAULAINCOURT, DUC DE VICENCE.

## BREF DE NOMINATION.

---

NAPOLÉON, Empereur des Français, à très haut, très excellent et très puissant prince, JOACHIM NAPOLÉON, roi de Naples, notre très-cher et très-amé bon frère et beau-frère.

Très haut, très excellent et très puissant prince, le désir que nous avons d'entretenir constamment avec votre Majesté les plus intimes relations, et de lui donner de nouveaux témoignages de nos sentiments d'affection, nous a déterminé à faire choix du comte BELLIARD, lieutenant-général de nos armées, grand-officier de la Légion-d'Honneur, etc., etc., et nous l'avons nommé pour résider auprès d'elle en qualité d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire. La connaissance particulière que nous avons de ses talents, de sa prudence et de son zèle pour notre service, nous donne l'assurance qu'il remplira, à la satisfaction de votre Majesté et conformément à nos intentions, les fonctions que nous lui avons confiées. Nous la prions de l'accueillir avec bienveillance et d'ajouter

une créance entière à tout ce qu'il lui dira de notre part, surtout lorsqu'il lui renouvellera les assurances de notre sincère estime et de notre parfaite amitié. — Sur ce, nous prions Dieu qu'il vous ait, très-haut, très-excellent et très-puissant prince, notre très cher et très amé bon frère et beau-frère, en sa sainte et digne garde.

A Paris, le 19 avril 1815.

Votre bon frère et beau-frère,

*Signé :* NAPOLÉON.

*Contresigné :* CAULAINCOURT, DUC DE VICENCE,

*Ministre des affaires étrangères.*

# MISSION A NAPLES.

Nommé, par l'Empereur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de sa Majesté le roi de Naples, je partis de Paris le 22 avril 1815, pour me rendre à ma destination. Le 27, j'embarquai à Toulon, à bord de la frégate la *Dryade*, avec le duc de Padoue, nommé gouverneur de la Corse. Le 30, au matin, le duc débarqua à Bastia; nous fîmes des vivres et nous remîmes à la voile. A la hauteur du cap, un vaisseau anglais nous donna la chasse, et força la frégate à se jeter dans Porto-Ferajo, où nous restâmes deux jours. Je profitai de ce temps pour visiter cette île si pleine de souvenirs pour un vieux soldat de l'Empire. Le 4 mai, par un bon vent, la frégate appareilla et fit route

pour Naples. Jusqu'à la hauteur d'Ischia notre marche fut bonne et sans aucun incident, mais au moment de doubler cette île, nous vîmes paraître les Anglais qui, à l'endroit même où nous étions, avaient coulé, trois jours avant, la frégate la *Melpomène*. Un vaisseau, une frégate et deux bricks couraient sur nous. Notre frégate, couverte de ses voiles, faisant feu de ses canons d'arrière, chercha alors à gagner Gaëte, que l'on voyait à notre gauche ; mais elle aurait succombé, sans aucnn doute, si un calme plat ne fût arrivé à propos pour donner à un grand nombre de chaloupes le temps de venir nous remorquer. Pressé d'arriver à Naples, je profitai de ce moment pour me jeter dans un canot avec un aide-de-camp, et me diriger sur Soria, en passant entre le vaisseau et la frégate anglaise, qui, après avoir doublé, l'un le cap Montano et l'autre le cap Noir, manœuvraient pour mettre la *Dryade* entre deux feux. Ils nous prirent probablement pour des pêcheurs, car ils nous laissèrent aller sans s'occuper de nous. Arrivé à Soria, je louai des ânes, afin de traverser l'île et de me rendre à Ischia, où je nolisai un canot pour me porter sur les côtes de Naples.

Suivant les rochers de Procida, je doublai le cap

de Misène et débarquai à Pouzzoles. Trompant ainsi la vigilance des Anglais qui couvraient le golfe, j'arrivai à Naples le 9 mai, à trois heures du soir. Mon premier soin fut de me rendre chez la reine, près de laquelle je trouvai Jérôme et le cardinal Fesch. En m'apercevant, elle s'écria : « Comment avez-vous fait pour arriver? Ah, mon cher Belliard, que je suis contente de vous voir! Que n'êtes-vous venu il y a un mois, que de malheurs vous auriez évités! Murat a bien besoin de vous. Qu'il sera heureux de vous avoir près de lui ! Il est dans une position fâcheuse. Il faut que vous partiez de suite pour aller le rejoindre. Ah! pourquoi n'êtes-vous pas arrivé avant le départ du roi!»

La reine me raconta tout ce qui s'était passé avant la déclaration de guerre : tout ce que Mosbourg et Gallo avaient fait pour l'empêcher. Elle me fit le récit des événements qui avaient suivi, et enfin des malheurs de la bataille de Tolentino.

S. M. me fit part des mesures qu'elle avait prises pour arrêter la colonne autrichienne venant de Rome, pour couvrir les différentes routes et assurer la tranquillité de la capitale. Les places, les forts avaient été approvisionnés et armés par ses soins.

Elle avait fait partir tout ce qu'elle avait de troupes de la garde royale, tout ce qui était disponible dans les dépôts : ce corps, d'environ cinq mille hommes, avait été donné au général Macdonald et dirigé sur San-Germano, pour agir selon les circonstances. Elle s'était confiée à la garde nationale napolitaine, qui faisait avec un grand zèle et beaucoup de dévouement un service très pénible.

Déjà les Anglais avaient fait des propositions : Campbell voulait entrer en négociation.

Je fis part à sa Majesté de ma mission, des ordres de l'Empereur, de ses bonnes dispositions pour elle et pour le roi.

Je n'avais rien avec moi, tous mes effets étant restés à bord de la frégate. La reine, pour hâter mon départ, me fit donner une voiture, des chevaux, du linge, des cartes ; et à dix heures du soir je pris congé d'elle pour aller rejoindre le roi. Le lendemain, j'arrivai à Castel-di-Sangro en même temps que Murat. Il avait de l'amitié pour moi et m'honorait de sa confiance, qu'en toute occasion j'avais cherché à justifier. J'éprouvai une peine cruelle de le trouver dans une position si critique, car son armée ne battait pas en retraite, elle fuyait.

Il me dit en m'embrassant : «Eh ! bien , mon brave Belliard, tu viens donc mourir avec moi? »

Je communiquai à S. M. mes instructions , je lui répétai ce que j'avais déjà dit à la reine. Le roi alors voulut bien me mettre au courant des motifs qui l'avaient déterminé à attaquer les Autrichiens. Il me dit qu'il y avait été poussé par ses conseillers et par la reine (en cela il n'était pas d'accord avec elle); il me fit suivre sur la carte les mouvements de son armée en Italie, dont il me dit avoir été forcé de se retirer par la déclaration des Anglais , menaçant de guerre s'il ne rentrait pas dans ses états : déclaration perfide qui devait dans tous les cas le précipiter du trône; mais ce sont là les jeux du gouvernement anglais.

Le roi m'entretint des Italiens , chez lesquels il n'avait pas trouvé tous les secours et tout l'appui qu'il devait en attendre. Il me raconta les événements de la campagne malheureuse qu'il venait de faire. En parlant de la bataille de Tolentino , qu'il devait gagner, de l'abandon de ses troupes et du manque de foi de quelques généraux et officiers , il avait les larmes aux yeux.

Je cherchai à le consoler en lui montrant la France bientôt victorieuse sous l'épée de l'empe-

reur Napoléon. Je l'engageai à se retirer de suite derrière le Volturno, à fortifier Capoue, afin de pouvoir, derrière ses remparts, gagner du temps et travailler à remonter le moral de ses troupes. Malheureusement, ce conseil fut suivi trop tard: le roi voulait, disait-il, avant de prendre ses lignes, aller donner une leçon à la division autrichienne qui s'avançait contre sa garde, à San-Germano. Cette garde fut surprise et dispersée même avant son arrivée, et de ce moment tout espoir fut perdu. En vain, secondé par le clergé qui lui montrait un grand dévouement, essaya-t-il par des proclamations de faire naître du courage dans ces corps amollis: l'armée se débanda; il ne fut plus possible de voyager impunément; les officiers portant des ordres étaient assassinés; le désordre arriva à son comble. Au quartier-général, à Caserte, on formait mille projets sans en adopter aucun. On voulait réunir le parlement et donner une constitution. Je fus entièrement opposé à ces idées: d'abord, je dis qu'il était ridicule de donner une constitution la veille de son départ, car le roi ne pouvait plus rester, et pour le moment son règne était fini; qu'ensuite, il se fermerait la plus belle porte pour

un retour, attendu que cette constitution donnée et reçue serait forcément acceptée par le souverain arrivant: que le pays trouvant tout bien n'aurait plus rien à désirer ; tandis qu'en laissant les choses dans le *statu quo*, il n'y avait pas à craindre que Ferdinand voulût augmenter la somme de liberté de son bon peuple ( ses idées là-dessus étant bien connues). J'ajoutai seulement que je trouverais convenable la réunion du parlement, en ce sens que le roi lui exposerait l'état des choses, et, immolant ses intérêts à ceux de la nation, laisserait à ce parlement le soin de traiter avec les ennemis ; qu'alors il faisait un beau sacrifice et se retirait d'une manière honorable sans abdiquer, chose essentielle : qu'il conserverait ainsi ses droits et se ménagerait tous les moyens de les revendiquer un jour. Comme il arrive d'ordinaire en pareil cas, on délibérait et on n'agissait pas : il manquait une volonté ferme. Pendant ce temps, les Autrichiens proposaient au général Carascosa de traiter avec lui et les autres généraux napolitains, en l'engageant à abandonner le roi, et l'assurant qu'on mettrait sur le trône l'homme qui conviendrait le mieux à la nation, même lui général Carascosa, si

les Napolitains le demandaient ; mais ils refusaient toute participation du roi, qu'ils ne reconnaissaient plus.

Dans la journée du 18, l'ennemi fit un mouvement par la gauche pour menacer Caserte, où le roi n'avait qu'un régiment de sa garde. Il en fit un également par la droite, en s'approchant du Volturno, sur lequel il voulait jeter un pont. Le roi dut alors rentrer à Naples, où il arriva à neuf heures du soir. Il fut reçu avec enthousiasme dans la rue de Tolède, et quand il descendit de voiture à la porte de son palais, la garde nationale l'enleva et le porta dans ses appartements. Il n'avait pas moins cessé de régner.

En effet, les Anglais comme les Autrichiens ne voulaient plus entendre parler du roi, ne reconnaissant que le pouvoir de la reine pour tout ce qui pourrait avoir trait à des arrangements particuliers. A minuit, le général Carascosa, à qui le roi avait confié le commandement de toutes les troupes, vint rendre compte à S. M. de ce qui se passait, et retourna sur-le-champ à Capoue, emportant l'autorisation tacite, pour lui et les autres généraux, de traiter avec les Autrichiens.

La journée du 19 fut employée à prendre des mesures pour le maintien de l'ordre, et à assurer le départ de toutes les personnes qui ne pouvaient plus rester à Naples.

Le roi avait décidé qu'il irait se renfermer dans Gaëte, pour s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Le même jour 19, à neuf heures du soir, déguisé en matelot, il se rendit à Pouzzoles avec les personnes qui devaient l'accompagner, et se jetant dans une barque de pêcheurs, il se dirigea vers Gaëte; mais à hauteur du Coregliano, il rencontra une frégate et un brick anglais qui lui barrèrent le passage, et le forcèrent de venir débarquer à Ischia. Le lendemain, il monta à bord d'un bâtiment portant pavillon anglais qui conduisait le général Manès en France.

Après une longue entrevue avec la reine, cette même nuit du 19 au 20 mai, je m'embarquai sur la goëlette l'*Etoile*, qui avait fait partie de la flottille de l'Empereur, et qu'il avait envoyée, après son débarquement, sur les côtes de Náples, attendre les événements.

Le 20, au matin, au moment où nous allions mettre à la voile, une flotte anglaise, forte de six

vaisseaux, fit son entrée dans la rade et vint insolemment mouiller sous le palais. Cette apparition inattendue m'engagea à me rendre de nouveau près de la reine, qui d'abord sembla vouloir montrer de l'énergie, mais qui, bientôt, cédant aux offres trompeuses de l'amiral Pelew, consentit à tout ce que voulurent ses anciens et chers alliés. Elle s'embarqua à bord du *Tremandous*, qui devait la transporter en France. Il y eut quelque agitation dans la ville : les galériens mirent le feu au bagne; la douane fut brûlée; mais la garde nationale ayant déployé une grande fermeté, Naples fut sauvée du pillage. Les Anglais mirent à terre quelques soldats, et employèrent toute la journée à vider les magasins pour remplir leurs vaisseaux. Quels nobles alliés!... car ils ne pouvaient être à la fois ennemis de Murat et de Ferdinand.

La reine était à bord d'un vaisseau anglais; tout était consommé. Je ne pouvais plus rien, ni pour elle ni pour la France; j'allai prendre congé de sa Majesté et me préparai à partir. Mais l'amiral prétendit, avant mon départ, faire visiter la goëlette, pour savoir si Murat était à bord. Je donnai ma parole d'honneur qne le roi n'était point à mon

bord; mais je déclarai qu'on ne me visiterait pas; que je ne souffrirais jamais une pareille injure à mon pavillon, et que je le défendrais jusqu'à la mort. Je n'eus point de réponse, et malgré mon caractère d'ambassadeur, il fallut attendre le bon plaisir de M. l'amiral.

Dans la matinée on reçut la convention faite entre les généraux autrichiens et napolitains. Les articles principaux portaient que tout ce qui restait de troupes rentrerait à Naples; que toutes les places, citadelles, forts, magasins, etc., seraient remis à l'armée coalisée, pour être ensuite rendus à sa Majesté Ferdinand; que tous les titres, grades et honneurs accordés par le roi Joachim seraient maintenus; que tous les Français ou étrangers, civils et militaires, seraient libres de se retirer, et qu'on leur fournirait des passeports, etc.

Après vingt-quatre heures d'attente, j'envoyai de nouveau un aide-de-camp chez l'amiral, avec une lettre où je protestais contre sa conduite à mon égard; il refusa encore, et ce ne fut que lorsqu'il s'aperçut que j'avais donné ordre d'appareiller, qu'il autorisa notre départ le 21, au soir. Le 22, à hauteur de Conegliano, un brick anglais nous ayant

envoyé trois boulets, nous fûmes forcés de mettre en panne, notre bâtiment n'étant point armé. Un officier se présente et renouvelle la prétention de nous visiter. Je le reçus si bien qu'après avoir longtemps hésité et m'avoir beaucoup regardé, il prit le parti de retourner à son bord ; nous continuâmes notre route. Accueillis par une tempête qui dura onze heures, à la hauteur de Piombino, nous dûmes de nouveau relâcher à l'île d'Elbe pour réparer nos avaries. J'arrivai à Toulon le 29, au soir, ne rapportant de mon voyage que le regret de n'avoir pu être utile ni à mon pays ni au prince qui m'avait, en toute occasion, montré tant de bonté et d'affection.

# PRÉCIS HISTORIQUE

## SUR MURAT,

### DEPUIS SON DÉBARQUEMENT A CANNES, LE 25 MAI, JUSQU'A SA MORT, 13 OCTOBRE, MÊME ANNÉE.

Le roi débarqua, le 25 mai, à Cannes, alla habiter, avec les personnes de sa suite, une petite auberge des environs. Il resta là quinze jours, dans l'espoir de voir arriver la reine et ses enfants; il y reçut la visite du maréchal Brune et M. de Bandus, envoyé par l'Empereur pour résider auprès de lui. Bientôt instruit du sort de la reine, il vint s'établir dans une maison de campagne appelée Plaisance, et située dans les environs de Toulon. Ayant fait

louer un petit château près de Lyon, il se disposait à aller l'habiter, et déjà il était arrivé à Aubagne, lorsqu'il rencontra le général Verdier, qui se retirait de Marseille révoltée. Il fallut retourner à Plaisance, afin d'y attendre des passeports pour rejoindre sa famille. Il envoya le général Rosetti près de l'amiral anglais qui était à Marseille, pour lui demander les moyens de se retirer en Angleterre. Le général Rosetti revint avec la réponse de l'amiral, qui ne consentait à le recevoir que comme prisonnier de guerre. La position du roi devint alors des plus critiques. Tout le Midi était en insurrection, et les environs de Toulon étaient sillonnés dans tous les sens par des bandes d'assassins. Il prit le parti, suivi du duc de la Rocaromana, de son secrétaire et de son valet-de-chambre, de traverser les montagnes, pour gagner son château, près de Lyon, où ses gens étaient installés en l'attendant; mais toutes les issues étaient fermées. Partout les paysans, en armes, exterminaient les voyageurs qui leur paraissaient partisans de l'empereur Napoléon. Il fut obligé de revenir près de Toulon, malgré les dangers qui pouvaient l'y suivre. M. de la Rocaromana parvint, non sans peine, à trouver

un bâtiment, portant pavillon blanc, dont le capitaine se chargea de déposer le roi sur les côtes de l'Ouest, où il espérait être plus en sûreté et avoir des nouvelles de Paris; il savait que les puissances alliées s'occupaient de son sort. Le départ devait avoir lieu dans trois jours. On convint que, pour plus de sûreté, le bâtiment irait attendre au large, et que, sur certains signaux, le roi, dans une barque, se rendrait à son bord. Pendant ce temps, la révolte faisait des progrès effrayants. Le maréchal Brune avait été assassiné à Avignon. Une populace effrénée parcourait les rues et les environs de Toulon, en criant qu'il fallait à tout prix s'emparer de ce Murat, qui ne restait dans le pays que pour empêcher que l'on rendît à son légitime souverain cette place importante. Tous ceux qui furent soupçonnés de donner asile au prince proscrit virent leurs maisons fouillées et saccagées par ces bandits, qui, ne trouvant rien en ville, se répandirent dans la campagne. Traqué, poursuivi par ces misérables, le roi errait de montagne en montagne, réduit à se cacher dans les crevasses des rochers. Enfin, M. Eugène, son secrétaire, vint lui annoncer que le lendemain le bâtiment sortirait de la rade et

ferait les signaux convenus. Il lui indiqua l'endroit où il devait trouver la barque chargée de le conduire à bord. M. Eugène reçut l'ordre de retourner à Toulon et de s'embarquer avec les autres officiers. Dans la crainte qu'une plus grande suite ne le fit reconnaître en allant au rivage; le roi ne voulut garder avec lui que son valet-de-chambre Leblanc, qui était porteur de 600 louis, formant avec 10 napoléons, qu'il avait dans sa bourse, tout son trésor. Enfin, le jour parut, et du haut d'un coteau, où il était caché sous des arbres, le roi vit le vaisseau sortir de la rade. Leblanc lui demanda alors la permission d'aller à Toulon chercher du linge chez la blanchisseuse, en promettant d'être bientôt de retour. Il partit, mais ce fut pour ne plus revenir.

Cependant, poussé par un vent très violent de terre, le bâtiment, après avoir louvoyé pendant quatre heures, fait ses signaux et les renouvelle à chaque instant. Le temps presse; Leblanc ne paraissant pas, le prince infortuné, délaissé par ce dernier et infâme serviteur, prend son parti, descend seul au rivage, où il trouve la barque et les trois marins qui la montent. Il part; le vent redouble, et tournant tout-à-coup, le ramène au point de

départ. En vain ces trois hommes rament avec courage et font des prodiges; la journée se passe en efforts inutiles: deux fois ils sont sur le point d'atteindre leur but, deux fois ils sont rejetés sur la rive. La nuit la plus sombre vient suspendre toute nouvelle tentative d'embarquement. Trempé par une pluie incessante, glacé par le vent, le roi, sans oser faire de feu, attend sur le rivage le retour du jour, qui ne paraît que pour lui apprendre que le mauvais temps a forcé le vaisseau de prendre le large. Craignant de compromettre la vie des braves matelots qui l'ont servi avec tant de zèle, il leur donne neuf des dix napoléons qu'il a dans sa bourse, et les engage à regagner la rade comme s'ils revenaient de la pêche. Accablé par ce nouveau coup de la fortune, mouillé, mourant de faim, ce prince naguère si puissant se présente, avec la plus grande précaution, à la porte d'une pauvre chaumière, où il échange son dernier napoléon contre un morceau de pain noir: il remonte la montagne, s'approche de Toulon avec l'intention d'y aller la nuit chercher quelques secours. Il se cache dans la fente d'un rocher, fait sécher ses habits au soleil, et à nuit close il se rend à Plaisance.

Il frappe : on refuse d'ouvrir ; il se nomme : la jardinière toute tremblante le reçoit, lui prodigue ses soins, et lui annonce que le matin elle a entendu dans Toulon mettre sa tête à prix. A la pointe du jour, il la charge d'aller trouver son neveu Murat, capitaine de frégate, qui accourt lui apporter quelqu'argent et lui dire qu'il faut au plus vite regagner la montagne. Le roi lui raconte en peu de mots par quelle fatalité il a été empêché d'aborder le bâtiment sur lequel étaient ses officiers. Il lui dit de s'informer s'il n'y aurait pas quelque autre occasion pour partir, et il lui indique en même temps un endroit où il pourra le rejoindre. Il prend un morceau de pain, et va de nouveau disputer aux bêtes fauves les crevasses de la montagne. La commismission était difficile à remplir : le capitaine Murat venait d'être suspendu de ses fonctions et mis sous la surveillance de la haute police. Le soir, il put cependant retourner vers le roi dire qu'il n'avait aucune nouvelle à lui donner, mais qu'il avait rencontre l'infâme Leblanc qui, menacé de la justice, avait restitué la moitié de la somme si traîtreusement volée ( Dieu et sa conscience se chargeront de le punir ). Le roi revint la nuit à Plai-

sance, où la jardinière montra, pour le dérober à tous les yeux, un courage et une présence d'esprit qui ne se trouvent que chez les femmes. Quelques semaines s'écoulèrent ainsi, le roi passant le jour à la montagne et la nuit à Plaisance. Ayant appris que M. Blancard fils, ancien officier de hussards, homme de courage et entreprenant, avait souvent dit qu'il serait heureux de le sauver même au péril de sa vie, il lui fit parler par son neveu, et deux jours après il reçut sa visite à la montagne. M. Blancard, après l'avoir assuré de son dévouement, mit tout en usage pour préparer des moyens d'évasion. Pendant cinq jours, qui furent nécessaires pour arriver au but, le roi menait toujours la même vie. Un soir qu'il quittait ses rochers pour rentrer à Plaisance, le bruit des pas de plusieurs personnes vient frapper son oreille : pour les éviter, il n'a que le temps de se jeter dans une vigne et de se cacher dans un trou. Ce groupe passe tout près de lui, et il entend ceux qui le composent dire avec l'accent de la fureur: « Il est caché dans ces environs, il faut le trouver et porter sa tête au gouverneur. » Le roi met la main sur ses pistolets, résolu à vendre sa vie; mais heureusement

il n'est point aperçu. Enfin M. Blancard vient lui dire qu'il a trouvé deux hommes déterminés à le sauver ou à périr; que l'un deux a été capitaine de frégate, et que sans mettre plus de monde dans la confidence, ils tâcheront de gagner la Corse qui n'est qu'à 80 milles, pourvu que chacun veuille aider à la manœuvre. Le roi accepte, et le lendemain, après avoir remercié la bonne jardinière, lui avoir donné cent louis en l'assurant de sa reconnaissance, il se rend au rivage, où il trouve ses libérateurs prêts à se dévouer. On part: d'abord le temps est favorable: quand le soleil se montre, Toulon est déjà à 30 milles. La voile, doucement enflée, pousse légèrement la nacelle: tout semble présager une heureuse traversée, quand tout-à-coup, après-midi, le vent tourne et devient d'une violence telle, qu'il est presque impossible de gouverner: le ciel se couvre de nuages, les lames inondent la barque, la nuit devient noire et la lampe s'éteint. Cependant le timonnier tient le gouvernail d'une main ferme, et le roi, avec ses deux compagnons, s'occupe sans cesse à rejeter l'eau que la mer embarque à chaque instant. Après une agonie de huit heures, le jour paraît enfin et découvre

à leurs yeux une voile qui suit la même route. C'est un sauveur que le ciel envoie !... On s'empresse, on se dirige vers lui ; mais, au moment où l'on implore son assistance, le capitaine, pour toute réponse, fait virer son bâtiment de manière à passer sur la barque. Le timonnier du canot royal s'en aperçoit, et en faisant le même mouvement il évite d'être coulé. Quoique frappés de stupeur par un trait d'aussi froide barbarie, restés de nouveau à la merci des flots en courroux, le roi et ses braves camarades d'infortune continuent de lutter avec courage contre une mort qu'il n'est presque plus possible d'éviter, lorsque la Providence fait poindre à l'horizon le bateau-poste de Toulon à Bastia, qui bientôt les recueille à son bord au moment même où une lame énorme vient engloutir leur frêle embarcation. Vers neuf heures du soir, le bateau entre dans le port de Bastia, et à dix heures, le roi est établi dans une auberge du port où on lui prodigue les soins les plus empressés. Il fait demander le sénateur Casabianca; mais celui-ci, dans la crainte de se compromettre, se contente de lui envoyer dire qu'il ne le croit pas en sûreté à Bastia, et qu'il l'engage à se retirer au village de Vescovado,

où il sera certainement bien reçu par le général Franceschetti. Le roi se rend auprès du général, et il est reçu en effet avec tous les égards dus à son rang et à ses malheurs. Il n'eut là aucune nouvelle de France; mais il lui en vint de Naples de personnes sur lesquelles il croyait pouvoir compter, où on lui disait que tout le monde soupirait après son retour, et qu'il n'avait qu'à se montrer pour voir toutes les populations en armes se ranger autour de lui. Chaque jour amenait de nouvelles instances. Le général Franceschetti, partageant la confiance de S. M., l'engagea à profiter du moment, et mit tout en œuvre pour lui recruter quelques soldats et pour noliser quatre bâtiments. Le roi engagea, pour une somme de 360,000 fr., une partie de ses diamants entre les mains de MM. Gregon et Paoli, et parvint à réunir six cents hommes. Le commandant de Bastia, ayant appris ce qui se passait, fit saisir les bâtiments et invita le roi de Naples à venir habiter Bastia.

Murat, dans sa position, ne voulant ni se défendre ni se confier au commandant de Bastia, licencia une partie de ses troupes, et avec deux cents hommes seulement, il se dirigea par la mon-

tagne vers Ajaccio, qui le reçut avec enthousiasme, le commandant s'étant retiré dans la citadelle. Il s'occupa de faire acheter six petites barques qui pouvaient contenir trois cents hommes, et l'ordre fut donné de se tenir prêt à partir le 28 septembre. Ce même jour, il lui vint des souverains alliés, par M. Maceroni, un passeport pour l'Autriche, avec l'autorisation d'y résider. Cet incident n'amena aucun changement, et à minuit on mit à la voile. Le capitaine de frégate B... était venu en Corse rejoindre le roi, et reçut le commandement de la flottille. Le 2 octobre, le vent étant contraire, on relâcha à l'île Caprara ; les troupes furent débarquées et les compagnies organisées. Le 3, on remit à la voile; le 5, on manœuvra pour gagner les côtes de Calabre, que l'on apercevait à la hauteur de Stromboli. Le vent soufflant avec force, la flottille fut dispersée. Le 6, au matin, on était près des côtes de Calabre, qu'on longea toute la journée dans l'espoir de réunir la flottille ; mais deux barques seulement purent être ralliées. Le roi était pensif et sombre ; on reprit le large. Pendant la nuit une des barques, commandée par un nommé Courent, ayant de nouveau déserté, le roi renonça

à son projet de débarquement, et prit la résolution de faire voile pour l'Autriche; en conséquence, toutes les proclamations furent jetées à la mer. Comme le bâtiment qu'il montait avait éprouvé des avaries; qu'il ne restait à bord ni eau ni vivres, le roi dit à B.... qu'il croyait nécessaire d'avoir un autre bâtiment pour traverser l'Adriatique. B.... répondit qu'on trouverait au Pizzo tout ce dont on aurait besoin, parce qu'il avait un compère dans la ville. On se dirigea vers ce port, où l'on arriva le 8, vers midi. B.... demanda le passeport du roi, qui lui répondit qu'il ne voulait pas le lui donner; que ce serait un moyen de le faire reconnaître et arrêter. « Prends, lui dit-il, le contrôle de l'équipage; tu noliseras le bâtimeut comme pour toi, et je passerai d'un bord sur l'autre sans être obligé de descendre à terre. » B.... refusa positivement; le roi, croyant alors reconnaître dans la conduite de cet officier quelque chose de suspect, s'emporta contre lui, et déclara que dans une pareille conjoncture il ne lui restait plus qu'à tenter la fortune, et qu'il était résolu à descendre à terre, dût-il lui en coûter la vie. On voulut en vain s'opposer au projet du roi; il persista, et tout le monde alors rivalisa de

zèle et de dévouement. En débarquant, il ordonna à B.... de l'attendre, en cas de non succès, avec les deux barques, et de venir le chercher à terre, si sa position l'exigeait. Il débarqua, suivi d'une trentaine de personnes. C'était un dimanche, tout le peuple de la ville et des environs était sur la place et sur le port. Quelques marins, qui reconnurent le roi, crièrent : *Vive Joachim !* et au moment où il montait la ville, située sur une montagne, le chef de la Santé vint se mettre à sa disposition. Sur la place, où se trouvait un corps-de-garde de canonniers de marine, le sergent reconnut le roi, fit présenter les armes, battre aux champs, et sur l'ordre que lui en donna sa Majesté, il la suivit avec sa troupe. Le roi prit alors la route de Monteleone; mais à peine avait-il fait quelques pas, qu'il fut assailli par une troupe de paysans en armes, aux ordres du capitaine Capelani, et qui commença à faire feu sur lui. Le général Franceschetti, dans un moment aussi périlleux, s'élance sur le capitaine, et lui met un pistolet sur la poitrine, en lui disant: «Fais cesser le feu, où je te tue. » Le roi, devinant l'intention du brave général, se retire vers le rivage, où il espère trouver ses barques; mais B.... avait pris

le large. Sans espoir de salut, après avoir vu tomber auprès de lui plusieurs de ses fidèles serviteurs, le roi fut arrêté avec sa suite et conduit à la citadelle. Le général Annunziata, qui commandait les Calabres, arriva pendant la nuit, et témoigna au roi tout le regret qu'il éprouvait de le voir dans une si cruelle position; il le traita avec tous les égards dus à un prince malheureux. Dans la nuit du 12 au 13, le gouverneur reçut l'ordre de faire juger le roi par une commission militaire, et exécuter la sentence un quart-d'heure après. Murat refusa de comparaître devant ce simulacre de tribunal. Après avoir écrit à la reine et à ses enfants, et avoir recommandé à la clémence du gouvernement napolitain les personnes qui l'avaient accompagné, déplorable exemple de l'instabilité des grandeurs humaines, il fut conduit au lieu où tout devait finir pour lui. Il repoussa le bandeau qu'on voulut lui mettre sur les yeux, et mourut avec ce courage qu'il avait montré sur mille champs de bataille.

Pendant trois ans que le général Belliard gouverna Madrid, au nom de l'Empereur, il eut de nombreuses occasions de voir le roi Joseph, dont il ne tarda pas à recevoir des preuves d'estime et d'amitié. Après les malheurs de la France et l'exil de la famille de Napoléon, il n'oublia pas les hommes qui lui avaient montré de la bienveillance, et à ce titre, il conserva avec l'ex-souverain de l'Espagne des relations de bons souvenirs.

Lorsque des spéculateurs, pour exploiter la curiosité publique, vinrent inonder la France de biographies plus ou moins apocryphes, le prince Joseph, qui était alors en Amérique, apprit avec peine qu'on avait écrit de lui des faits entièrement controuvés : il adressa au général Belliard, par une personne de confiance, une lettre avec prière de

rétablir la vérité dans tout ce qui pouvait avoir trait à sa vie politique, retracée par l'ex-roi d'Espagne lui-même dans la notice que nous publions ci-après.

— —

# CORRESPONDANCE

## DE JOSEPH BONAPARTE

### AVEC LE GÉNÉRAL BELLIARD.

Madrid, 29 août 1811.

Monsieur le comte, je vous vois partir avec regret d'auprès de moi ; je suis reconnaissant de l'intérêt et de l'attachement que vous m'avez montré depuis que je vous connais, je désire pouvoir vous être utile. Je vous prie de croire que mes vœux et mon attachement vous suivront partout

J'espère que vous agréez le portrait d'un homme à qui vous avez montré de l'amitié, et qui en a pour vous.

Votre affectionné,

JOSEPH.

---

Pointe-Breeje, 28 octobre 1823.

Mon cher général, M. Carret, qui vous remettra cette lettre, vous donnera de mes nouvelles : il est avec moi depuis neuf ans ; il a ma confiance, il pourra répondre à toutes les questions que vous auriez à lui faire sur ma vie actuelle et sur ma vie d'Europe : je conviens que l'on me défigure beaucoup dans tout ce qui s'imprime en Europe ; je ne me suis jamais cru un personnage excessivement important, mais j'avoue dans toute la naïveté de ma modestie que l'on me traite en général trop mal. — Les biographes dont vous parliez dans votre lettre à ma femme, du 23 janvier 1822, me font secrétaire de Salicetti: j'ai été son collègue au directoire du département, au corps législatif; il a été

mon ministre à Naples et toujours ami fidèle; mais depuis 1787, j'ai été constamment employé dans les fonctions publiques, depuis celles d'officier municipal, et je n'ai jamais eu aucune lacune dans ma vie où j'aie pu me trouver au service d'un particulier. — Il est ridicule que l'on me fasse l'auteur d'une nouvelle que je n'ai jamais avouée et qui ne mérite pas la peine d'être observée. — Si l'on eût voulu absolument parler de moi, il eût fallu se contenter de dire que j'avais constamment obtenu la confiance du peuple et du gouvernement dans tous les emplois, petits et grands, depuis le commencement de la révolution : j'ai servi comme chef de bataillon à Toulon, et j'y ai été blessé; j'ai été ambassadeur à Rome ; membre du corps législatif, du conseil-d'état ; j'ai négocié les traités d'Amiens, de Lunéville, de l'Allemagne; j'ai signé la paix avec les Etats-Unis d'Amérique et le concordat avec le pape; j'ai reçu l'offre de la couronne de Lombardie et je l'ai refusée, parce que je n'ai pas voulu l'accepter aux mêmes conditions que Philippe V, et celle d'Espagne, l'Empereur n'ayant alors d'autres successeurs que moi et mon frère Louis, dont la santé était délicate.

J'ai commandé le 4me de ligne ; j'ai présidé le sénat comme grand électeur.

J'ai conquis, pacifié et organisé le royaume de Naples : j'ai été roi d'Espagne avec les sentiments d'un roi d'Espagne : les préventions de tous les genres avaient cédé devant la vérité de mon caractère, qui ne m'a jamais permis d'être autre chose que ce que je paraissais être ; ainsi, roi d'Espagne, j'étais aussi bon Espagnol que qui que ce fût, l'Empereur mon frère étant marié, ayant des enfants, et ayant cessé d'exiger ma renonciation aux liens qui m'attachaient et qui m'attachent à la France par la volonté exprimée du peuple.

L'armée française a quitté l'Espagne, et n'en a pas été chassée ; c'est une vérité que l'on ne peut plus révoquer en doute aujourd'hui.

Dans les malheurs de ma famille et de la France, je me suis prêté à tout ce que l'Empereur a jugé utile. Je ne commandais pas plus à Paris les armées en 1814 qu'en 1815 ; et dans cette première circonstance j'ai fait plus que je ne devais, puisque mes ordres m'obligeaient à suivre l'impératrice, le prince impérial et à protéger leur retraite sur la Loire, ce que je n'ai exécuté qu'à la dernière extré-

mité. Ma correspondance, mes négociations, les discours, les lois écrites à Naples, en Espagne, quelques-unes rédigées par moi, étaient d'une autre importance qu'un badinage de société que je n'ai jamais avoué.

Veuillez agréer, mon cher général, mon bien sincère attachement.

Votre affectionné,

JOSEPH.

---

Pointe-Breeje, 16 juin 1828.

Mon cher général, il y a bien longtemps que je n'ai eu de vos nouvelles; je sais cependant que vous nous conservez quelqu'attachement, et je ne crains pas de vous adresser M. Biada, dont vous apprécierez le caractère et les principes : il vous dira que mon opinion sur vous est restée la même ; je ne peux pas en dire autant de bien d'autres.

Je serai charmé des occasions que vous pourrez m'offrir de me convaincre de l'ancien attachement que je vous ai conservé.

Votre affectionné,

JOSEPH.

# NOTICE HISTORIQUE

SUR

## JOSEPH NAPOLÉON.

Joseph-Napoléon Bonaparte est né à Corte, dans l'île de Corse, en 1768. Son père, député par les états de cette province à Paris, l'emmena sur le continent et le plaça au collége d'Autun, en Bourgogne, où il fit ses études avec beaucoup de distinction.

Il se destinait au service militaire, mais il céda à la dernière volonté de son père, mort à Montpellier à la fleur de son âge, et retourna, en 1786,

dans son pays natal, dont il avait oublié jusqu'à la langue. Il se rendit ensuite à l'université de Pise, où il étudia le droit civil et politique, et apprit la la langue du pays.

De retour chez lui, en 1788, Joseph y fut accueilli par ses compatriotes avec une bienveillance qui, dès cette époque, lui fit parcourir tous les degrés de l'administration. En 1792, il se trouvait membre de l'administration du département dont le fameux Paoli était président.

Les Anglais s'étant rendus maître de l'île, à la faveur des troubles de la France, Joseph se retira sur le continent, et se maria à Marseille en 1794.

Il joignit ses sollicitations à celles de ses collègues du département, dont quelques-uns étaient devenus membres de la convention, pour obtenir les secours nécessaires et chasser les Anglais de la Corse; mais ce ne fut qu'en 1796, à la suite de l'occupation de l'Italie par l'armée française, que leurs vœux furent remplis. Joseph avait suivi son frère dans cette campagne. Le général Bonaparte, voulant faire la paix avec le roi de Sardaigne, le fit partir du Piémont, pour en démontrer la nécessité au directoire. Satisfaits du général Bonaparte, les

membres du directoire voulurent lui en donner la preuve, en proposant à Joseph l'ambassade de Turin; mais celui-ci jugea qu'il ne devait pas profiter des succès de son frère pour débuter dans la carrière diplomatique par une des plus importantes missions qu'elle offrît alors. Il se contenta de celle de Parme, où il ne resta pas longtemps. Nommé ministre plénipotentiaire à Rome, puis ambassadeur extraordinaire, il entama directement avec le pape Pie VI, une négociation par laquelle Sa Sainteté devait employer, pour porter tous les Vendéens à la paix, tous les moyens d'autorité et de persuasion que la confiance de ces peuples donrait au chef visible de l'église catholique.

Ces bonnes dispositions furent entravées par l'influence du parti autrichien et par les imprudences des révolutionnaires, dont quelques-uns furent massacrés par les troupes papales, sur les marches mêmes du palais de France, où ils s'étaient réfugiés. On sait qu'à Rome la résidence des envoyés des grandes puissances jouit du droit d'asile, ainsi que la plupart des églises. Ce droit fut méconnu, et l'un des généraux français qui se trouvait avec l'ambassadeur fut étendu mort à ses pieds,

pendant qu'il l'aidait à ramener à la raison les deux partis, en faisant cesser le feu des troupes de la police, et en engageant à la retraite les mécontents qui encombraient la juridiction de France.

L'ambassadeur n'ayant pas reçu toutes les satisfactions qui lui étaient dues, partit pour Paris, où le gouvernement approuva complètement sa conduite et lui proposa l'ambassade de Prusse ; mais Joseph, nommé membre du conseil des cinq-cents, préféra répondre à la confiance de ses concitoyens en entrant au corps législatif. Il s'y fit remarquer par beaucoup de sens et de modération. Dans un comité général des membres des deux conseils, lorsque le directoire attaqua le général Bonaparte son frère, qui était alors en Egypte, il parla avec tant d'énergie et de raison, qu'il confondit les accusateurs et entraîna les suffrages. Peu de jours après, il fut nommé secrétaire du conseil des cinq-cents. Il envoya un Grec en Egypte pour prévenir son frère de l'envahissement de l'Italie, des dissensions intestines de la France et du gouvernement, dont l'armée d'Orient n'avait plus aucun secours à espérer.

Sous le consulat, il fut nommé membre du con-

seil-d'état, chargé avec MM. Rœderer et de Fleurieu de terminer les différends qui existaient entre la France et les Etats-Unis; il conclut avec eux et les commissaires américains le traité du 30 septembre 1800. Ce traité fut signé à sa terre de Morfontaine, où se rendirent les consuls, les membres du corps diplomatique et les Américains qui se trouvaient à Paris, et qu'il avait chargé MM. de Lafayette et de Liancourt d'inviter en son nom à prendre part à cette solennité.

Le 9 février 1801, il signa à Lunéville, avec le comte Louis de Cobentzel, le traité de paix entre la France et l'Autriche. On a remarqué dans le cours de cette négociation que, tandis qu'en vertu d'une suspension d'armes, conclue par les généraux en chef de l'Italie, Mantoue restait aux Autrichiens, une convention conclue à Lunéville par les plénipotentiaires mit l'armée française en possession de cette place importante.

Le traité d'Amiens fut signé le 25 mars 1802. Les instructions du plénipotentiaire anglais portaient que chaque gouvernement acquitterait les frais de ses prisonniers. Une balance de près de cent millions de francs restait à la charge de la

France. Cette circonstance arrêtait la négociation lorsque lord Cornwallis dit confidentiellement à Joseph qu'il était autorisé à en finir, et que quelques millions n'empêcheraient pas la conclusion de la paix. Mais à quelques jours de là, le gouvernement anglais avait changé d'avis, et son plénipotentiaire avait reçu l'ordre d'insister sur la balance, condition *sine quâ non*. Cependant lord Cornwallis ne voulant pas avoir à rougir devant un homme pour lequel il avait pris de l'estime, déclara hautement que sa parole était donnée et qu'elle ne reculerait pas devant quelques millions.

Joseph exprima le premier l'idée d'un concert entre les puissances contractantes, la France, l'Angleterre, l'Espagne et la Hollande pour la destruction du système de piraterie, par lequel, à la honte des grandes puissances de la chrétienté, les petites sont impunément vexées par les états barbaresques. Cette généreuse pensée se trouve exprimée dans une lettre de Joseph à son frère, alors premier consul, qui l'adopta.

En 1803, il fut nommé sénateur et membre du grand conseil de la Légion-d'Honneur.

Le concordat avec la cour de Rome fut signé par

Joseph, par l'abbé Bernier, depuis évêque d'Orléans, et par le ministre de l'intérieur Crétet; les cardinaux Caselli, Spéna et Gonsalvi signaient pour le Saint-Siége. La paix de l'église se trouva ainsi consolidée, les libertés de l'Église gallicane respectées et le volcan, attisé par le fanatisme dans les départements de l'Ouest, éteint. Presqu'à la même époque fut signé avec l'Autriche, la Russie, la Prusse, la Bavière, le traité de garantie relatif aux changements politiques survenus dans l'empire germanique. Joseph eut les pouvoirs de la France. En 1804, le camp de Boulogne était formé. Napoléon désira que son frère en fît partie. Celui-ci accepta le commandement du 4me régiment de ligne et il se rendit au camp, où il ne fut pas étranger à l'esprit de concorde et d'union que l'on remarqua parmi tant de militaires, dont les opinions et les passions étaient bien divergentes. Le sénat et le peuple français, en appelant Napoléon à l'empire, déclarèrent Joseph et ses enfants héritiers du trône, à défaut d'enfants de Napoléon.

Le trône de Lombardie lui fut offert dans la même année. On exigeait la renonciation à ses droits éventuels au trône de France; mais il sacrifia la

couronne de Lombardie à une éventualité fort peu probable, « parce que, disait-il, je ne peux transiger avec mes devoirs, et que cette éventualité, quelque faible qu'elle soit, je ne dois pas la rendre impossible par ma volonté. »

Joseph resta à la direction des affaires, à Paris, durant la campagne d'Austerlitz. Le lendemain de cette victoire, il reçut de l'Empereur l'ordre d'aller en Italie prendre le commandement de l'armée destinée à envahir le royaume de Naples, dont les souverains avaient rompu le traité qui les liait à la France. Ving-tquatre mille Russes et douze mille Anglais s'étaient réunis aux troupes Napolitaines. Le 8 février 1806, quarante mille Français entrèrent dans ce royaume. Joseph, à la tête du corps du centre, arriva à Capoue, qui, après avoir fait mine de se défendre, ouvrit ses portes. Huit mille hommes y furent faits prisonniers de guerre.

Les Anglais et les Russes ayant opéré leur retraite, le roi Ferdinand s'était embarqué pour la Sicile, après avoir nommé à Naples une régence, qui envoya des commissaires au quartier-général de l'armée française. Ils stipulèrent la reddition de la capitale et des places fortes; mais le prince de

Hesse-Philipstadt, commandant à Gaëte, ayant méconnu leur autorité, le siége de cette place fut ordonné. Le général Regnier eut ordre de suivre les troupes napolitaines qui faisaient leur retraite sur les Calabres. Il les battit à San-Loranzo, à Lagonegro, à Campo-Tenere. Joseph fit son entrée à Naples le 13 février 1806; le peuple le reçut comme un libérateur. Il profita de ses bonnes dispositions, en continuant dans les fonctions publiques ceux qui les remplissaient.

Joseph, après avoir organisé une administration provisoire dans la capitale, voulant connaître par lui-même l'état du royaume et s'assurer de la possibilité d'une tentative sur la Sicile, se met en marche avec un corps d'élite, commandé par le général Lamarque. Il s'arrête dans tous les villages, entre dans toutes les églises principales, où le clergé avait coutume de réunir le peuple. L'état où était réduit le pays favorisait ses vœux. Sous le plus beau ciel, à l'ombre des myrtes et des orangers, il n'était pas rare de rencontrer des populations entières couvertes de haillons, couronnées d'épines, prosternées sur ce riche sol, où elles

paraissaient exténuées d'inanition, s'écriant : « Aide nous, nous t'aiderons ! » tant les hommes qui les avaient gouvernées étaient parvenus à gâter l'ouvrage de la nature ! tant ce peuple avait le sentiment que, quel que fût l'état des choses qui s'annonçaient, il ne pouvait empirer sa position !

Ce fut à l'extrémité de la presqu'île que Joseph reçut la nouvelle que l'Empereur le reconnaissait roi de Naples, et la promesse qu'il serait dans peu également reconnu par les autres souverains du continent de l'Europe.

Arrivé à Palma, à l'entrée du détroit de Messine, il dut se convaincre de l'impossibilité actuelle d'une expédition en Sicile. Les forces ennemies s'y étaient concentrées et avaient emmené avec elles tous les moyens de transport, et jusqu'aux plus petits bateaux. Il fut donc obligé d'ajourner cette expédition et continua son voyage à travers cette Grande-Grèce, jadis si florissante, alors si dégradée. Il suivit les bords de la mer Ionienne, passant par Catanzaro, Catne, Cassano, et visita Tarente. C'est dans ce voyage qu'il fit reconnaître la possibilité d'exécuter un projet conçu depuis longtemps, pour réunir la mer Thyrrénéenne avec la mer Ionienne,

et qu'il fit lever les plans qui devaient servir à diriger cette grande entreprise. Traversant ensuite la Basilicate et une partie de la Pouille, il rentra dans la capitale, où l'attendait une députation du sénat français qui, le félicitant sur son avénement au trône de Naples, se félicitait aussi de le conserver comme grand-électeur et prince français. C'étaient MM. le maréchal Pérignon, le général Férino, le comte Rœderer.

M. le maréchal Jourdan avait été nommé par l'Empereur gouverneur de Naples, avant l'avénement du roi, qui le conserva dans les mêmes fonctions.

Le clergé, présidé par le cardinal Ruffo, la noblesse et le peuple s'empressèrent de fêter l'arrivée du nouveau roi. La capitale se montra aussi satisfaite que les provinces. Joseph nomma un conseil d'état composé d'un grand nombre de personnes qui lui furent indiquées par l'opinion publique, sans distinction de naissance ni même de parti, et un ministère où l'avocat le plus célèbre se trouva le collègue du baron de la plus haute naissance et de plusieurs Français recommandables par leurs tlents et leurs vertus.

Il montra une véritable estime pour tout homme qui se rendait utile, quel que fût son rang. Il disait aux barons : « Faites que je puisse vous faire aimer « du peuple. » Aux vassaux qui allaient cesser de « de l'être : « Respectez dans les grands seigneurs « les grands propriétaires disposés à céder volon- « tairement des droits qui vous dégradent et vous « ruinent. » Aux uns et aux autres : « Regardez « comme citoyens, les soldats français dont le « courage va permettre la destruction de toutes les « entraves qui empêchent l'essor de ce pays vers « une prospérité à laquelle il est appelé par le ca- « ractère de ses habitants, la beauté et la richesse « de son sol. »

Toutes les améliorations dont il avait senti le besoin et la possibilité dans ses conversations avec toute sles classes du peuple, dans la longue tournée qu'il venait de faire, il annonça la volonté de les établir avec matûrité et calme. Il divisa son conseil, et laissa à chaque comité le soin de préparer les améliorations possibles, leur donnant pour exemple la révolution française, dont ils étaient appelés à recueillir les fruits, s'ils savaient en éviter les écueils ; prêchant à tous la modération,

la justice, seuls guides pour le bonheur des nations.

Cependant la guerre n'était pas terminée. Gaëte tenait une partie de l'armée occupée, l'escadre anglaise était sur les côtes; les troupes napolitaines, battues et dispersées, s'étaient formées en bandes particulières qui désolaient le pays. La cour de Sicile obtint qu'une armée anglaise tenterait le débarquement dans le golfe de Ste-Euphémie, où quatre mille Polonais et quelques soldats français furent battus, événement qui augmenta beaucoup les insurrections particlles.

Joseph, occupé à réunir les moyens nécessaires pour réduire Gaëte, se porta devant cette place et fit diriger sur le même point une flotille de chaloupes canonnières qu'on était parvenu à construire, armer et équiper, visita les tranchées et les batteries les plus avancées. Il fut satisfait de l'ardeur avec laquelle les travaux avaient été poussés sous la direction du général du génie Vallongue, qui venait de périr victime de son zéle. Joseph, malgré l'opposition des soldats, voulut visiter le point où le brave Vallongue avait été tué, en disant:

« Je veux reconnaître la place où sera élevé un monument à sa mémoire. »

Le 7 juillet, le roi retourna sous Gaëte, accompagné du général du génie Campredon et du général d'artillerie Dulauloy, et, en sa présence, quatre-vingts pièces d'artillerie commencèrent un feu dont l'effet fut tel que, le 18, deux brèches étaient praticables, et le maréchal Masséna faisait ses dispositions pour l'assaut, lorsque la garnison de sept mille hommes proposa une capitulation qui fut signée le même jour.

Masséna et son corps d'armée furent dirigés sur les Calabres, d'où les Anglais se retirèrent en Sicile à son approche. Joseph se porta lui-même à Lago Negro avec une réserve.

Le maréchal Masséna ayant reçu l'ordre de rejoindre l'armée d'Allemagne, le roi le remplaça dans le commandement des Calabres par le général Regnier, qui détruisit entièrement un nouveau corps de troupes de six mille hommes débarqués de Sicile sous les ordres du prince de Hesse Philipstadt; la place d'Amontée fut prise.

Du côté de l'Adriatique, le général St-Cyr, com-

mandant les divisions italiennes, avait purifié les provinces et venait de prendre Cessitella del Fronto; les chefs de bande les plus actifs avaient péri, les tentatives d'assassinat sur le roi avaient échoué.

Les gardes nationales instituées dans toutes les provinces sous le commandement des riches propriétaires, qui tous avaient pris parti pour le nouvel ordre de choses, contribuaient beaucoup à éteindre entièrement l'incendie, dès que les masses principales ennemies furent battus et dispersées par l'armée.

Le roi, avant de retourner à Naples, se montre encore dans les provinces, interroge les peuples sur leurs besoins, sévit contre quelques fonctionnaires prévaricateurs, inspire partout la confiance et obtient un triomphe plus doux que celui qui est commandé par la force. Riche de la connaissance personnelle qu'il venait d'acquérir sur l'état du peuple, de ses besoins et de ses désirs, il ne lui fut pas difficile de persuader aux conseillers d'état qu'il avait nommés dès les premiers jours de son arrivée, qu'il fallait chercher le bien particulier des diverses classes de la société dans le bien général de toutes.

Les principaux seigneurs du royaume furent les

premiers à applaudir aux projets de réforme. Ainsi la féodalité fut détruite de leur aveu. Les prélats les plus éclairés, membres aussi du conseil d'état, adoptèrent la suppression des ordres monastiques, dont les biens ne tardèrent pas à rétablir la fortune publique. Une administration sage mit de l'ordre dans la finance.

Les juges féodaux furent en grande partie élus à des places de judicature d'institution royale.

Ainsi le bien de la nation ne fut acheté ni par le sang, ni par la misère subite d'aucun individu. Tout fut fait pour le peuple, mais rien par le peuple; la sagesse, la modération, présidèrent à ces grands changements. L'on vit des moines, des prêtres, des nobles, contents de la félicité publique à laquelle ils participèrent eux-mêmes.

Les prisons, encombrées de malheureux qui y languissaient depuis un grand nombre d'années, furent vidées, en exécution du jugement de quatre tribunaux institués pour cet objet.

Le régime des *Trullati*, moyen ignominieux de recruter l'armée dans les prisons, fut aboli.

Les évêques eurent ordre de protéger les ex-moines qui viendraient se vouer à l'instruction pu-

blique. Ceux qui par leurs talents furent jugés propres à exercer les fonctions de curés ne furent pas éloignés. Les plus infirmes, qui avaient vieilli dans les cloîtres et survécu à tous leurs parents, furent réunis, protégés, encouragés dans les grands établissements publics, où ils continuèrent à vivre en commun avec d'autres ecclésiastiques de divers ordres, dans une aisance convenable. Les savants valides et les jeunes gens qui voulurent continuer la vie commune purent se livrer à l'étude des sciences qui avaient illustré leurs prédécesseurs, dans les fameuses maisons de Mont-Cassin et de la Cava qui leur furent affectées, et où furent réunis les bibliothèques et les manuscrits des autres maisons religieuses, dépôts précieux dont ils eurent la garde.

D'autres individus des ordres monastiques, encore jeunes, peuplèrent les deux grands établissements de Conque-Miglia et de Montenesa, qui, formés sur le modèle de celui qui existe au mont Saint-Bernard, devaient veiller à la sûreté des voyageurs dans ces régions élevées des Calabres et des Abruzzes presque toujours couvertes de neige.

Chaque province eut un collége et une maison d'éducation pour les demoiselles. Les filles des of-

ficiers et des fonctionnaires publics eurent une maison centrale, sous la protection spéciale de la reine, établie à Aversa, et dans laquelle furent admises de droit, à la fin de chaque année, les élèves les plus recommandables de toutes les maisons provinciales.

Des routes praticables aux voitures furent ouvertes jusqu'à Reggio, d'une extrémité du royaume à l'autre. La triple action de l'administration provinciale et du génie civil fut employée à l'envi. Aussi l'on vit, dans un an, exécuter une entreprise commencée depuis des siècles, connue seulement dans le pays par la contribution existante sous le prétexte et sous le nom de la confection de la route des Calabres. La route fut faite et la contribution abolie.

De temps immémorial, les voyages des rois étaient une charge pour les peuples, par les droits attachés à chaque officier de la maison royale ; ces droits furent abolis.

Les peuples des Abruzzes voulurent, comme ceux des Calabres, recevoir la visite du roi. Il visita donc ces provinces, et il eut la satisfaction de voir la population tout entière accourir à son

passage, travaillant avec ardeur pour ouvrir des routes nouvelles à la prospérité de l'agriculture et du commerce, et déjà convaincues que c'était là l'hommage le plus agréable au roi. Il ne se passait pas de jours où des chefs de bandes, réconciliés avec le nouveau gouvernement par l'opinion des habitants, ne fussent admis à des entretiens particuliers avec le roi, qui les admettait dans ses troupes, et qui n'eut jamais à s'en repentir. Un de ces chefs ayant résolu de passer au service du roi et de lui montrer une confiance égale à la sienne, sachant que ce prince était attendu à Salerne avec un corps considérable de soldats, fait ranger en bataille ses gens sur la route. Le roi, accompagné seulement de quelques officiers, arrive bien avant sa garde. Il est complimenté par le colonel, passe en revue sa troupe, qui lui prête serment, fraternise avec l'escorte du roi, entre avec elle dans Salerne, et devient le noyau d'un régiment napolitain.

Le général d'artillerie française, Dedon, établit plusieurs fabriques d'armes. Déjà une armée de vingt mille Napolitains était organisée. La marine présentait un vaisseau de ligne, des frégates et quatre-vingt-dix chaloupes canonnières, armées

chacune d'une pièce de 24, qui étaient destinées à l'expédition de Capri.

Des ingénieurs habiles avaient reconnu un emplacement pour la formation d'un village où devait être employée une partie des Lazzaroni, qui infestaient la capitale de leur oisiveté et de leur misère. Deux mille de ces malheureux furent enrégimentés dans un corps d'ouvriers : habillés, nourris, payés; ils finirent par donner à la capitale une nouvelle issue sous la montagne de *Capo di Monte*, qui rivalise la grotte de Pausilippe.

Naples fut embellie. Cette partie de la population, que l'on croyait incorrigible, devint industrieuse. Les crimes particuliers cessèrent, dès qu'une administration paternelle s'occupa des plus malheureux, et loin de les avilir, sut les ennoblir par le travail.

Le vieux et le respectable Eianiculli, que le roi Ferdinand avait laissé l'un des trois régents du royaume et qui était devenu grand juge sous le roi Joseph, avait coutume de dire en arrivant au conseil, après avoir traversé les ateliers, en s'adressant au ministre de la police : « J'ai vu les ateliers des Lazzaroni, avez-vous d'autres rapports à faire? »

La ville de Naples qui, comme la plupart des villes d'Italie, n'étaient éclairée que par quelques lampes disposées aux pieds des madones, fut, dès la seconde année du règne de Joseph, régulièrement éclairée, comme la ville de Paris, avec des réverbères où l'on fit, pour la première fois, usage des miroirs paraboliques.

Les hôpitaux furent dotés en biens nationaux; les seigneurs, remboursés des droits de propriétés par des cédules propres à acquérir des biens nationaux; la dette, publique acquittée en grande partie; une caisse d'amortissement fondée et dotée; un emprunt, rempli en Hollande, garanti, et le paiement assuré en bien fonds.

Les fouilles furent encouragées à Pompéia et dans la Grande-Grèce. Joseph établit un corps savant, sous le nom d'Académie royale, divisée en quatre classes. Dans cette Académie furent fondues celles d'Herculanum et de Pompéia.

Les conservatoires de musique furent encouragés, en même temps qu'un usage infâme, que le goût de cet art ne peut excuser, fut aboli.

L'Académie de peinture compta bientôt jusqu'à douze cents élèves.

Le roi voulut visiter la maison où était né le Tasse à Sorrente, On n'arrive à cette ville qu'a cheval, au bord des précipices. Le roi ordonna la réunion de toutes les éditions de ce poète célèbre dans cette même maison, sous la garde de son descendant le plus direct, auquel il alloua un traitement. Il ordonna aussi la confection d'une route carossable pour y arriver.

Dans son voyage de la Pouille, le roi avait été frappé de l'établissement de la *Mesta*. Ce système pouvait être bon lorsque la culture avait fait quelques progrès. C'est le système des Espagnols pour le pacage des brebis. Un immense pays connu sous le non de Tavogliere di Paglia, appartenant à la couronne, était enlevé à l'agriculture et consacré à la pâture des troupeaux innombrables de brebis, qui y affluaient, chaque année, de tous les points du royaume.

Une administration spéciale était établie dans la ville de Foggia, enclavée dans le territoire. Le revenu annuel en était très considérable, au point que l'on peut remarquer dans l'histoire des guerres du pays, que la saison où les paiements se faisaient entrait souvent dans la combinaison des généraux.

Joseph amena avec lui, de Foggia, un des administrateurs qui lui avait remis un manuscrit du célèbre Filangieri qui, depuis longtemps, avait proposé la destruction du système de la *Mesta*.

Le roi, à son retour à Naples, fit discuter le projet par son conseil d'état, qui se trouvait alors composé de près de cinquante personnes, et ce projet fut adopté avec quelques modifications, au grand avantage du trésor public et de l'agriculture.

Les douanes furent reculées aux frontières.

Une contribution foncière, également répartie, permit la suppression de tous les autres impôts directs.

La liste civile fut fixée à 100,000 ducats par mois, et la moitié de cette somme fut acquittée en cédules hypothécaires. Elles furent employées à acquérir des propriétés nationales, dont le roi gratifia des personnes du pays, attachées à sa cour. Ces propriétés entouraient sa résidence de Capo di Monte. Il voulait, par cette libéralité, inspirer de plus en plus aux seigneurs napolitains le goût du séjourde la campagne.

C'est dans ce même esprit qu'en instituant un

ordre auquel tous les genres de service étaient appelés, le roi établit un grand dignitaire par province, résidant dans un établissement agricole dont il avait l'administration.

Il excitait les barons dont il devait traverser les terres à rétablir leurs anciennes habitations; il les engageait à l'accompagner, et à se montrer les protecteurs du pays et les amis des pauvres. Il avait désigné plusieurs grandes maisons sur les points les plus éloignés de la capitale, pour y passer une partie de l'année, voulant juger par lui-même des progrès de ses institutions.

L'étiquette la plus sévère réglait tout au palais autrefois: le souverain n'était accessible qu'à un très petit nombre de personnes. Sentant la nécessité de beaucoup voir, de beaucoup entendre, et ne craignant pas de laisser pénétrer ses plus secrètes pensées et de mettre à profit tous les moments de la journée, Joseph ouvrait le palais à la noblesse, aux ministres, aux conseillers d'état, aux membres des tribunaux, aux officiers municipaux de Naples, aux officiers supérieurs. C'est dans leurs familles qu'il choisissait journellement des convives.

C'est ainsi qu'il sut influer sur les esprits de

toutes les classes de la société, et que l'on peut expliquer comment de si grands changemcnts ont pu s'opérer par les armes de la raison, sans jamais avoir eu recours à la force.

Joseph présidait lui-même le conseil d'état, quoiqu'il n'y eût alors d'autres lois constitutives que sa volonté. Il n'adopta jamais un décret qu'il n'eût été approuvé par la majorité des voix; parlant l'italien avec facilité, il profitait de cet avantage pour développer et soutenir les nouvelles théories dont l'expérience avait en France démontré la bonté.

Lorsque le roi Joseph partit de Naples, les revenus publics s'élevaient à 14 millions de ducats au lieu de sept. La dette publique n'était plus que de 50 millions au lieu de cent, et les moyens d'extinction étaient assurés. Tous les genres de prospérités étaient préparés, mais Joseph était appelé à d'autres destinées.

Déjà, dans l'entrevue qu'il avait eu à Venise avec l'empereur Napoléon, quelques mois auparavant, il avait eu connaissance des dissensions qui déchiraient la maison régnante d'Espagne et des embarras politiques qu'elles faisaient prévoir. Il

reçut de Bayonne, où les princes d'Espagne se trouvaient auprès de l'empereur Napoléon, l'invitation pressante de se mettre en marche pour cette ville, où sa présence était de la dernière nécessité. Rien n'était encore ni énoncé, ni décidé, et ce fut dans cette incertitude et des projets et des événements possibles, que Joseph partit avec l'espoir de revoir encore sa famille à Naples, où elle restait. Mais, à peu de distance de Bayonne, il rencontra l'empereur Napoléon. Dans la conversation qu'il eut avec lui, il apprit que les princes d'Espagne n'avaient pu s'accorder, que les partisans du père et du fils étaient réunis à Bayonne en junte ou en assemblée nationale, et que les uns et les autres l'appelaient au trône ; que les empereurs de Russie et d'Autriche, ainsi que le roi de Prusse, dont les dispositions amicales lui étaient connues, pourraient penser que l'Empereur voulait encore réunir cette couronne à la Lombardie, comme il avait été obligé de le faire, quelques années auparavant, sur le refus de Joseph ; que la tranquillité de l'Espagne, de l'Europe, que la réconciliation de tous les membres de sa famille dépendaient du parti que lui, Joseph, allait prendre; que l'on ne pouvait penser que le regret

de quitter un beau pays, où il n'y avait plus de danger à courir, pût lui faire refuser un trône où il y avait des obstacles à surmonter, mais aussi beaucoup de bien à faire; que d'ailleurs, pour arrêter le feu de l'insurrection en Espagne, l'Empereur avait été déjà obligé de déclarer à la junte qu'il le reconnaîtrait roi d'Espagne.

Arrivé à Bayonne, Joseph trouva tous les membres de la junte réunis au château de Marrac. Il répondit vaguement aux discours qui lui furent faits, et il remit à voir les jours suivants en particulier les membres de la junte.

Les princes espagnols étaient partis. Le duc de l'Infantado et M. Cevallos passaient pour les partisans les plus chauds de Ferdinand. L'un et l'autre se présentèrent le lendemain pour prendre congé. Joseph eut un long entretien avec le duc de l'Infantado, qui finit par lui offrir ses services, en lui disant qu'il voyait bien que tout ce que lui avaient mandé ses agents de Naples, où il possédait des fiefs, était vrai, et que, si Joseph devait être en Espagne ce qu'il avait été à Naples, nul doute que la nation entière ne se ralliât à lui. Il l'assura qu'il trouverait les mêmes dispositions dans Cevallos et dans tous les

membres de la junte ; que ceux qui passaient pour être les plus chauds partisans de Ferdinand n'avaient pour ce prince; qu'ils connaissaient peu et dont ils espéraient beaucoup, que cet attachement d'une nation mal gouvernée qui se tourne avec celui qui peut plus facilement faire cesser ses maux.

Cevallos tint à peu près le même langage à Joseph, qui vit ensuite successivement tous les membres de la junte. Ils étaient au nombre de cent. Ils peignaient énergiquement les maux de la patrie, et la facilité qu'il y avait de les faire cesser. En effet, les partisans du père et du fils étaient d'accord sur un seul point, l'impossibilité de vivre ensemble sous le père et sous le fils. Joseph seul, sacrifiant le trône de Naples pour monter sur celui d'Espagne, leur paraissait devoir accorder tous les partis, ramener et surpasser le règne de Charles III.

Le soulèvement de Sarragosse et de plusieurs provinces, sous le prétexte que l'empereur Napoléon voulait assujétir l'Espagne à la France; l'assurance que les membres de la junte (tous sans exception) donnaient à Joseph, que son acceptation devait calmer tous les troubles, assurer l'indépen-

dance de la monarchie, l'intégrité de son territoire, sa liberté et son bonheur, choses faciles aux yeux d'nn prince qui ne passait les Pyrénées que dans ce but sacré, exaltèrent la générosité naturelle de Joseph: il céda, en sacrifiant ses intérêts les plus chers à l'espoir de faire le bien d'un plus grand nombre d'hommes, et finit par se résoudre à accepter le trône qui lui était offert. Il était de son devoir d'aller au poste le plus périlleux. La vertu et non l'ambition le conduisit en Espagne.

Mais il ne voulut quitter le trône de Naples qu'avec l'assurance que ses institutions seraient conservées, et que les Napolitains jouiraient des bienfaits d'une constitution qui n'était que le résumé de ses principales lois, suffisantes alors aux besoins de ces peuples. Il obtint pour elle la garantie de l'empereur Napoléon, et ne consentit à entrer en Espagne qu'à cette condition.

Une constitution basée à peu près sur les mêmes principes fut adoptée par la junte de Bayonne et garantie également par l'empereur Napoléon.

Joseph et les membres de la junte jurèrent d'y être fidèles. Si les événements leur eussent laissé le pouvoir de tenir leurs serments, nul doute qu'elle

eût suffi à régénérer graduellement la nation.

La reconnaissance de la souveraineté nationale, représentée par les cortès, l'indépendance des pouvoirs, la démarcation du patrimoine de la couronne et du trésor national, eussent seules suffi pour retirer l'Espagne du gouffre où elle se trouvait plongée depuis tant de siècles.

Arrivé à Madrid, Joseph trouva le peuple exaspéré par la journée du 2 mai 1808 (A).

Etranger à tout ce qui s'était passé et fort de sa conscience, il convoqua pour le lendemain au palais toutes les personnes qui pouvaient être considérées comme représentant les diverses classes de la société, les grands d'Espagne, les chefs des ordres religieux, les curés, les membres des tribunaux, les officiers généraux, les principaux capitalistes, les syndics des arts et métiers. Toutes les salles se trouvèrent remplies pour la première fois par l'affluence de tant d'hommes étonnés de se trouver ensemble. Le nouveau roi s'expliqua avec candeur sur les événements qui l'amenaient en Espagne, sur les motifs de sa conduite, sur ses projets. Il s'aventura

(A) Cette journée fut marquée par une émeute populaire, où plusieurs Espagnols perdirent la vie.

seul dans les diverses salles encombrées de tant de gens prévenus contre lui, et inspira tant de confiance par celle qu'il montrait qu'il enleva tous les suffrages; et, en peu de jours, ces missionnaires qu'il s'était donnés changèrent totalement l'opinion de la capitale: au point que lorsque sept jours après cette réunion, la nouvelle du désastre de Baylen arriva, on discuta au palais s'il fallait évacuer la capitale, ou traiter avec l'armée victorieuse de Castanos.

Les ducs de l'Infantado, del Parque, d'Hijar, de Campo Alanjé, Fernand Nunès, le marquis d'Arissa, chefs du palais, étaient de cet avis : mais M. O'Farill, ministre de la guerre, ne partagea pas cette sécurité. Castanos n'était plus le maître, et l'opinion de l'armée était celle du peuple, qui allait se croire invincible; l'évacuation de la capitale fut donc résolue. Le roi, d'après l'avis de son conseil, laissa des membres pour communiquer avec les chefs de l'armée: Pennella, ministre de la justice. Cevallos des affaires étrangères, et de l'Infantado. Après ces dispositions, il commença vec la faible garnison de Madrid sa retraite sur Burgos, où il fut rejoint par le maréchal Bessières,

dont l'armée avait gagné, trois semaines auparavant, la bataille de Rio-Seco.

Peu de temps après, le général Junot, ayant dû évacuer le Portugal, laissa toutes les forces anglaises et portugaises disponibles. Les Espagnols affluèrent alors de tous les côtés contre l'armée française, qui ne put reprendre l'offensive qu'au mois de novembre.

Les combats de Burgos, de Tudela, de Sommo-Sierra ouvrirent de nouveau les portes de Madrid.

L'Empereur était arrivé lui-même et s'était mis à la tête de son armée. Mais bientôt, appelé d'abord par l'armée anglaise sur les frontières de la Gallicie, d'où elle fut expulsée, et ensuite en Allemagne par les armées autrichiennes, l'empereur Napoléon laissa à son frère le commandement des troupes qui restaient en Espagne.

Le roi Joseph entra dans sa capitale le 22 janvier 1809. Le peuple n'avait pas perdu le souvenir des espérances qu'il avait conçues lors de sa première entrée. Chaque habitant venait lui prêter individuellement, dans sa paroisse; le serment de fidélité. Joseph s'efforça de seconder ces heureuses dispositions, en renouvelant, dans une occasion

solennelle, l'assurance de l'indépendance de la monarchie, de l'intégrité de son territoire, du maintien de la religion, de la liberté des citoyens : « con-
« ditions, disait-il, du serment que j'ai prêté en
« acceptant la couronne: elle ne s'avilira jamais
« sur ma tête. »

Il promit la réunion des cortès et l'évacuation de l'Espagne par les troupes françaises, dès que le pays serait pacifié. Enfin, pour exprimer ses sentiments d'une manière énergique, il avait coutume de dire : « Si j'aime la France comme ma famille, je suis dévoué à l'Espagne comme à ma religion. »

Le choix de ses ministres tomba sur les hommes désignés par l'opinion. La nomination des membres de son conseil d'état fut faite dans le même esprit. Déjà cinq régiments avaient été organisés; les gens flétris par des jugements en furent exclus. Les peines infamantes cessèrent. Il reconnut la dette, et pourvut au moyen de l'éteindre; il facilita la sécularisation des moines sans l'ordonner encore, reconnut par lui même les travaux à faire pour terminer le canal de Guadarama, encouragea cette utile entreprise et favorisa de toutes parts l'industrie nationale.

Les premières relations extérieures étaient favorables. L'empereur de Russie avait répondu au duc de Mondragone, ambassadeur de Naples, par un compliment de condoléance, et au général del Pardo, ambassadeur d'Espagne, par des félicitations fondées sur le caractère personnel du nouveau roi.

Les premiers événements militaires ne furent pas moins heureux. Sarragosse avait ouvert ses portes au maréchal Lannes; l'ennemi venait d'être battu à Medelin par le maréchal Victor. mais l'armée anglaise, chassée de la Corogne, avait débarqué en Portugal, d'où elle venait de sortir sous les ordres de sir Arthur Wellesley, depuis duc de Wellington. Le maréchal Beresford, avec une armée, se dirigea sur le haut Duero et força, par ce mouvement, le maréchal Soult à se retirer d'Oporto, sur le corps du maréchal Ney. Le premier occupa Zamora, et le second Astorga.

Des motifs de mésintelligence ne manquèrent pas entre ces deux maréchaux, dans un pays déjà épuisé par le séjour des armées. Le roi, instruit de la situation des choses par le général Foy, que le maréchal Soult lui avait envoyé à Madrid en partant

d'Oporto, ne douta plus que le but des ennemis ne fût de réunir leurs forces pour tomber sur la capitale, qu'ils se flattaient de prendre au dépourvu. La grande armée espagnole du général Cuesta venait de passer le Tage à Almaras, pour se joindre aux Anglais. Le roi se détermina à les prévenir, en les attaquant loin de sa capitale. Le maréchal Mortier, dont le quartier-général était à Villa-Castil, eut ordre de suivre les dispositions qui lui seraient tracées par le maréchal Soult ; le maréchal Ney reçut le même ordre. Le général Foy partit pour le quartier-général du maréchal Soult, instruit du projet du roi, qui devait se porter lui même avec toutes les troupes dont il pourrait disposer sur le Tage, en se réunissant au quatrième corps, dont il avait donné le commandement au général Sébastiani, chargé de combattre dans la Manche l'armée de Venegas, et de couvrir Madrid, tandis que le maréchal Soult se porterait rapidement des rives du Duero, par la Sierra de Francia, vers le Tage, pour reprendre à revers les armées alliées.

Le 27 juillet 1809, les armées anglaise et espagnole sont réunies près de Talaveyra, et menacent le corps du général Victor. Le roi, qui

venait de parcourir une partie de la Manche, le fit soutenir par le quatrième corps, et se porta lui-même sur le Tage avec sa garde. Il n'avait plus eu de nouvelles du général Foy ni du maréchal Soult, et quoiqu'il eût tout lieu d'espérer que le mouvement que devait faire ce maréchal était commencé, il n'en avait pas la certitude. Cependant il n'avait à opposer aux forces anglaises et espagnoles, qui étaient le double des siennes, que cinquante mille hommes. D'un autre côté, l'armée de Venegas, n'étant plus contenue par le quatrième corps qui lui avait dérobé quelques marches, s'avançait vers Aranjuez, et menaçait d'y passer le Tage pour se porter sur Madrid, où elle eût détruit toutes les ressources du gouvernement et de l'armée. Dans cette situation critique, le roi se décida à attaquer le plateau sur lequel s'était placée l'armée anglaise. Le maréchal Victor ne doutait pas que les trente mille hommes à ses ordres ne fussent suffisans pour enlever cette position, pourvu que les forces ennemies, composées de troupes espagnoles placées en avant de Talaveyra et de l'Alberche, fussent contenues. La bataille fut sanglante. Talaveyra fut évacué par les Anglais, et

l'armée française resta maîtresse du champ de bataille. Les ennemis perdirent, de leur aveu, plus de monde que l'armée française; mais le plateau, occupé par les troupes anglaises, ne put leur être enlevé. Cependant le résultat de cette journée fut favorable. L'ennemi qui, l'avant-veille, menaçait le premier corps de l'armée française, fut contenu par lui, et le roi s'étant porté rapidement sur le val de Moro, l'armée espagnole, qui avait passé le Tage à Aranjuez, renonça à son projet sur Madrid.

Rassuré sur le sort de sa capitale, le roi passa le Tage et entra à Tolède. L'arrière-garde de l'armée anglaise atteinte, dans sa retraite, au pont de l'Arzobispo par le corps des trois maréchaux, fut taillée en pièces, et l'armée de Venegas, forte de trente mille hommes, qui avait donné tant d'inquiétudes à Madrid, attaquée, le 11 août, à Almonacid, par le quatrième corps, et la réserve du roi, fut détruite et dispersée. Son artillerie et un grand nombre de prisonniers tombèrent au pouvoir du vainqueur.

Le roi avait pour major-général le maréchal Jourdan. Le général Sébastiani, comme on l'a dit

plus haut, commandait le quatrième corps; le général Merlin, la garde; le général Dessolles, la réserve.

Le roi ne rentra dans Madrid qu'après avoir parcouru une grande partie de la Manche. Il témoigna sa satisfaction au général Belliard, qui avait montré beaucoup de fermeté dans ces circonstances difficiles, et à tous ceux qui l'avaient puissamment secondé.

Les batailles de Talaveyra et d'Almonacid ayant arrêté ou suspendu les mouvements de l'ennemi, le roi profita du calme qui les suivit pour s'occuper de l'administration intérieure.

Il se décida à supprimer entièrement les ordres religieux, convaincu que cette mesure était également réclamée par l'ordre public et le rétablissement des finances. Toute juridiction ecclésiastique fut supprimée et dévolue aux tribunaux civils, les droits d'asile attribués aux églises furent abolis.

Les conseils des Indes, des ordres, des finances, de marine, de guerre, furent dissous; les douanes, reculées aux frontières; les lois sur l'éducation publique, préparées dans le conseil d'état; le système municipal fut déterminé la dette constituée et

garantie; les cendres des personnages illustres et les monuments épars dans les églises supprimées furent réunis dans plusieurs églises, et notamment dans la métropole de Burgos.

Le bâtiment de l'Escurial fut destiné à recevoir jusqu'à quinze cents prêtres, qui avaient été membres de divers ordres religieux et qui désiraient continuer la vie commune, soit par raisons de famille, de santé, soit par la vocation qu'ils avaient de se consacrer à l'étude dans ces vastes dépôts, où se trouvaient enfouis tant de manuscrits et de richesses littéraires, qui attendaient des investigateurs et des lecteurs.

Le bâtiment de St-François fut destiné aux séances des cortès. On mit au concours les changements à y faire.

Cent millions de réaux furent affectés à des indemnités pour les propriétaires qui avaient souffert par les ravages de la guerre.

Joseph, fidèle aux principes qui lui avaient si bien réussi à Naples, impassible au milieu des préventions excitées par les divers partis, ne proscrivait aucun individu, accusé d'avoir fait partie d'une corporation quelconque. On voyait à son

conseil-d'état des généraux d'ordres qui votèrent la suppression des ordres ; des officiers, ci-devant insurgés, qui votèrent contre les insurgés; des inquisiteurs qui votèrent contre l'inquisition; dans sa maison, des grands qui se prononçaient pour des lois populaires. Aussi, dans les villes récemment abandonnées par les troupes ennemies, trouva-t-il toujours les cœurs ouverts à l'espérance, et la confiance qu'avaient en son caractère ses ennemis mêmes le rendit-elle souvent leur confident et bientôt leur défenseur.

Peu de mois après sa rentrée à Madrid, Joseph, informé que cinquante mille Espagnols étaient descendus de la Sierra-Morena dans la Manche, marcha à leur rencontre et les atteignit à Ocana, où ils furent complètement battus par vingt mille Français et quatre mille Espagnols au service du roi. Vingt-cinq mille prisonniers qui la plupart prirent du service pour lui, trente drapeaux et toute l'artillerie de cette armée furent les fruits de cette victoire. Les Anglais, qui s'étaient avancés jusqu'à Truxillo et Badajoz, où ils étaient demeurés spectateurs des mouvements de leurs alliés, sans y prendre part, se retirèrent en Portugal, dès

qu'ils surent la destruction de l'armée espagnole.

A sa rentrée à Madrid, Joseph apprit les succès qu'avaient obtenus à Alba de Tormès le général Kellermann, le maréchal Suchet en Aragon, et le maréchal Augereau en Catalogne, où Girone était tombée en son pouvoir. Il résolut de suivre le cours de tous ces succès. La junte de Séville avait convoqué les cortès pour le mois de mars. Il voulut les prévenir. Parti de Madrid le 8 janvier $1810\frac{1}{2}$, peu de jours après sa rentrée, il se trouva, le 11, au pied de la Sierra-Morena, à la tête de soixante mille hommes. Le maréchal Victor se dirigea par la droite sur Almaden, le général Sébastiani par la gauche sur Lénarès. Le corps du maréchal Mortier et la réserve commandée par le général Dessoles entrèrent par le centre en Andalousie.

Le maréchal Soult avait remplacé comme major-général le maréchal Jourdan rentré en France.

Les positions de l'ennemi furent enlevées en peu d'heures; on lui fit huit à dix mille prisonniers.

Le roi s'était fait accompagner de ses ministres et des principaux officiers de sa maison et de sa garde.

Il annonça hautement le désir de réunir des cortès à Grenade, au mois de mars. Cordoue se rendit à lui sans coup férir, et ce fut dans cette ville qu'il reçut des mains de l'archevêque les aigles françaises qui étaient tombées entre les mains des Espagnols après la désastreuse affaire de Baylen. Elles avaient été laissées dans la cathédrale, où elles étaient cachées au milieu des saintes reliques. Elles furent envoyées à Paris.

Les peuples, détrompés des calomnies grossières dont ils avaient été imbus sur les armées françaises, et leurs chefs, éclairés par les Espagnols respectables qui entouraient le roi, sur ses vues, son caractère et ses qualités personnelles; convaincus enfin qu'il ne s'agissait pas de soumettre l'Espagne à la France, mais d'établir la paix entre les deux nations et de proposer une réunion de véritables cortès, qui, représentant la nation, seraient maîtres d'accepter ou de refuser le roi que la junte de Bayonne avait proclamé et auquel leurs anciens princes avaient spontanément prêté serment; le roi Joseph déclarant hautement que dès que les Anglais auraient quitté la Péninsule les Français la quitteraient aussi, et que lui-même sui-

vrait leur mouvement, s'il n'était pas retenu par les vœux sincères de la nation éclairée sur ses véritables intérêts; que la constitution de Bayonne suffisant aujourd'hui aux habitudes des peuples pourrait être changée et modifiée; que la nation n'aurait jamais autant de liberté que son roi voudrait qu'elle en eût, puisqu'elle serait véritablement libre et délivrée de tous les étrangers : de tels sentiments ouvrirent les portes de Séville, de Grenade, de Jaën. Le duc de Santa-Fé, ancien vice-roi du Mexique, ministre de Charles IV, de Ferdinand, de Joseph, président de la junte, homme éminemment patriote et populaire, entra à Grenade et à Malaga avec le général Sébastiani. Le maréchal Victor se dirigea sur Cadix, et le roi entra à Séville, où il fut reçu comme un libérateur. Le chef de la ville était venu à sa rencontre, après avoir conféré avec plusieurs ministres que le roi lui avait envoyés de Carmona quelques jours auparavant, et parmi lesquels se trouvaient M. le capitaine-général O'Farill, M. d'Urquijo qui, sous Charles IV, avait remplacé pendant quelque temps au maniement des affaires le prince de la Paix.

Cependant dix mille hommes du duc d'Albu-

querque avaient devancé le corps du maréchal Victor à Cadix. Les Anglais y étaient aussi accourus et avaient beaucoup renforcé la garnison; leurs escadres bloquaient le port. Les principaux habitants et les chefs mêmes insurrectionnels des quatre régiments de l'Andalousie s'étaient réunis au port Ste-Marie, en face de Cadix. Ils entouraient alors le roi, dont ils espéraient la fin de leurs maux, et qui leur manifestait l'intention persévérante de réunir la nation à Grenade immédiatement. Tous les membres de la junte centrale, tous les évêques, tous les grands, tous les chefs militaires, les riches capitalistes devaient faire partie des cortès. Cette assemblée vraiment nationale aurait à délibérer sur cette seule question : « Accepte-t-on ou n'accepte-t-on « pas la constitution et le roi que la junte de « Bayonne nous présente? » Si la négative était prononcée, le roi Joseph quitterait l'Espagne, déterminé à régner par le peuple espagnol, comme il voulait régner pour le peuple.

L'enthousiasme avait électrisé tous les cœurs, enivré toutes les têtes; mais ces députés qui s'étaient offerts eux-mêmes pour aller parlementer avec leurs compatriotes, partis sur de frêles es-

quifs, furent arrêtés par les Anglais et ne purent débarquer à Cadix.

D'un autre côté, le gouvernement français était fatigué des énormes sacrifices que coûtait à la France l'opposition obstinée de l'Espagne. On voulait que la guerre nourrît la guerre, et le système du roi tendait à calmer l'exaspération espagnole par les bons traitements, par conséquent à vouloir que la France continuât ses sacrifices d'argent.

Un décret impérial institua les gouvernements militaires dans les provinces espagnoles. Le général de division devint le président de la junte administrative. L'intendant espagnol en devait être le simple secrétaire. Cet état de choses ne pouvait manquer de détruire tout le bien produit par la campagne glorieuse d'Andalousie, entreprise de son chef par le roi, impatient de voir d'une manière quelconque son sort se décider; roi d'Espagne par les Espagnols, créé prince français par les Français en France.

N'ayant pas l'espoir d'amener la reddition de Cadix par les moyens conciliatoires qu'il avait tentés, le roi quitta le port Ste-Marie pour la partie

orientale de l'Andalousie, et dirigea sa route par Ronda.

Dans le cours de ce voyage, Joseph exprima hautement aux départements de Grenade, de Jaën et de Malaga la ferme volonté de ne jamais consentir à aucun démembrement de la monarchie, ni à aucun sacrifice quelconque de l'indépendance nationale ; bien éloigné en cela de Ferdinand, qui avait proposé à l'Empereur la cession de l'Ebre, et l'entrée des possessions espagnoles en Amérique au commerce français : « Mon cœur, disait Joseph, ne me « fait pas craindre de retourner en France; ma cons- « cience seule m'attache aujourd'hui à l'Espagne.» Le duc de Santa-Fé, le marquis d'Almeynara, deux de ses ministres, furent envoyés à Paris. Ce dernier était porteur d'une lettre de Joseph qui annonçait à l'Empereur sa détermination de quitter un pays où il ne pouvait faire le bien ni empêcher le mal, si le système des gouvernements militaires n'était pas détruit.

De retour à Séville, le roi rendit des décrets qui réglaient la division du territoire, l'administration civile, la formation des gardes nationales. Les préparatifs pour le siége de Cadix étaient faits ; mais,

prévoyant qu'il traînerait en longueur, et appelé au centre du royaume, pour remédier autant que possible au mauvais effet produit par l'établissement des gouvernements militaires dans les provinces, le roi confia au maréchal Soult le commandement de l'armée de l'Andalousie, et retourna à Madrid après une absence de cinq mois. Le maréchal Masséna, entré en Portugal à la tête d'une armée de soixante-quinze mille hommes, après avoir pris Almeida, Ciudad-Rodrigo et battu les Anglais à Busaco, avait été obligé de se retirer en mars 1811, son armée se trouvant réduite à trente-cinq mille hommes par les maladies, les marches forcées, le défaut de vivres. Le maréchal Soult avait fait le siége de Badajoz, qui s'était rendu le 19 mars. Le maréchal Victor avait été attaqué dans ses lignes à Chiclana. Les Anglais avaient soutenu le feu de l'insurrection par des débarquements de troupes, d'armes et d'argent. Ils encourageaient puissamment la résistance de Cadix. Déjà circulaient les premiers bruits de la rupture prochaine de la France et de la Russie. Les ministres de Joseph, arrivés à Paris, apportaient des espérances, mais aucun résultat positif de leur mission.

Au mois d'avril 1811, le général de France arriva avec une lettre de Napoléon, annonçant au roi la naissance de son fils, dont il serait l'un des parrains. Joseph saisit cette occasion d'avoir une entrevue avec l'Empereur, devenue indispensable pour régler des intérêts si compliqués entre les deux états. Il réunit ses ministres, les prévint de son départ, calma les esprits par l'assurance d'un prompt retour, prit toutes les mesures nécessaires pour le temps de son absence, et partit le 23 avril. Il reçut, entre Bayonne et Dax, une lettre qui lui recommandait de ne pas quitter l'Espagne; mais il n'en poursuivit pas moins sa route, et arriva à Paris le 15 mai.

L'Empereur le détermina à retourner en Espagne par l'assurance positive qu'il lui donna, que les gouvernements militaires sont un remède violent et passager, qui cesserait dès qu'il ne serait plus nécessaire; que déjà ils avaient produit un bon effet sur le gouvernement anglais, qui offrait de quitter le Portugal, si les troupes françaises évacuaient l'Espagne, et de reconnaître le roi Joseph, si la nation espagnole le reconnaissait et si la France consentait, de son côté, à reconnaître la maison

de Bragance en Portugal. Les divers commandants militaires seraient mis sous les ordres du roi, les cortès réunies, et les troupes françaises sortiraient d'Espagne dès que le roi écrirait qu'elles auraient cessé de lui être nécessaires.

C'est dans l'espoir du succès de cette négociation avec l'Angleterre et de l'exécution fidèle des promesses de l'Empereur, de la garantie de l'indépendance, de et l'intégrité de la monarchie espagnole, que le roi Joseph rentra à Madrid, où il fut accueilli comme un puissant protecteur.

Une commission du conseil d'état fut chargée de préparer les dispositions préliminaires pour la convocation des cortès, tellement nationales, que leur vœu pût être véritablement celui de la nation.

Cependant les Anglais, n'étant plus contenus par l'armée de Portugal, venaient de s'emparer de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz. Le maréchal Victor, le reste de la garde impériale, et plusieurs régiments de ligne étaient rappelés en France; l'espoir d'une négociation avec le gouvernement anglais s'était évanoui; les insurrections partielles s'étaient multipliées par la création de nouvelles guérillas, que l'or des ennemis et l'exaspération des habitants,

dont l'établissement des gouvernements militaires détruisait toutes les espérances, multipliaient; les communications devenaient plus difficiles que jamais.

La Navarre était ravagée par les bandes de Mina, devenues une armée. La disette désolait la capitale et les provinces. Telle était la face des affaires en Espagne, lorsque l'Empereur, partant pour la Russie, rendit au roi Joseph le commandement général des armées. Dans de telles circonstances, l'honneur ne lui permettait plus de refuser un poste difficile. Le maréchal Jourdan retourna auprès de lui.

Les Anglais ayant pris, dans les premiers jours de mai 1812, les forts élevés pour la défense du Tage, menaçaient à la fois l'armée du Midi et celle du Portugal. Isolée, chacune de ces armées était trop faible pour résister à celle de l'ennemi; en se prêtant un mutuel appui, elles devaient le combattre avec avantage. Joseph ordonna au maréchal Soult et au maréchal Marmont de s'entendre. Il envoya au maréchal Soult le colonel Desprez, son aide-de-camp, pour lui prescrire de porter à vingt-cinq mille hommes le corps commandé par le comte

d'Erlon, qui passerait le Tage au premier avis pour rejoindre le maréchal Marmont. Cette disposition ne fut pas exécutée.

Cependant les Anglais, ayant passé l'Agueda, étaient arrivés sur la Tormès vers Salamanque. Joseph, prévenu par une dépêche du maréchal Marmont, du premier juillet, de l'inexécution de ses ordres, les réitère à l'armée du Midi et à celle du Nord, et part lui-même de Madrid avec sa garde et les troupes des garnisons voisines. Il arrive, avec quatorze mille hommes, à Blasco Sancho, se dirigeant sur Penarenda, où devait s'opérer la réunion. Là, il apprend le résultat de la bataille des Arapiles. Le maréchal Marmont, sans attendre les secours qui arrivaient de Madrid le 24, quoique prévenu du mouvement du roi et de ceux de l'armée du Nord, arrivant le 23, avait passé la Tormès le 20 juillet 1812, livré et perdu la bataille. Son armée, en pleine retraite, était suivie par l'armée anglaise, dont la poursuite fut ralentie par la présence des troupes du roi qui, sur l'avis qu'il reçut le 27 juillet, du maréchal Marmont, par une lettre dont était porteur le colonel Fabvier, que l'armée de Portugal pouvait tenir sur la rive gauche du

Duero, et se lier au roi, si elle n'était pas abandonnée à elle-même, n'hésita pas à se porter sur Ségovie, mouvement hardi et même téméraire, si l'armée française avait passé la Doncro, comme cette armée l'avait effectivement passé à Tudela, en continuant sa marche sur Burgos.

Joseph, rassuré sur l'armée de Portugal, qui allait se renforcer de toutes les troupes de l'armée du Nord, à mesure qu'elle s'approcherait de l'Ebre, mais inquiet cependant de la capitale et du centre du royaume, quitta Ségovie le quatrième jour. Il rentra à Madrid avec l'espoir de s'y maintenir, si les ordres prescrits à l'armée du Midi, promptement exécutés, lui donnaient un corps de vingt-cinq mille hommes ; mais, dans toutes les hypothèses, décidé à ne quitter l'Espagne qu'avec les derniers Français, il alla au-devant de ceux qui venaient du fond de la Péninsule, pour revenir en force sur la grande armée anglo-hispano-portugaise, lui couper la retraite ou la combattre avec avantage.

Ce plan fut exécuté assez heureusement, malgré les obstacles de tout genre que l'on eut à surmonter. La cavalerie anglaise fut culbutée par la cavalerie aux ordres du général Treilhard, sous Madrid. Un

corps de douze à treize mille cnnemis, débarqué à Alicante, se dirigeant sur la Manche, à l'avis de la marche du roi, rétrograda sur Alicante.

Enfin, l'armée du Midi fit sa jonction avec l'armée du Centre, le 2 octobre, à Fuente Higuerra, où le roi se rendit et donna les ordres nécessaires pour l'exécution du mouvement qu'il avait conçu. Les deux armées s'avancèrent sur le Tage, l'une par la Manche et l'autre par Cuença. Le roi rentra à Madrid le 3 novembre. L'armée de Portugal, prévenue par le général Lucotte, aide-de-camp du roi, suit le mouvement rétrograde des armées ennemies qui évacuent Burgos, mais sans les presser.

Le roi, parti de Madrid, où il ne s'arrêta qu'un seul jour, passe la Tormès et se trouve sur le champ de bataille des Arapiles avec plus de cent mille hommes. Les forces ennemies s'élevaient peut-être à un aussi grand nombre de combattants, mais elles se composaient de trois nations différentes; la victoire ne pouvait être douteuse. L'important, c'était de combattre.

Le roi, loin de se rappeler les retards qu'avait éprouvés l'exécution de ses ordres de la part du

maréchal Soult, voulut l'intéresser davantage à la gloire du succès, en lui donnant une plus grande part. Il réunit à son commandement celui des troupes de l'armée du Centre qui, jusqu'alors, avait été aux ordres du général comte d'Erlon, et donna à celui-ci le commandement de l'armée de Portugal, qui venait d'opérer sa jonction. Le roi, après avoir vu commencer sous ses yeux le mouvement de l'armée du Midi, qui devait couper la route de Salamanque à Ciudad-Rodrigo, dans le but d'intercepter la retraite, en Portugal, de l'armée ennemie, se porta au-devant de celle de Portugal, qui arrivait sur le champ de bataille, pleine d'une ardeur qu'il est facile de concevoir.

Cependant la pluie, qui tombait par torrents, avait rendu les chemins presque impraticables et retardé beaucoup les mouvements de l'armée du Midi. Les Anglais profitèrent de ce retard et hâtèrent leur retraite par la route de Ciudad-Rodrigo, qui n'était pas encore occupée par l'armée du Midi. Ainsi, tout le résultat de cette journée fut donc huit à dix mille prisonniers, parmi lesquels était le général de cavalerie lord Paget, et beaucoup de bagages.

Le roi entra à Salamanque avec l'armée du Portugal. On remit au général O'Farill, ministre de la guerre, qui accompagnait le roi, les cartes que l'on trouva encore dans la maison que venait de quitter lord Wellington.

Cette journée devait contrebalancer les désastres de la Russie; il n'en fut pas ainsi. L'ennemi rentra en Portugal, et l'armée française se trouva bientôt affaiblie de plus de trente mille hommes qui eurent ordre de passer les Pyrénées.

Cependant une armée espagnole s'avançait dans la Manche, et cette armée demandait à se réunir à celle du roi. Le comte Montejo avait fait les mêmes ouvertures à M. le duc de Santa-Fé, l'un des ministres du roi.

Il envoya le général espagnol Vizuès, l'un de ses aides-de-camp et ancien commandant de Cadix, pour traiter avec cette armée. Le général Vizues était encore en pourparlers avec les chefs, lorsque le roi reçut l'ordre de quitter Madrid et de prendre la ligne du Duero. L'état des affaires de Russie en faisait un devoir absolu. Il fallait obéir, et le départ eut lieu immédiatement pour Valladolid. Dès que Madrid fut abandonnée, le feu de l'insurrec-

tion se ralluma avec plus de violence que jamais, et les chefs espagnols, généralement mécontents de la déposition de la régence qui les avait mis sous les ordres des Anglais, durent dissimuler leur mécontentement ; rejetés ainsi dans les bras des ennemis de la France, Anglais, Espagnols, Portugais, s'avançaient contre l'armée française, singulièrement affaiblie par le départ des meilleurs officiers destinés à former de nouveaux corps en France.

Arrivé à Valladolid, le roi n'y resta que le temps nécessaire pour rassembler les corps qui étaient sur la Tormès, et en partit dès qu'ils furent réunis. Mais il lui fut impossible de mettre un ensemble parfait dans les opérations ultérieures. Le ministre de la guerre en France correspondait avec les chefs des armées du Nord, du Portugal et des troupes placées dans l'intérieur de l'Ebre, et ordonnait fréquemment des marches rétrogrades à des corps qui devaient être remplacés par ceux qui étaient en ligne. Ceux-ci se trouvaient donc tellement affaiblis, qu'ils durent se concentrer sur Burgos sans combattre. Le corps du général Clauzel avait reçu directement de Paris l'ordre de se porter

en Navarre contre Mina. Le roi, après avoir quitté Burgos, passa l'Ebre, et l'armée prit position en avant de Vittoria, espérant pouvoir différer de combattre jusqu'à ce que le corps du général Clauzel l'eût rejoint ; mais cette espérance fut déçue. Le général Clauzel ne put pas se trouver à la bataille de Vittoria, où trente mille Français en ligne disputèrent la victoire à plus de cent mille ennemis. De l'aveu des Anglais, leurs pertes surpassèrent celles de l'armée française. Joseph, pressé par plus de deux mille familles espagnoles qui suivaient sa fortune, n'avait pu leur refuser une escorte pour les conduire en France. Le roi laissa dans Pampelune une garnison de quatre mille hommes ; la retraite s'était opérée en bon ordre; les troupes du général Foy et toutes celles qui composaient les garnisons voisines, ainsi que les postes répandus sur les communications, s'étaient réunis au gros de l'armée qui se trouvait alors de près de cinquante mille hommes, mais il n'était plus temps de penser à l'Espagne. Le général Clauzel s'était porté sur l'armée d'Aragon.

Dans le Nord, les victoires de Lutzen et de Bautzen avaient bien conjuré momentanément l'orage,

mais toutes les forces de la France ne pouvaient plus suffire contre tant d'ennemis conjurés contre elle.

Joseph rentra à Paris, où son frère le laissa avec le titre de son lieutenant, lorsqu'il partit pour se mettre à la tête de cette même armée qui, après avoir combattu contre toutes les armées de l'Europe dans leur pays, était réduite à défendre son propre territoire.

L'impératrice Marie-Louise était régente de l'Empire; Joseph, comme lieutenant de l'Empereur, eut les honneurs du commandement militaire. Ce qui restait des troupes de la garde était aux ordres du général Cafarelli. Le maréchal Moncey commandait effectivement la garde nationale; le général Hullin, les troupes de la garnison. Joseph fut laissé comme conseiller à l'impératrice, ainsi que le prince archi-chancelier Cambacérès. L'impératrice eut l'instruction de suivre l'avis de ces deux conseillers. Ils formaient à eux trois le gouvernement.

Dans ces circonstances aussi graves, Joseph ne refusa rien.

Les événements de la guerre interceptaient toute

communication entre le quartier-général impérial et la capitale. Dans le cas où les ennemis menaçeraient Paris, Joseph eut l'ordre verbal de l'Empereur, et après son départ l'ordre écrit, de faire partir le roi de Rome, l'impératrice, de se rendre avec eux sur la Loire, de s'y faire suivre par les grands dignitaires, les ministres, les membres du sénat, du corps législatif et du conseil-d'état.

Joseph reconnut quelque temps après la justesse de ces précautions, d'abord par des insinuations détournées, et ensuite, lorsque par des discoursplus explicites, la majorité des membres du sénat ne dissimula plus son opinion sur la nécessité d'une paix immédiate, ou de la proclamation de Napoléon II, celle de la régence de l'impératrice et de la lieutenance de Joseph sous un empereur mineur.

Ce fut alors que Joseph fit sentir à son frère la nécessité de faire la paix; et lorsque les faibles corps des maréchaux Marmont et Mortier furent ramenés sur Paris, qu'ils se dirent suivis par des forces ennemies bien supérieures, que toute communication fut interrompue entre l'Empereur et sa capitale, que le cas prévu par les instructions verbales et écrites de l'Empereur fut reconnu être

le cas présent, Joseph communiqua à l'impératrice et à l'archi-chancelier la dernière lettre de son frère qui contenait et prescrivait les mêmes dispositions. Les ministres, grands dignitaires et présidents des sections du conseil furent réunis au nombre de vingt-deux membres.

Cependant Joseph observa que l'on ignorait encore à quels ennemis on avait affaire. « Sans doute, « dit-il, si toute l'armée ennemie se présente, « Paris ne peut pas être défendu; mais si les dix « ou douze mille hommes des deux maréchaux « n'étaient suivis que par vingt à trente mille « hommes, faudrait-il livrer Paris? Ne pouvant « connaître la vérité que lorsque nous verrons « l'ennemi, je m'offre de rester à Paris avec les « ministres et les administrateurs en état de me « suivre à cheval. Si nous avons l'espoir de battre « les troupes qui ont combattu celles des deux « maréchaux, nous les combattrons; donnons à « ces deux maréchaux tous les secours dont nous « pouvons disposer. Si les forces ennemies sont « hors de toute proportion, nous ne commettrons « pas nos faibles moyens, et nous les ferons ser- « vir seulement à obtenir une capitulation telle,

« que cette immense capitale, dépositaire de tant « d'intérêts et de prodiges des arts, ne soit pas « livrée à la fureur stupide des barbares du Nord.» Le conseil applaudit à un avis si plein de dévouement. La lettre de l'Empereur passa dans toutes les mains.

L'impératrice, son fils, la cour, les membres du gouvernement, les ministres et M. de la Bouillerie, avec les fonds qui lui étaient confiés, partirent.

Après leur départ, Joseph rédigea une proclamation pour rassurer le peuple. Cette proclamation fut affichée dans la soirée. Pendant la nuit, les maréchaux furent instruits de l'approche de l'ennemi. Le lendemain matin, ils étaient aux prises avec ses avant-postes. Joseph, suivi des ministres de la guerre, de l'administration de la guerre, de la marine, selon ce qui avait été résolu par le conseil, se porta hors de Paris, pour mieux apprécier l'état des affaires. La garde nationale prit les armes pour maintenir la tranquillité intérieure, et se porta aux diverses barrières, afin de s'opposer à toute insulte qui pourrait être tentée par des corps détachés.

Dans la matinée, le maréchal Marmont ayant fait prévenir le roi qu'il était déjà trop faible pour contenir les troupes qu'il avait devant lui, le roi fit dire au maréchal Mortier de renforcer le maréchal Marmont, ce qu'il fit avec beaucoup de bonne volonté. Après midi, un officier de génie de l'armée française, fait prisonnier par l'ennemi, avait été admis en présence de l'empereur de Russie, du roi de Prusse et du général en chef autrichien. Cet officier avait vu le développement des forces ennemies; il vint en rendre compte aux maréchaux et ensuite au roi.

Le maréchal Marmont déclara qu'il ne pouvait pas tenir au-delà de quatre heures, ni empêcher que Paris ne fût inondé de troupes irrégulières dans la nuit. Il demandait à être autorisé à traiter pour sa conservation et la sûreté intérieure de la capitale.

La garde nationale avait montrés beaucoup d'ardeur et de décision: quelques légions avaient même sollicité la permission de se mettre en ligne hors de Paris; mais aucun ordre ne fut donné pour enlever aucun corps de la garde nationale à la capitale. La décision du conseil tenu sous la prési-

dence de l'impératrice régente fut exécutée littéralement dans une circonstance aussi grave, lorsque les ministres qui étaient avec le roi reconnurent aussi bien que lui que la plus grande partie des forces alliées était sous Paris.

Le roi ne partit qu'à quatre heures, lorsqu'il fut instruit que l'ennemi occupait Saint-Denis, et que, dans quelques minutes, il ne serait plus temps de passer la Seine. Il partit pour Versailles, se fit suivre par les dépôts de cavalerie qui étaient dans cette ville, se rendit à Chartres, où il trouva l'impératrice, et de là se dirigea sur Blois.

Les armées d'Aragon et d'Espagne étaient disposées à suivre les mouvements qui seraient imprimés par l'Empereur, lorsque l'inconcevable trahison de Marmont et l'abdication de l'Empereur ne laissèrent plus d'autre parti à Joseph que celui de se retirer en Suisse, où il resta jusqu'au 19 mars 1815, jour où il sut l'arrivée de son frère à Grenoble. Il partit seul avec ses enfants. A leur aspect, les troupes postées sur la frontière arboraient la cocarde tricolore, aux cris de *vive la nation*, *vive l'Empereur !* C'est ainsi qu'il traversa une partie de la France et arriva à Paris le 22 mars.

La perte de la bataille de Waterloo ayant ramené en France les étrangers, Joseph se retira en Amérique, où il devait se réunir à son frère Napoléon, qu'il avait laissé dans ces dispositions à Rochefort. La fortune en disposa autrement. Joseph, accueilli dans le Jersey, un des états de l'Union, par une loi faite à son occasion et qui lui fut adressée avec une bienveillante politesse par le gouvernement, put y acquérir des propriétés, sans devenir citoyen américain.

La maison qu'il avait bâtie ayant été la proie des flammes, il y a quelques années, il reçut de la part des habitants de Jersey la plus touchante preuve d'intérêt.

Juges éclairés et impartiaux des hommes, ces peuples libres ont pu devancer le jugement de la postérité, sur la foi que l'on doit prêter aux calomnies de toute nature dont on a essayé de noircir le nom de l'Empereur et de sa famille.

Ce fut ainsi que les peuples de Naples et d'Espagne, éclairés par l'expérience, apprécièrent à leur juste valeur les jugements calomnieux, qu'on avait porté sur le nouveau roi.

Sa femme, retenue loin de lui par une santé

chancelante, a vécu longtemps à Bruxelles avec les princesses ses filles. L'une d'elles est aujourd'hui avec son père.

Séparé de sa famille et de sa patrie par de grands obstacles, nous aimons à croire qu'il reste au roi Joseph cette réserve immense des jouissances de toute la vie, une bonne conscience, avec laquelle l'homme de bien n'est jamais seul.

# MISSION DIPLOMATIQUE

## A VIENNE,

## 1830.

---

La faiblesse d'un prince, bon mais fanatique, avait replongé la France dans le gouffre des révolutions : le 29 juillet venait de briser le trône relevé en 1814 à l'aide d'un million de bayonnettes ; les passions les plus ardentes s'apprêtaient à saisir le pouvoir ; la république s'agitait sous son bonnet phrygien ; à la joie avait succédé la ter-

reur. Dans une situation aussi difficile, les hommes sages, croyant trouver dans le duc d'Orléans une ancre de salut pour la patrie, s'y rattachèrent franchement, et le général Belliard fut un de ceux qui, cédant à leur conviction et à leurs espérances, vinrent se grouper autour de la dynastie naissante de Louis-Philippe.

Voulant, avant tout, calmer les émotions populaires, le roi des Français dut chercher à maintenir une paix d'autant plus nécessaire, que nos arsenaux étaient vides, nos places démantelées et l'armée réduite à un chiffre qui ne permettait pas même de réunir cent mille hommes. Le général Belliard, que ses antécédents recommandaient sous tant de rapports, fut choisi pour aller près de M. de Metternich faire reconnaître le gouvernement qui venait de s'asseoir sur le volcan des trois journées. Il se rendit à Vienne, où il sut à la fois faire respecter son pays et lui assurer un repos qui, pour quelque temps au moins, lui était indispensable. Il fut traité avec distinction par le ministre, et avec une grande bonté par l'Empereur.

Ce fut en vain que, vieux soldat de Napoléon, il sollicita le bonheur de parler au fils de son an-

cien souverain, du héros qui sut porter si haut le nom, la gloire et la puissance de cette France, aujourd'hui.... On lui répondit qu'avant sa Majorité il ne recevait personne, mais qu'il pourrait le voir le soir au spectacle : en effet, le prince y parut et fut reçu aux applaudissements de toute la salle. Sa figure était belle et gracieuse, sa taille élégante et souple, son regard brûlant comme celui du grand homme, et tout en lui annonçait le désir de plaire et d'être aimé. Hélas! ses jours étaient comptés, et déjà la mort impitoyable avait levé sa faulx sur cette précieuse et noble tête !

Sa mission heureusement terminée, le général Belliard revint à Paris, où il s'efforça par ses conseils de faire prévaloir la justice et la prévoyance, uniques moyens de fonder un empire durable.

---

## AMBASSADE A VIENNE.

Après les événements de juillet 1830, le gouvernement du roi Louis-Philippe, pressé de se faire reconnaître par les puissances étrangères, envoya

des ambassadeurs extraordinaires aux différentes cours, et choisit le lieutenant-général comte Belliard pour aller à Vienne près de M. de Metternich dont il était depuis longtemps connu et estimé. Parti de Paris le 20 août, le général Belliard arriva à Vienne le 26. Sa présence sur la route qu'il eut à parcourir au-delà du Rhin excita au plus haut degré, et de manières bien diverses, la curiosité des habitants. A Carlsruhe, la cocarde tricolore qui était attachée à la casquette de son valet-de-chambre fut arrachée de vive force et mise en cent morceaux que l'on se distribua comme des reliques. Plus loin, la terreur était à son comble : on s'informait si les Français marchaient sur Vienne, et déja un grand nombre d'habitants faisaient leurs préparatifs pour fuir. Descendu à l'hôtel de l'Empereur, il apprit avec peine que notre ambassadeur, M. de Rayneval, avait fait la faute de quitter Vienne dans un moment aussi important. Il eut un entretien avec M. Schwebel, premier secrétaire chargé de l'intérim, et obtint un rendez-vous de M. de Metternich pour le lendemain 27, à deux heures après-midi.

## PREMIÈRE ENTREVUE AVEC LE PRINCE DE METTERNICH.

Le 27 août, à deux heures, j'ai eu avec le prince de Metternich un entretien qui a duré jusqu'à quatre. Nous sommes restés d'accord sur toutes les fautes, les folies et les extravagances du ministre Polignac. Quoique M. de Metternich fût parfaitement instruit de tout ce qui s'était passé, il a désiré entendre de ma bouche le récit des événements qui se sont passés pendant les trois journées qui ont décidé du sort de la branche aînée des Bourbons de France, et renversé une des plus grandes et des plus puissantes monarchies de l'Europe.

Les cabinets étrangers avaient, six jours avant les fatales ordonnances, reçu de M.de Polignac, par leurs ambassadeurs, l'assurance qu'on ne sortirait pas du système légal: aussi la surprise fut grande pour tous en lisant le *Moniteur*. M. de Metternich ne pouvait pas se faire une idée de l'imprévoyance du ministère français relativement aux mesures à prendre pour faire réussir sa folle entreprise.

La conversation s'est établie sur la théorie et la pratique des gouvernements. C'est le moment que j'ai choisi pour faire connaître au prince les intentions du roi, l'esprit de son gouvernement et les désirs de la France. J'ai assuré le prince que le roi et la France voulaient rester dans les limites tracées par les traités, et vivre en paix avec leurs voisins.

Le roi veut, et je suis chargé d'en donner l'assurance à l'Empereur, s'occuper exclusivement du bonheur de la France, travailler à consolider son gouvernement, lui donner de la force, faire fleurir le commerce, encourager les arts et l'industrie, et réparer par une sage et paternelle administration les maux que le pays a soufferts depuis quelques années. Le roi veut aussi mettre la France au rang qu'elle doit occuper parmi les puissances de l'Europe. Tel est l'esprit qui dirige et dirigera le gouvernement français; telle est la déclaration que le roi m'a chargé de faire en son nom, et l'on doit y croire d'autant plus que c'est à la fois l'intérêt du roi et de la France. Un gouvernement nouveau doit éviter les théories, chercher à se consolider, à se rendre fort pour lui, pour ses amis et contre ses

ennemis. Cet heureux résultat ne peut s'obtenir que par la paix, source de bonheur et de prospérité pour les états, tandis que la guerre absorbe, ravage et détruit. Le roi et la France veulent franchement cette paix dont la conservation doit être également profitable et désirable pour tous les gouvernements de l'Europe. Nous voulons resserrer de plus en plus les liens qui nous unissent avec les autres puissances ; mais si l'on venait nous attaquer, si l'on voulait troubler notre repos, si l'on cherchait à changer notre gouvernement, toute la France se leverait pour repousser l'agression et pour défendre son roi, ses libertés et ses institutions. L'expérience a déjà prouvé ce que peut la nation française unie de sentiment et d'intérêt ; qu'on juge de ce qu'elle ferait avec un roi qu'elle aime, et qui est digne de la couronne qu'elle vient de placer sur sa tête !

J'ai cru voir dans la conversation du prince de Metternich qu'on adopterait le nouveau gouvernement, qui offre puissamment toutes les garanties possibles dans la circonstance. Mais, a dit le prince, le roi sera-t-il assez fort pour résister aux attaques qui lui seront faites par les différents partis et par

les journaux, car ce sont les journaux qui ont fait la révolution? — Mon prince, ce sont les ordonnances. — Oui, elles ont mis le feu à la mine préparée par les journaux. — Je puis assurer le prince que la mine a été creusée et chargée par le ministère Polignac, et qu'il l'a fait sauter en y mettant le feu avec ses ordonnances. Quant à la force que vous désirez voir au roi, et que vous craignez n'être pas assez grande pour résister aux différents coups qu'on pourrait porter au gouvernement, je puis affirmer que la France veut donner à son souverain tous les moyens d'action dont a besoin le pouvoir exécutif, et sans lesquels aucun gouvernement ne peut se soutenir, quelle que soit sa forme. Notre gouvernement ne fait que de naître, et pourtant le roi gagne tous les jours, et les progrès qui ont eu lieu depuis la proclamation du 15 étaient immenses à l'époque de mon départ, quoique quarante-cinq jours seulement se fussent écoulés.

Le prince a témoigné la crainte que la chambre actuelle des députés fût renvoyée et remplacée par une chambre ardente comme la Convention. J'ai rassuré le prince, en lui faisant connaître que les députés sentaient toute l'étendue de leur de-

voirs ; qu'ils resteraient à leur poste ; que leurs intentions étaient bonnes et pures, et que rien ne pouvait faire redouter les appréhensions qu'il venait de montrer.

Le prince, lorsque je l'ai quitté, m'a dit qu'il annoncerait mon arrivée à l'Empereur, qu'il lui ferait part de l'objet de ma mission, qu'il prendrait ses ordres et me ferait connaître les intentions de sa Majesté.

---

## DEUXIÉME ENTREVUE.

### 30 août.

Après les compliments d'usage, le prince est revenu sur les journaux. Il avait sur sa table le *Temps*, qui parlait de ma mission et de moi. L'avez-vous lu? — Non, prince. — Il parle de vous, de votre mission, mais en bons termes. Je ne suis pas sans inquiétude pour votre gouvernement ; je parle en homme de sang-froid, étranger aux affaires ; je vois tous vos journaux en attaque et pas

un en défense pour votre gouvernement, et je crains qu'il ne soit pas assez fort et qu'il n'ait pas assez de pouvoir pour résister aux coups qui lui seront portés par les partis; et cela, je le dis dans l'intérêt de la France, comme dans celui de tous les pays. La violence des journaux et la licence de la presse seront toujours un obstacle à la marche des gouvernements. La liberté peut les servir, mais la licence finit par les renverser. Napoléon m'a dit quelquefois : « Je ne conçois pas de gouvernement possible avec la licence des journaux. » J'ai fait au prince les mêmes réponses que lors de la première entrevue sur ces deux questions, et j'y ai ajouté d'autres réflexions, sur l'impossibilité, pour un gouvernement créé depuis quinze jours, d'avoir au bout de ce temps la vigueur qu'il doit posséder plus tard. La nation vient de le former, ce gouvernement; elle a choisi son roi avec des conditions. Donnez donc le temps au chaos de se débrouiller; au roi, celui de connaître sa puissance et de pouvoir l'exercer : la force lui viendra naturellement. Tous les hommes raisonnables veulent lui en donner et lui en voir assez pour qu'il puisse, avec sagesse, imprimer à son gouvernement un mouvement fort

et régulier, sans lequel on n'est rien chez soi et encore moins au dehors. Dans trois mois, dans un an, vous jugerez de la différence. Il faut savoir faire la part des circonstances; il ne faut pas vouloir l'impossible. » J'assurai de nouveau le prince que déjà à mon départ tout était rentré dans l'ordre. Les travaux avaient repris leur cours, et l'on ne se serait jamais douté qu'il vînt de s'opérer à Paris une si grande révolution. Notre gouvernement est monarchique, il offre toutes les garanties que les puissances peuvent désirer. Si la branche cadette succède à la branche aînée, ce n'est pas par usurpation, car il n'y a eu aucune conspiration ourdie, aucune attaque faite pour renverser le gouvernement de Charles X; c'est Charles X, lui-même, qui a tué sa dynastie.... Les circonstances seules, l'intérêt de la Fance et même de l'Europe ont placé le duc d'Orléans sur le trône. Le prince a paru goûter mes observations et m'a répondu : « Je désire me tromper dans vos intérêts comme dans les nôtres; je souhaite que vous voyiez mieux que moi et que vous ayez raison : le temps nous l'apprendra. »

Le prince reçoit et lit tous les journaux qui

s'impriment partout; il reçoit chaque jour des nouvelles de toutes les parties du monde.

Vous avez, m'a dit le prince, un parti qui veut la république. — La république en France est impossible. Quelques personnes la rêvent encore; mais ce parti est sans consistance; il ne saurait être soutenu par les intérêts qui, tous, se réunissent contre lui. Je vais en donner la preuve au prince; s'il fut un moment où il dut mettre en action tous les moyens, ce fut certainement à cette dernière époque. Une autorité communale s'était établie à la commune; elle avait son parti, c'était le moment de l'effervescence : le duc d'Orléans fut proclamé lieutenant-général du royaume. Aussitôt il en fit la notification au président du gouvernement communal qui, par ce fait, devait cesser ses fonctions. Trois messages successifs restèrent sans réponse. Pendant ce temps, M. de Lafayette faisait imprimer une proclamation républicaine, pour être affichée, en opposition à celle faite par le prince. Le duc d'Orléans, instruit de ce qui se passait, monte à cheval, se porte à la commune; les députés qui se trouvaient au Palais-Royal veulent l'accompagner; une foule immense suit le duc

en poussant des cris de joie. On le presse; on veut toucher ses habits, son cheval. Ces cris le devancent sur la place de Grève, où l'étonnement fut grand à son arrivée. La population de la place de Grève, qui était là pour soutenir la commune, se laisse entraîner par le mouvement que produit la présence du prince, et bientôt les cris de *vive le lieutenant-général du royaume!* étouffent ceux de *vive la république!* qui cessent de se faire entendre. Le duc d'Orléans met pied à terre, est reçu par M. de Lafayette; ils s'embrassent, et tout cet échafaudage aux pieds d'argile, dressé à grands frais sur un petit point de Paris, est renversé de fond en comble par la seule présence du lieutenant-général. Le roi, dans cette circonstance, a fait preuve d'un grand courage, d'un grand dévouement; sa course n'était pas sans danger. Par sa prompte résolution, il a tout fait rentrer dans l'ordre légal. »

« Les nouvelles de Rome, m'a dit M. de Metternich, m'annoncent que la famille Bonaparte est rappelée en France. — Je l'ignore, il n'en était pas question à mon départ.

—Le *Courrier de Berlin* fait mention du passage du général Athalin se rendant en Russie, et ne parle

pas du comte de Lobau. — Cela me surprend : Lobau était parti huit heures avant Athalin, le même jour que moi. Peut-être est-il tombé malade. — Non, a répliqué le prince, il se portait bien à Francfort. Il y a apparence, ajouta le prince, que le général Athalin avait été obligé de s'arrêter aux frontières de Russie. » La conversation s'est étendue sur les intérêts de la France, ceux de l'Autriche, ceux de l'Europe en général ; sur ce qui peut maintenir la paix et la bonne harmonie entre les puissances. J'ai cru m'apercevoir que la décision de l'empereur de Russie ne changerait rien aux décisions de l'Autriche, qui est d'accord avec la Prusse et l'Angleterre pour la reconnaissance de notre gouvernement. On est donc bien d'accord sur le fond, mais il paraît qu'on ne l'est pas sur la forme: c'est ce qui peut retarder la solution. Cependant à Carlsbadt, où étaient les ministres de Russie, d'Autriche et de Prusse, lorsque les événements de Paris y furent connus, M. de Nesselrode fut d'avis d'une reconnaissance pure et simple; mais depuis, assure-t-on, la Prusse a montré des craintes et voudrait des garanties. Elle demande probablement l'assurance qu'on respectera les traités de 1815.

Après une conversation d'une heure et demie, et plusieurs explications sur différents points, j'ai demandé au prince quand j'aurais mon audience; je lui ai fait connaître que je trouvais et que je devais trouver qu'on la faisait bien attendre; que cependant je la croyais assurée, car autrement, à mon arrivée, on m'aurait notifié des opinions contraires; que j'étais bien convaincu que la reconnaissance était arrêtée, quant au fond, et que ce retard ne pouvait venir que de la forme.... Le prince m'a répondu: — Cela ne tardera pas.... — Je le désire, prince, car les jours s'écoulent sans solution, et je ne puis rester à Vienne que le temps voulu pour que la dignité du roi et de la France ne soit pas compromise. — Soyez tranquille, je connais les affaires. — Je les sais beaucoup moins que le prince, mais j'ai le sentiment des convenances, et il faut que je quitte Vienne le jour où je croirai que peut l'exiger l'honneur de mon pays, et le moment s'approche. — Je vous le répète, a dit le prince, cela ne tardera pas; les autres envoyés n'iront pas plus vite que vous, ils éprouveront les mêmes retards, et le général Baudrand lui-même, en Angleterre, pays plus

indépendant que les autres par sa position, n'aura pas été reçu plus tôt. — Cela m'a confirmé que le retard n'avait lieu que par les formes et que l'on pourrait s'entendre avant de rien arrêter. Je n'ai point caché au prince tous les malheurs que je redoutais; si je me trouvais forcé de partir sans avoir été reçu ; que pour mon compte j'étais prêt à faire tous les sacrifices pour le bien général, mais que j'étais obligé de me renfermer dans les strictes limites de la dignité du roi et de la France.

Nous avons ensuite causé de l'époque où le prince était à Dresde avec l'empereur Napoléon. Des conseils qu'il lui avait donnés et que malheureusement il n'avait point suivis; de l'accord qui existait entre lui, Murat, Jérôme et Caulaincourt, pour toutes les propositions qu'il était chargé de faire. — Fain, dit le prince, est celui qui a le mieux rendu cette époque, encore l'a-t-il fait d'après Napoléon. Je veux vous faire lire ce que j'ai écrit là-dessus, et vous verrez si je ne suis pas d'accord avec ce que vous avez su par Murat et Jérôme.

— Connaissez-vous, m'a dit le prince, la lettre du prince de Polignac au président de la chambre des pairs? elle est remarquable.... — Non, prin-

ce.... Et il prend le journal ; en finissant : « Quel homme ! il était le seul diplomate que je ne connusse pas ; je me doutais de son savoir par ses actes, mais je ne le croyais pas aussi nul. — Le prince voit que je ne l'ai pas trompé sur le caractère et les moyens de notre premier ministre : c'est un cerveau creux ; avec de tels hommes les gouvernements doivent crouler : aussi a-t-il détrôné son roi. »

Le résultat de cette conférence est d'avoir obtenu du prince de Metternich la certitude d'avoir une audience de S. M. l'empereur.

---

## AUDIENCE DE S. M. L'EMPEREUR D'AUTRICHE

### A SCHOENBRUNN,

*4* septembre 1830, à midi.

A midi, au château de Schœnbrunn, j'ai été reçu dans une grande galerie par sa Majesté l'empereur d'Autrche. Sa Majesté s'est avancée jus-

qu'au milieu de cette galerie, pendant que je marchais à sa rencontre. Nous étions seuls. J'ai fait connaître en ces termes ma mission auprès de sa Majesté :

SIRE,

« Chargé par mon roi, Louis-Philippe Ier, roi des Français, d'apporter à votre Majesté l'avis de son avénement au trône de France et l'assurance de son amitié la plus vraie pour votre auguste personne, je suis heureux, en remplissant la mission dont j'ai été honoré, de pouvoir mettre aux pieds de votre Majesté mes hommages les plus respectueux et ma vénération la plus profonde.

Sire, le roi des Français veut vivre en paix avec tous ses voisins, avec tous ses alliés : rester dans ses limites et tenir à l'exécution des traités faits avec la France. Le roi m'a chargé d'en donner l'assurance à votre Majesté.

Sire, pour le repos du monde, la France comme les grandes puissances doit peser de tout son poids dans la balance politique, tous les soins du roi tendront à la maintenir dans son rang.

Le roi veut le bonheur des Français, il s'en oc-

cupe sans cesse; il veut la prospérité de la France, faire fleurir les arts, ouvrir tous les canaux au commerce et raviver l'industrie; tous ces heureux résultats, Sire, ne peuvent s'obtenir qu'avec la paix, source féconde du bonheur et de la prospérité des états; aussi le roi veut-il franchement la maintenir et la conserver, cette paix si profitable à tous les peuples.

Le roi veut resserrer de plus en plus les liens d'amitié qui unissent la France aux autres puissances du monde; tels sont, Sire, les sentiments du roi que j'ai l'ordre de faire connaître à votre Majesté.

Le roi des Français, Sire, se croit en droit d'espérer de trouver les mêmes sentiments chez tous ses alliés.

J'ai l'honneur de remettre à votre Majesté les lettres du roi et de la reine.»

L'empereur a accueilli favorablement ce que j'ai eu l'honneur de lui dire et les assurances que je lui ai données de nos intentions pacifiques, assurances sur lesquelles il a fallu s'expliquer franchement plusieurs fois avec le prince de Metternich, et qui ont, je pense, applani beaucoup de difficultés.

« Je reçois avec plaisir, m'a dit l'empereur, les assurances que vous me donnez de la part de votre maître, je veux aussi le maintien de la paix que je crois nécessaire au besoin de mes peuples. Je ne veux pas troubler leur repos, je ne me mêlerai pas des affaires de la France, il en sera de même de la Prusse, de l'Angleterre et de l'Espagne. Je veux être tranquille chez moi, mais si on venait me chercher, je saurais me défendre. — Les mêmes sentiments, Sire, animent le roi. Il veut la paix pour le bonheur des Français, la France la veut aussi; le roi veut être tranquille chez lui, la France ne se mêlera pas des affaires de ses voisins. J'en renouvelle l'assurance à votre Majesté. Mais s'il arrivait qu'on vînt nous attaquer et qu'on cherchât à renverser notre gouvernement, alors toute la nation française se leverait et prendrait les armes: l'expérience a prouvé ce qu'elle pouvait faire, unie de sentiments et d'intérêts, et peut faire juger ce qu'elle ferait encore sous un roi qu'elle aime, avec un roi de son choix. — Je le sais, répond l'empereur, il faut que votre maître prenne de la force et consolide son gouvernement : il en a besoin. — Le roi prend de la force tous les jours, Sire ; il faut lui laisser le

temps de s'asseoir ; il ne peut pas, après un mois d'existence, avoir la force et la vigueur d'un âge plus avancé. » L'empereur a souri. — C'est juste, mais qu'il prenne de la force.

Sire, si le roi, à sa naissance, avait voulu saisir le pouvoir que le temps lui donnera, que la France lui offrira, et sans lequel il ne pourrait pas gouverner, à peine né, il eût cessé d'exister ; il eût été renversé de suite. Tous les officiers généraux de l'ancienne armée qui viennent d'être remis en place, désirent le maintien de la paix avec les puissances alliées, et le maintien de l'ordre dans l'intérieur ; tous désirent le bonheur et le repos de la France, et ils y porteront tous leurs soins. — Votre ancien maître vous a donné de bonnes leçons ; la troupe avec lui ne délibérait pas : elle devait être obéissante. — L'empereur m'a parlé des événements de Paris, de leur résultat et de leurs conséquences. — Charles X a été trahi par les siens, a dit l'empereur ; ses ministres l'ont perdu, ses alentours ont amené la catastrophe. — Depuis longtemps, Sire, l'exaspération de la cour préparait les malheurs que vient d'éprouver la famille des Bourbons : les émigrés, pour tous les pays, sont la peste

des états. — C'est vrai, dit l'empereur. — J'ai dû expliquer à sa Majesté l'origine de ce mouvement, ses causes, et l'étonnement de tout le monde, lorsque, le lundi 26, le gant fut jeté par le gouvernement. Personne ne s'attendait à si grande folie, et personne n'y était préparé. Alors, j'ai suivi les mouvements dans tout Paris, pendant les trois jours, jusqu'à l'époque de la prise des Tuileries et de la déroute des troupes de la garde royale, que l'empereur connaissait... Lundi, Sire, la foi promise fut violée, tous les liens qui unissaient le roi à la nation furent rompus; les tables de la loi, écrites et jurées sur l'Evangile le jour du sacre, furent brisées. — Je le sais, je le sais, dit l'empereur. Quand on ne veut pas tenir, il ne faut pas promettre; mais quand on a promis, il faut remplir ses engagements. On avait pris de bien faibles mesures; ayant adopté un système que je regarde si faux, il fallait au moins préparer les moyens pour réussir. La guerre des rues ne vaut rien; Marmont est cependant un bon officier. Il me semble qu'on aurait dû placer les troupes en dehors à l'abri des pierres, sur les places et sur les boulevards, attendant les attaques et cherchant à

les repousser. Pourquoi le roi et le dauphin n'ont-ils pas monté à cheval? Dans des cas pareils il faut mettre l'épée à la main; marcher à la tête des troupes, elles vous suivent. Il faut savoir mourir dans le combat ou avoir la victoire. Le dauphin est venu jusqu'à l'Etoile, à ce qu'on dit, et s'en est retourné à Saint-Cloud.— Votre Majesté juge bien l'état des choses; elle connaît les hommes, et son plan eût été plus sage et mieux calculé que celui qui a été suivi. — Charles X est en Angleterre avec sa famille. On a dit qu'il voulait venir dans mes états; je n'ai eu aucune proposition, aucun avis; mais, enfin, s'il désirait venir, je devrais le recevoir, et je pense que la France ne le trouverait pas mauvais. — Je suis persuadé du contraire, Sire, l'hospitalité pour le malheur est du domaine de tous les souverains, de toutes les nations. La France sait la pratiquer; elle la trouve très-bien partout où elle s'exerce. — Maintenant, ce que vous avez, ce que nous avons à désirer, c'est que votre maître prenne de la force; en aura-t-il assez pour gouverner, pour résister à tous les partis? Il faut un bras vigoureux pour vous conduire. Vous aviez un autre maître qui était bien

fort ; il s'entendait en gouvernement ; il comprimait les partis ; il n'a pas pu les vaincre, il a succombé. A la vérité, il a fait des folies ; il n'a pas voulu me croire, quand j'ai envoyé à Dresde ; puis, quand j'étais en France, il me répondait toujours : « Je suis vainqueur » et il finissait toujours par être vaincu parce qu'il ne pouvait pas lutter contre un million d'hommes.— Vos journaux tuent tout ; chez moi on est d'esprit plus calme, eh bien ! si je permettais la licence qui existe en France, tout serait bouleversé avant six mois. On me demande bien des constitutions nouvelles, je refuse toujours. Chaque pays de la monarchie a la sienne adaptée à son caractère et tout marche. Tant que je vivrai, les choses resteront comme elles sont, et j'aurai rendu grand service. Pour ce-pays ci, je suis sans inquiétude ; je maintiens chacun à sa place et ne permets pas qu'on en sorte. Voyez comme je suis avec le fils de votre ancien maître : c'est un charmant jeune homme, vif, ardent, beau garçon.— A-t-il, Sire, tous les moyens de son père? — Oui, il promet beaucoup ; vous voyez comme je l'élève ; il irait loin si je le laissais aller.... Mais l'Italie, ce n'est pas la même chose. Les têtes sont chaudes ;

il y a des partis et un peu d'agitation; je viens d'y envoyer des troupes. Il ne faut pas que cela vous inquiète, dites-le bien au roi, c'est une mesure de précaution pour empêcher le trouble et le désordre, ou pour les réprimer, s'il y avait nécessité. Tout est tranquille, mais de moment à autre, cela peut changer. — Sire, d'après les assurances que votre Majesté me charge de donner au roi, la France n'aura aucune inquiétude de l'envoi de vos troupes en Italie; mais j'ai l'honneur de prier votre Majesté, qui veut maintenir l'harmonie et la bonne amitié qu'elle vient de renouer avec le roi de France, de ne rien envoyer en Piémont, car alors nous aurions de l'ombrage et ce serait naturel. On regarderait ces mouvements comme un acte d'hostilité; il ferait naître des inquiétudes et forcerait le roi à prendre des mesures de sûreté, dont les suites pourraient être funestes au gouvernement du Piémont et de l'Italie, car la présence d'une armée française agiterait nécessairement la population de ces deux pays. — Non, non, répond l'Empereur, mes troupes ne sortent pas de mes états de Lombardie. — Cependant si le roi de Piémont, pressé, avait besoin de secours; si ses troupes l'aban-

donnaient et qu'il ait recours à moi, il faudrait bien que je vinsse à son aide.— Ce serait un grand malheur, Sire, car alors une armée française doit se former sur vos frontières. Sa présence, je le répète à votre Majesté, doit mettre toute l'Italie en feu, et l'incendie pourrait s'étendre plus loin qu'on ne pense. — Certainement, répond l'Empereur, ce qui s'est passé à Paris est un funeste exemple pour tous les pays.... Il y a eu des troubles à Bruxelles, ils ont été appaisés. Metternich vous en a parlé. La bourgeoisie s'est bien conduite. — Oui, Sire, le prince m'en a parlé, et votre Majesté sait sûrement mes réponses au prince de Metternich, mes nouvelles explications et les assurances que j'ai données pour le bien convaincre que la France n'y est pour rien, et qu'elle a fait et fera tout ce qui dépendra d'elle pour chercher à empêcher le désordre chez ses voisins. La coopération de la bourgeoisie et de la garde nationale vient bien à l'appui de tout ce que j'ai dit et promis. Je suis persuadé, Sire, et je peux même en donner l'assurance à votre Majesté, que mon gouvernement profitera de cette circonstance pour faire sa profession de foi et sa manifestation de principes.

—On dit qu'il n'y a pas assez de représentation à votre cour, qu'on y voit bien des gens qui ne devraient pas y être reçus et des costumes qui ne devraient pas y paraître, vous ne pouvez pas être en France comme nous sommes en Allemagne. Notre simplicité n'irait pas aux Français, vous avez besoin d'apparat, de représentation. — Au moment de la révolution, Sire, il y a bien eu de la confusion et du désordre dans les costumes, mais jamais dans les convenances et dans les égards ; depuis, tout est rentré dans l'ordre, chaque chose est remise à sa place, et il n'existe plus à notre cour que la simplicité qu'on trouve dans votre palais, celle de la bonté, de la grâce et de l'abandon qui inspirent le respect et la vénération. L'empereur a paru satisfait de ma réponse, il a souri. — Votre roi ne restera sûrement pas au Palais-Royal, où il est mal? Je pense qu'il habitera les Tuileries, palais des rois de France. — Je le crois aussi, Sire, on s'occupait à mon départ de faire des réparations aux Tuileries. On parlait aussi d'en faire au Louvre.

—J'ai reçu avec plaisir toutes les assurances et toutes les explications que vous m'avez données au nom de votre maître, je suis bien aise de vous

avoir vu. Je vous remettrai des lettres pour le roi et la reine.

---

## ENTRETIEN AVEC LE PRINCE DE METTERNICH,

### LE JOUR DE MON DEPART DE VIENNE.

7 septembre.

Vous avez vu notre politique, général, elle est simple et franche, vous avez pu la juger, je vous prie de le dire au roi.

L'empereur s'est décidé de suite, quoique le cas fût grave et le moyen peu légal; mais l'Empereur veut le bien de ses peuples, conserver la paix et vivre tranquille: le système monarchique est conservé; tout ce que vous avez dit, toutes les assurances que vous avez données, ce qu'a fait le gouvernement français pour la Belgique et pour la famille Bonaparte offre des garanties; la reconnaissance est donc franche; nous voulons vous soutenir, c'est notre intérêt

comme le vôtre.... mais il faut que votre gouvernement prenne de la force : on ne le voit pas marcher ni faire d'acte d'autorité.... Vos journaux ne sont pas timbrés, des groupes parcourent toujours les rues, viennent sous les fenêtres du roi, chantent des chansons révolutionnaires, appelant le roi à grands cris : il est obligé de paraître, puis on crie *bis* comme au spectacle : de nouveaux journaux niveleurs sont placardés et répandus dans Paris sans opposition et sans punition ; des clubs sont ouverts comme au commencement de la révolution ; tout cela marche poussé par les différents partis, et l'on ne voit rien du gouvernement : il semble qu'il craigne d'agir ; il dévoile sa faiblesse et donne de la force aux agitations ; on n'a encore rien vu de lui que des déplacements et des nominations, bonnes sans doute, vous en pouvez juger. D'après les journaux, d'après les rapports, des factions s'agitent en France et cherchent à renverser le gouvernement ; il faut donc qu'il prenne de la force pour résister au choc des passions et les écraser, Il faut que votre chambre se conserve, autrement vous aurez la Convention, elle sera attaquée vigoureusement pour ce qu'elle a fait, et les nou-

veaux choix qu'on va faire donneront de la force au parti turbulent pour renverser le parti sage. On criera : C'est la chambre de Charles X , elle ne peut être celle de Philippe Ier. Il faut la renvoyer et en nommer une autre.... A la vérité, cette chambre a agi contrairement à ses pouvoirs et à son origine, mais le cas était grave, le danger était là, force était d'agir, avant tout il faut sauver le pays; elle a fait ce que j'aurais fait à sa place ; le duc d'Orléans s'est trouvé là fort heureusement; le système monarchique a été sauvé ; le duc d'Orléans était appelé au trône par succession , quoiqu'il y ait bien à dire sur la marche suivie ; mais, forcée par les événements ainsi que vous l'avez bien démontré , nous voulons donc , je vous le répète , que votre gouvernement se consolide, qu'il prenne de la force, qu'il vive, nous y aiderons de tous nos moyens moraux, c'est notre intérêt comme le vôtre ; il faut donc prendre de la force , car je ne vois pas que votre gouvernement ait gagné depuis sa naissance; il aurait plutôt reculé , j'ai donc toute crainte malgré ce que vous m'avez dit ; je désire me tromper et que vous ayez raison, tous y gagneront , mais quoi qu'il arrive, rappelez-vous nos

conversations, surtout celle-ci. La Russie finira par faire comme nous, elle vous reconnaîtra; l'empereur est toujours furieux; il savait tout lors de ses derniers ordres, je viens de recevoir un courrier. Votre gouvernement s'est trompé, il croyait et la France encore plus, que la Russie ne ferait pas la plus petite difficulté, aussi on a envoyé Athalin porter des lettres : chez nous on voulait un négociateur pour vaincre les difficultés qu'on prévoyait rencontrer. Il fallait donc, pour négocier avec Metternich, un homme de consistance, de considération et habitué aux affaires, on vous a choisi, on ne pouvait mieux faire : nos rapports, vous l'avez vu, ont été réciproques en loyauté et en franchise : j'espère que vous aurez été aussi content de ma manière de traiter les affaires que je l'ai été de la vôtre.

L'empereur a été très satisfait de tout ce que vous lui avez dit et des assurances que vous lui avez données, aussi de tout ce que vous lui avez appris sur les événements de Paris. Sa Majesté a été très contente de vous voir.

Vous allez rentrer à Paris, vous y trouverez de l'agitation, des partis; parlez pour qu'on agisse,

prenez de la force pour l'Europe, vous en avez, nous en avons tous besoin, j'en suis persuadé; réorganisez votre armée; faites-la dévouée pour défendre son roi et le gouvernement, le bien de la France le veut aussi bien que l'intérêt de l'Europe. S'il arrivait que l'incendie se rallumât et s'étendît, les pompes sont toutes prêtes, nous saurons les faire jouer, et cela servirait les intérêts du roi et de la France comme les nôtres.

Vous aurez, cet hiver, beaucoup de misère à Paris. La liste civile ancienne était de 44,000,000 qui se dépensaient dans la capitale; la liste de votre roi sera de 12 à 15, dit-on; c'est donc 30,000,000 de moins mis en circulation dans les boutiques et les manufactures. Les étrangers seront peu nombreux; il y aura peu de fêtes. Partout on ira à l'économie, et la population en souffrira; les ouvriers n'auront pas d'ouvrage, les partis en useront. Il est si facile de remuer les gens qui souffrent, et auxquels on donne l'espérance du pillage!

Je suis persuadé que le roi craint de quitter le Palais-Royal, et qu'il n'a pas la force d'aller habiter les Tuileries; cependant, disons-le encore,

le roi ne sera roi qu'au palais des rois de France.

Je vous prie de mettre mes hommages aux pieds du roi. Vous allez avoir une grande affaire à juger, celle des ministres. Il paraît que l'opinion est pour qu'ils périssent, cependant on prétend qu'il y a un parti pour le bannissement.

J'ai cru devoir rapporter dans cet entretien, comme dans tous les autres, des choses qui, dans toute autre circonstance, seraient fastidieuses et insignifiantes; mais qui, dans cette occurrence, ont leur cachet, et font voir combien on se préoccupe de l'état intérieur de la France. Tout fait voir combien on désire que notre gouvernement se consolide et prenne de la force, parce que, chacun pour ses intérêts, en sent la nécessité. On peut donc dire, avec vérité, que la France porte avec elle la paix ou la guerre pour l'Europe. On nous craint partout; on nous aime; on nous admire dans beaucoup de pays. Nous pouvons donc, si nous sommes sages et avec un gouvernement fort et solide, une bonne armée et notre garde nationale, exercer dans le monde connu une grande influence.

Mes réponses au prince de Metternich ont été les mêmes que celles des autres entretiens. Sur

plusieurs points, j'ai assuré au prince qu'avant peu on verrait une grande différence dans l'allure et dans la marche de notre gouvernement; que les groupes ambulants et chantants cesseraient bientôt de courir les rues; que les clubs, désapprouvés par tous les honnêtes gens, par la masse de la population de Paris, seraient abandonnés ou fermés; que nous étions dans un bon moment de croissance, et qu'il fallait nous laisser prendre des forces. Un édifice croule dans un jour, mais il y a un temps donné pour pouvoir le reconstruire.

La chambre actuelle restera; tout le monde en sent l'indispensable nécessité. Les nominations que l'on va faire seront bonnes; on ne verra que des hommes sages et modérés : la France est trop éclairée pour vouloir une Convention. Les mesures sont dejà prises pour donner du travail aux ouvriers, pour répandre le plus d'argent possible dans la capitale. La sollicitude du gouvernement cherchera à soulager les malheureux; mais, vous le savez, une si grande secousse n'a pas lieu sans briser bien des existences.

Le roi ne craint point de quitter le Palais-Royal; il a toute la force nécessaire pour aller habiter les

Tuileries, résidence des rois de France; mais dans ce moment il est impossible de s'y établir, on doit y faire des réparations indispensables. Le prince peut être tranquille, nous deviendrons forts; nous vivrons pour nous et pour nos voisins. La paix régnera en France et celle de l'Europe ne sera pas troublée. Le gouvernement saura triompher de toutes les entraves.

Je remercie le prince des choses aimables qu'il a bien voulu me dire, et puis l'assurer que je suis heureux de la franchise et de la loyauté que j'ai trouvées chez lui et dans son cabinet; je ne le laisserai point ignorer au roi.

FIN DU TOME PREMIER.

# TABLE

## DU TOME PREMIER.


| | |
|---|---|
| Dédicace. | v |
| Préface. | 1 |
| Notice historique sur le général Belliard. | 3 |
| Batailles de Valmyg et de Jemmapes. | 67 |
| Lettres du roi de Naples, du prince de Neufchâtel et de la reine Caroline au général Belliard. | 105 à 123 |
| Souvenirs de Dresde. | 125 |
| La municipalité de Stutgard. | 132 |
| Lettres de l'Empereur au roi de Naples. | 137 à 169 |
| Fontainebleau. — Capitulation de Paris. | 171 |
| Abdication de l'Empereur. | 180 |
| Lettre du capitaine Magnien. | 183 |

Empoisonnement de Napoléon. 194
Un illuminé à Fontainebleau. 196
Interrègne.— 1814-1815. 198
Ministère des affaires étrangères. — Extrait de la secaétairerie d'état. 227
Mission à Naples. 231
Correspondance de Joseph avec le général Belliard. 269
Notice historique sur Joseph Napoléon. 265
Mission diplomatique à Vienne. 331
Ambassade à Vienne. 333
Première entrevue avec M. Metternich. 335
Deuxième entrevue. 339
Audience de l'empereus d'Autriche. 347
Entretien avec M. Metternich. 358

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.